Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 13 DÉCEMBRE 1919.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 13TH DECEMBER, 1919.

Avis divers

AVIS IMPORTANT AUX ANNONCEURS.

Les règlements de la "Gazette Officielle" de Québec exigent que l'HONORAIRE des annonces soit PAYE D'AVANCE. Ce règlement ne peut donner lieu à aucune exception. Nous invitons donc les annonceurs de nous faire parvenir les balances dues pour annonces et de ne jamais transmettre de matière pour la "Gazette Officielle", à moins de faire accompagner le document d'un chèque accepté couvrant approximativement le coût de l'insertion.

Tout annonceur qui néglige de se conformer à ce règlement ou dont le nom apparait sur nos listes de débiteurs se verra refuser la publication d'annonces nouvelles, et ce sans avis spécial. 4101—44-5

AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE*

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

Miscellaneous Notices

IMPORTANT NOTICE TO ADVERTISERS.

The rules of the "Quebec Official Gazette" require advertisers to remit the FEES for advertisements IN ADVANCE. No exception will be made to this rule. Advertisers are requested to remit all arrears due and hereafter when sending matter for insertion in the "Official Gazette", to enclose with their copy an accepted cheque covering approximately the cost of publication.

Notices sent by advertisers failing to comply with the above rule or being in arrears with the King's Printer, will not be published, and that without further special notice. 4102—44-5

TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec
2. Spécifier le nombre d'insertions.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 75c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $5, par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement. 4057

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

The rates are .

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line agate measure)

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number

Slips, 75 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $5, per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House. 4058

Nominations

BUREAU DE GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 6 décembre 1919.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur d'appeler l'honorable M. Séverin Létourneau, avocat à Montréal, au Conseil législatif de Québec, pour y représenter la division de Rigaud au lieu et place de l'honorable M. J.-A Chauret, décédé.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
4779 L.-P. GEOFFRION.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 6 décembre 1919.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur d'appeler l'honorable M. Clément Robillard, industriel à Montréal, au Conseil législatif de Québec, pour y représenter la division de Lanaudière au lieu et place de l'honorable M. Louis-Jules Allard.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
4781 L.-P. GEOFFRION.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneut, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, le 25 octobre 1919.

MM. Eugène Desrochers et Louis Vallière, tous deux cultivateurs de Saint-Etienne-de-Lauzon, ainsi que Louis-Olivier, fils, cultivateur, de Chaudière Station, comté de Lévis, juges de paix pour le district de Québec ;

MM. Augustin Rainville, Joseph Roy, cultivateurs, et Cérille Morency, marchand, tous trois

Appointments

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Quebec, 6th December, 1919.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased to call the Honourable Séverin Létourneau, advocate of Montreal, to the Legislative Council of Quebec, to represent the division of Rigaud in the place and stead of the Honourable J.-A. Chauret, deceased.

L.-P. GEOFFRION,
4780 Clerk of the Crown in Chancery.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Quebec, 6th December, 1919.

His Honourable Lieutenant Governor has been pleased to call the Honourable Clément Robillard, of Montreal, manufacturer, to the Legislative Council of Quebec, to represent the division of Lanaudière, in the place and stead of the Honourable Louis-Jules Allard.

L.-P. GEOFFRION,
4782 Clerk of the Crown in Chancery.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Quebec, 25th October, 1919.

Eugene Desrochers and Louis Vallière, both farmers, of Saint-Etienne-de-Lauzon, and Louis Olivier, junior, farmer, of Chaudière Station, County of Levis, to be justices of the peace for the district of Quebec ;

Augustin Rainville, Joseph Roy, farmers, and Cerille Morency, merchant, all three of the parish

de la paroisse de Saint-Prime, comté du Lac Saint-Jean, juges de paix pour le district de Chicoutimi ;

MM. Frederick Alexander Wray, entrepreneur de pompes funèbres, Montréal ; Joseph-Adélard Gagnon, marchand, Maisonneuve, Qué., juges de paix pour le district de Montréal ;

MM. Nazaire Chalifoux, maire de Saint-Rémi d'Amherst, comté de Labelle ; Alectance Thomas, marchand, de Saint-Rémi-d'Amherst, comté de Labelle, juges de paix pour le district de Montcalm.

Québec, le 13 novembre 1919.

MM. Emile Nourry et Omer Beaulac, tous deux cultivateurs, de Nicolet ; E.-A. Charron, agent de chemin de fer ; Albert Daigle, marchand ; Cyriac Kirouac, rentier, et Joseph Sylvestre, cultivateur, tous quatre de Manseau, comté de Nicolet, juges de paix pour le district de Nicolet ;

MM. Grégoire Chapados, marchand, et Arthur Richard, médecin, tous deux de Newport, comté de Gaspé, juges de paix pour le district de Gaspé ;

M. James Blackwood Paterson, agent d'assurance, Montréal, juge de paix pour le district de Trois-Rivières ;

M. Joseph Rioux, fils de Ferdinand, cultivateur, de Saint-Gabriel, comté de Rimouski, juge de paix pour le district de Rimouski ;

M. Albert-Jean Gouin, surintendant, de Saint-Lambert, comté de Chambly, juge de paix pour le district de Montréal ;

M. O.-M. Normandin, marchand, de West-Shefford, comté de Shefford, juge de paix pour le district de Bedford ;

M. O.-Napoléon Shink, marchand, Québec, juge de paix pour le district de Québec.

Québec, le 28 novembre 1919.

M. J. W. Atkinson, chef de gare, Montréal, juge de paix pour le district de Montréal. 4753

Québec, le 27 octobre 1919.

M. Fred Leslie Monck, surintendant des assurances et inspecteur des compagnies fidéicommis. 4755

MM. Homère Fauteux, de Beauceville, et Philippe Angers, notaire, de Montréal, conjointement régistrateur de la division d'enregistrement du comté de Beauce, sous la raison de Fauteux et Angers. 4757

of Saint-Prime, county of Lake Saint John, to be justices of the peace for the district of Chicoutimi;

Frederick Alexander Wray, funeral director, Montreal; Joseph Adelard Gagnon, merchant, Maisonneuve, Que., to be justices of the peace for the district of Montreal;

Nazaire Chalifoux, mayor, of Saint-Remi-d'Amherst, county of Labelle; Alectance Thomas, merchant, of Saint-Remi-d'Amherst, county of Labelle, to be justices of the peace for the district of Montcalm;

Quebec, 13th November, 1919.

Emile Nourry and Omer Beaulac, both farmers, of Nicolet; E. A. Charron, railway agent; Albert Daigle, merchant; Cyriac Kirouac, annuitant, and Joseph Sylvestre, farmer, all four of Manseau, county of Nicolet, to be justices of the peace for the district of Nicolet;

Grégoire Chapados, merchant, and Arthur Richard, physician, both of Newport, county of Gaspé, to be justices of the peace for the district of Gaspé;

James Blackwood Paterson, insurance agent, Montreal, to be a justice of the peace for the district of Montreal;

Joseph Rioux, son of Ferdinand, farmer, of Saint Gabriel, county of Rimouski, to be a justice of the peace for the district of Rimouski;

Albert Jean Gouin, superintendent of Saint Lambert, county of Chambly, to be a justice of the peace for the district of Montreal;

O. M. Normandin, merchant, of West Shefford, county of Shefford, to be a justice of the peace for the district of Bedford;

O. Napoléon Shink, merchant, Quebec, to be a justice of the peace for the district of Quebec.

Quebec, 28th November, 1919.

J. W. Atkinson, station agent, Montreal, to be a justice of the peace for the district of Montreal. 4754

Quebec, 27th October, 1919.

Fred Leslie Monck, to be superintendent of insurance and inspector of trust companies. 4756

Homere Fauteux, of Beauceville, and Philippe Angers, notary, of Montreal, to be joint registrar of the registration division of the county of Beauce, under the name of Fauteux and Angers. 4758

Proclamation

Canada,
Province de Québec. C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.* ATTENDU que dans et par un Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Deputy Attorney General.* WHEREAS in and by an Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great

Grande-Bretagne et d'Irlande, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autre choses décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la Province de Québec dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants "; Et attendu que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Rimouski, dans le district de Rimouski, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton de Bédard ;

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale établissons en un canton, sous le nom de canton de Bédard, cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Rimouski, dans le dit district de Rimouski, dans notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le Rapport de l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de notre dite Province, savoir:

Le territoire à être érigé en un canton sous le nom de "Le canton de Bédard", dans le comté de Rimouski, est borné : au nord-ouest par la seigneurie de Nicolas-Rioux, au sud-est par le canton de Biencourt (projeté), au nord-est par le canton de Chénier et au sud-ouest par les cantons de Bégon et de Raudot ; ses limites sont décrites comme suit, savoir :

Partant—sur l'arrière-ligne de la seigneurie de Nicolas-Rioux—du coin nord du septième rang du canton de Bégon, qui est aussi le coin ouest dudit canton de Bédard, la ligne latérale nord-est des septième et huitième rangs du canton de Bégon et celle du canton de Raudot qui lui fait suite, dans la direction sud quarante-cinq degrés est (S.-45o E.) astronomique, ou environ et sur la longueur collective de huit cent quatre (804) chaînes, plus ou moins, telles qu'elles se trouvent déjà établies sur le terrain, jusqu'au coin est du susdit canton de Raudot ; de ce coin, qui est aussi le coin sud dudit canton de Bédard et le coin ouest du canton de Biencourt (projeté), la limite nord-ouest de ce dernier canton dans la direction nord quarante-cinq degrés est (N. 45o E.) astronomique, ou environ, telle qu'elle s'y trouve déjà établie sur la longueur de sept cent trente-six (736) chaînes, plus ou moins, jusqu'au coin sud du canton de Chénier, qui est aussi le coin nord du susdit canton de Biencourt (projeté), le coin ouest du canton de La Roche (projeté) et le coin est du dit canton de Bédard ; de là, suivant nord quarante-cinq degrés ouest (N.-45o O.) astronomique, ou environ, la ligne sud-ouest du susdit canton de Chénier, telle qu'aussi établie sur le terrain et longue de sept cent vingt-trois chaînes cinquante chaînons (723.50), plus ou moins, jusqu'à l'arrière-ligne — en premier lieu mentionnée—de la seigneurie de Nicolas-Rioux, au coin ouest du canton de Chénier, qui est aussi le coin nord dudit canton de Bédard ; de là, en suivant la susdite arrière-ligne de seigneurie, telle que tirée sur le terrain, dans la direction sud cinquante-un degrés quinze minutes ouest (S.-51o 15' O.) astronomique, ou environ et sur une

Britain and Ireland, and intituled : "An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick and the Government thereof, and for other purposes connected therewith," it is amongst other things enacted, that "the Lieutenant-Governor of Quebec may, from time to time, by Proclamation, under the Great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec in which townships are not then already constituted, and fix the metes and bounds thereof" ; And Whereas We have thought fit to constitute a certain tract of our waste lands situate and being in the county of Rimouski, in the district of Rimouski, in Our Province of Quebec, a township by the name of the township of Bedard ;

NOW KNOW YE, that under the authority of the said Act of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted and by this Our Royal Proclamation, do constitute into a township by the name of the township of Bedard, that certain tract of our waste lands situated and being in the said district of Rimouski, in the said district of Rimouski, in Our Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honourable Our Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant-Governor of Our said Province, to wit :

The territory to be erected into a township under the name of "The township of Bedard" in the county of Rimouski", is bounded : on the northwest by the seigniory of Nicolas-Rioux, on the southeast by the township of Biencourt (projected) on the northeast by the township of Chenier and on the southwest by the townships of Begon and Raudot ; its limits are described as follows, to wit :

Standing—on the rear line of the seigniory of Nicolas-Rioux—at the north corner of the seventh range of the township of Begon, which is also the west corner of said township of Bedard, the northeast lateral line of the seventh and eight ranges of the township of Begon, and that of the township of Raudot a production thereof running north forty five degrees east (S. 45o E.) astronomically or thereabouts, and of a total, length of eight hundred and four (804) chains, more or less, as already established on the ground to the east corner of the aforesaid township of Raudot ; from this corner, which is also the south corner of said township of Bedard and the west corner of the township of Biencourt (projected), the northwest limit of this last named township running north forty five degrees east (N. 45o E.) astronomically, or thereabouts, as presently established, for a length of seven hundred and thirty six (736) chains, more or less, to the south corner of the township of Chenier, which is also the north corner of the aforesaid township of Biencourt (projected), the west corner of the township of La Roche (projected) and the east corner of said township of Bedard ; thence, in the direction north forty five degrees west (N. 45o W.) astronomically, or therabouts, the southwest line of the aforesaid township of Chenier, as also presently established on the ground, seven hundred and twenty three chains and fifty links (723.50) long, more or less, to the rear-line — firstly above mentioned — of the seigniory of Nicolas-Rioux, to the west corner of the township of Chenier, which is also the north corner of said township of Bedard ; thence, following the aforesaid rear line of the seigniory,

distance de sept cent quarante-six (746) chaînes, plus ou moins, jusqu'au point de départ.

Le canton de Bédard, tel que ci-dessus borné et délimité, renferme une superficie de cinquante-six mille (56 000) acres, plus ou moins ; tel que le tout appert du diagramme ou plan dudit territoire annexé audit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

Et de plus, conformément aux dispositions du dit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le douzième jour du mois de janvier 1920, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit douzième jour du mois de janvier 1920, un canton sous le nom du canton de Pédard, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions, touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton de Bédard comme susdit.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

En Foi de Quoi, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, dans Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce VINGT-UNIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent dix-neuf et dans la dixième de Notre règne.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
4731 C.-J. SIMARD.

as drawn on the ground, in the direction south fifty one degrees, fifteen minutes west (S. 51o 15′ W.) astronomically, or thereabouts and for a distance of seven hundred and forty six (746) chains, more or less, to the starting point.

The township of Bedard, as hereabove bounded and limited, contains fifty six thousand (56,000) acres in superficies, more or less ; ; as the whole appear on the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

And we do further, by these presents, pursuant to the provisions of the said Act, declare and order that the twelfth day of the month of January, 1920, shall be the day, on, from and after which this Our Royal Proclamation shall take effect and that the said tract of land, so aforesaid bounded and described, and every part and parcel thereof, shall be and remain on, from and after the said twelfth day of the month of January, 1920, a township by the name of the township of Bedard, to all intents, constructions and purposes whatever, notwithstanding any misbounding, misnaming, or other imperfections or omissions of or concerning the said tracts of land hereby constituted into a township under the aforesaid name of the township of Bedard.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

In testimony whereof, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. Witness Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTY-FIRST day of NOVEMBER, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and nineteen, and in the tenth year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
4732 Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

" La Compagnie Canadienne Rugoleum—Canadian Rugoleum Co ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de novembre 1919 constituant en corporation : Pierre-Alfred Benoit, commis voyageur, Paul Lalonde, Anatole Lachapelle, avocats, Antonio Giroux, courtier de douane, Lionel Poirier, commis, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, fabriquer, manufacturer et vendre des tapis de liège, du papier huilé et verni et toute autre substance, soit de pulpe, de bois, de verre, de métal ou autre composition quelconque huilée,

Letters patent

" La Compagnie Canadienne Rugoleum—Canadian Rugoleum Co ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteen day of November, 1919, incorporating : Pierre Alfred Benoit, commercial traveler, Paul Lalonde, Anatole Lachapelle, advocates, Antonio Giroux, custom broker, Lionel Poirier, clerk, all of Montreal, for the following purposes :

To buy, fabricate, manufacture and sell cork carpets, oiled and varnished paper and any other substance, either pulp, wood, glass, metal or other compound whatever oiled, polished, dyed,

cirée, teinte, coloriée, peinturée, vernie ou naturelle, des prélarts et toute autre matière destinée à couvrir les planchers, des peintures, huiles et vernis et toutes autres choses pouvant servir à la fabrication des articles sus-mentionnés ;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner tous les biens meubles et immeubles nécessaires aux fins ci-dessus ;

Acquérir par voie d'achat ou autrement le commerce, l'industrie, la clientèle, l'actif de tout indvidu ou corporation exerçant une industrie ou un commerce similaire et les payer en argent, en actions ou obligations de la compagnie ;

Emettre des obligations, les vendre ou les donner en garantie ;

Donner des actions ou obligations de la compagnie en paiement des services rendus à la compagnie ;

Faire toute chose et exercer tout pouvoir nécessaire aux fins de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Canadienne Rugoleum—Canadian Rugoleum Co.," avec un capital social de quinze mille piastres ($15,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4637—49-2 C.-J. SIMARD.

colored, painted, varnished or natural, oil cloths and any other floor coverings, paints, oils and varnishes and any other things capable of being used in the manufacture of any of the above mentioned articles ;

To acquire, receive, own, lease, exchange, alienate any moveable and immoveable property necessary for the above purposes ;

To acquire by way of purchase or otherwise the business, industry, goodwill, assets of any person or corporation carrying on similar trade or business and to pay for the same in cash, shares or bonds of the company ;

To issue bonds, sell or pledge same ;

To give shares or bonds of the company in payment for services rendered to the company ;

To do all things and exercise all powers suitable for the company's purposes, under the name of "La Compagnie Canadienne Rugoleum—Canadian Rugoleum Co.," with a capital stock of fifteen thousand dollars ($15,000.00), divided into three hundred (300) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD.

4638—49-2 Assistant Provincial Secretary.

"Mentana Garage and Iron Works Co., Ltd".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de novembre 1919, constituant en corporation : Ernest Clément, gérant ; Arthur Forest, Rodolphe Handfield, agents ; Alice Ayotte, fille majeure, et Antonio Lamothe, avocat, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir, comme une clientèle active, la propriété, clientèle, entreprise, actif, l'industrie actuellement exercée, dans la cité de Montréal, sous le nom de "Maulorgue, Faustin et compagnie", continuer la même industrie, en assumer le passif et payer pour l'actif le passif ainsi acquis, y compris l'achalandage, en actions de cette compagnie complètement acquittées et non cotisables ;

Faire le commerce d'automobile, en général, achat, vente, et reparage, construction, échange; servir d'agent pour l'achat et la vente de ces automobiles ; agir comme représentants, agents ou mandataires de compagnies de fabrication d'automobiles canadiennes ou étrangères ; faire le commerce de fer, d'acier, et de broches ; fabriquer et réparer tout ce qui concerne cedit commerce, mais surtout ce qui concerne la construction de clôture et de bâtiments ;

Acheter, vendre, importer, exporter, manufacturer ou disposer de tout ce qui concerne, généralement, les deux susdites industries ;

Acheter, louer, fabriquer tout pouvoir moteur de quelque nature que ce soit, soit pour les besoins manufacturiers de la compagnie, soit pour la vente, soit pour la location ;

Acheter, louer, construire ou autrement acquérir toute propriété ou propriétés qui seront jugées nécessaires pour les fins du présent commerce y compris garage, ateliers, fabriques, magasins, entrepôts et bureaux ;

Faire le commerce de location des automobiles ou du transport des voyageurs par automobile-taxi ;

"Mentana Garage and Iron Works Co., Ltd".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date twenty-fifth day of November, 1919, incorporating Ernest Clément, manager ; Arthur Forest, Rodolphe Handfield, agents ; Alice Ayotte, spinster, and Antonio Lamothe, advocate, all of Montreal, for the following purposes :

To buy or otherwise acquire as a going concern the property, goodwill, undertaking, assets of the business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Maulorgue, Faustin et Compagnie", to continue carrying on the same business, take over the liabilities thereof, and to pay for the assets and liabilities thus acquired, together with the goodwill thereof with fully paid up and non-assessable shares of the company ;

To generally deal in automobiles ; buy, sell, repair, construct, exchange same ; to act as agents for the purchase and sell of automobiles ; to act as representatives, agents or mandatories for canadian or foreign automobile manufacturing companies ;

To deal in iron, steel and wire ; to manufacture and repair all things incidental to the above business and especially all things relating to construction and fences ;

To buy, sell, import, export, manufacture or dispose of any thing generally incidental to the two aforementioned businesses ;

To buy, lease, manufacture any motive power of any nature whatever, either for the requirements of the company or for sale or lease ;

To buy, lease, construct or otherwise acquire any property or properties which may be deemed necessary for the purposes of the above business, including garages, shops, factories, stores, warehouses and offices ;

To carry on the leasing of automobiles or the transportation of passengers by auto-taxis ;

Acquérir et généralement assumer la totalité ou une partie de l'industrie, achalandage, entreprise, droits et actifs de toute personne, maison, société ou compagnie exerçant une industrie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des propriétés convenant aux fins de cette compagnie, et payer ainsi pour telles acquisitions, en actions de cette compagnie complètement acquittées et non cotisables, sous le nom de "Mentana Garage and Iron Works Co., Ltd.", avec un capital social de vingt mile piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4639—49-2 C.-J. SIMARD.

To acquire and generally take over the whole or any part of the business, goodwill, undertaking, rights and assets of any person, firm, society or company carrying on a business having objects altogether or partly similar to those which this company is empowered to carry or possessed or property suitable for the purposes of this company and to pay for such acquisitions in fully paid up and non-assessable shares of this company, under the name of "Mentana Garage and Iron Works Co., Ltd.", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4640—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" Rougemont Industrial Co., Limited—La Compagnie Industrielle de Rougemont, limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de novembre 1919, constituant en corporation J.-P.-B. Daigneau, comptable, Outremont ; Flavien Basilières, comptable ; Augustin Comte, marchand ; E. Lebon, fabricant et J.-O. Provost, gérant, ces quatre derniers de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, vendre, faire, fabriquer ou produire en aucune manière, des articles de consommation ou autres qui pourront faire l'objet de son commerce ;

Acheter, vendre, louer, construire, acquérir ou hypothéquer de quelque façon meubles, immeubles, terres, terrains et autres pour ses fins commerciales ;

S'associer, s'unir avec, acheter, vendre, acquérir, exploiter tout commerce, fabrique, production, procédé et autres au cours de ses opérations;

Employer des parts de son capital actions pour faire ou facilier les opérations ci-haut décrites et pour promouvoir les intérêts de ladite compagnie ;

Agir comme entremetteurs ou agents entre les producteurs et les consommateurs ;

Enfin se livrer à toute transaction commerciale et autre pouvant rapporter profit, émettre des traites, billets promissoires, chèques et faire toutes opérations se rapportant généralement au commerce, sous le nom de "Rougemont Industrial Co., Limited—La Compagnie Industrielle de Rougemont, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en quatre cent (400) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4641—49-2 C.-J. SIMARD.

" Rougemont Industrial Co., Limited—La Compagnie Industrielle de Rougemont, limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1919, incorporating J.-P.-B. Daigneau, accountant, Outremont ; Flavien Basilières, accountant ; Augustin Comte, merchant ; E. Lebon, manufacturer, and J.-O. Provost, manager, the last four of Montreal, for the following purposes :

To buy, sell, make, fabricate or produce in any manner, articles of consumption or any other articles of trade ;

To buy, sell, lease, construct, acquire or hypothecate in any way, moveables, immoveables, farms, lands and other property for commercial purposes ;

To associate, amalgamate with, buy, sell, acquire, exploit any business, factory, production, process and the like in the course of its operations ;

To employ shares of its capital stock to carry on or facilitate the operations above mentioned and to promote the interests of said company ;

To act as go-betweens or agents between producers and consumers ;

Finally, to engage in any commercial or other transaction capable or benefiting the company, issue drafts, promissory notes, cheques and carry on any operations generally incidental to business, under the name of "Rougemont Industrial Co., Limited—La Compagnie Industrielle de Rougemont, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4642—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" Chocolats, limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième

" Chocolats, limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second

jour de novembre 1919 constituant en corporation : Louis Crevier, rentier, Joséphine Paradis, ménagère, Remi Seguin, marchand, Joseph St. Laurent, pâtissier, et J.-H. Paré, voyageur, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce de confiserie, d'essences, d'huile, de chocolats, de sirops, de limonades, d'extraits et de produits similaires soit comme principal, soit comme agent et manufacturier et faire tous autres actes pouvant se rapporter à ce commerce ;

Manufacturer, importer et exporter, acheter, vendre, échanger tant comme principal que comme agent, des biens, meubles, effets mobiliers et marchandises de toutes sortes et en faire généralement le commerce ;

Agir en qualité d'agents pour toutes compagnies, sociétés ou personnes possédant de semblables pouvoirs ;

Vendre, louer, transporter et échanger toutes propriétés que la compagnie pourrait développer et améliorer en les divisant en lots à bâtir et en y construisant elle-même des maisons d'habitation, fabriques et autres bâtisses ;

Faire des avances aux moyens de prêts aux acquéreurs ou locataires, d'aucune partie des immeubles de la compagnie, pour les fins de construction, d'amélioration, avec l'approbation des actionnaires, aider, aux moyens d'avances ou autrement à la construction ou à l'amélioration et l'entretien des chemins, rues., ruelles, égoûts et autres travaux d'amélioration des propriétés de la compagnie, prendre et maintenir des hypothèques, garanties et autres privilèges pour assurer le paiement de toutes propriétés vendues par la compagnie ou pour travaux exécutés par elle et pour toutes créances quelconques ;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement de tous meubles, immeubles, droits, patentes, et autres biens acquis par la compagnie, ou avec l'approbation des actionnaires en paiement de services rendus dans la formation ou l'organisation de la présente compagnie et généralement de tous services quelconques ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie, ses affaires totalement ou partiellement, pour telles conditions que la compagnie jugera convenables, ou en disposer autrement, ou s'amalgamer avec toutes personnes, sociétés ou corporations, faisant des affaires du même genre en tout ou en partie, en paiement recevoir de l'argent, des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débentures ou autres garanties de compagnies, corporations et distribuer parmi ses actionnaires de temps à autres, tout argent, obligations, débentures, garanties ou autres biens appartenant à la compagnie ;

Le but de la compagnie est de faire de temps à autres l'un ou plusieurs des actes, transactions et choses énoncées dans la présente charte, soit seul ou conjointement avec d'autres, en qualité de principal ou d'agent, et tous pouvoirs accordés dans un paragraphe quelconque de la présente charte, ne sera limité ni restreint par induction ni déduction des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "Chocolats, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4643—49-2 C.-J. SIMARD.

---

day of November, 1919 incorporating : Louis Crevier, annuitant, Joséphine Paradis, ménagère, Remi Seguin, merchant, Joseph St. Laurent, pastry cook, and J. H. Paré traveller, all of Montreal, for the following purposes :

To deal in confectionery, essences, oil, chocolates, syrups, lemonades, extracts and similar products either as principal or as agent and manufacture and do any other acts that may relate to such business ;

To manufacture, import and export, purchase, sell, exchange both as principal and agent property, chattels, moveable effects and merchandise of any kind and generally deal in same ;

To act as agents for any companies, firms or persons holding similar power ;

To sell, lease, transfer, and exchange any property that the company may develop and improve by dividing it into building lots and erecting thereon dwelling houses, factories and other buildings ;

To make advances by means of loans to purchasers or lessees of any part of the immoveables of the company for the purposes of construction or improvement, with the approval of the shareholders, assist by means of advances or other wise in the construction or improvement and maintenance of the roads, streets, sewers and other works of improvement of the property of the company, take and hold mortgages, securities and other privileges to secure the payment of any property sold by the company or for work done by it and for any claims whatever ;

To issue fully paid up non assessable shares, bonds or other securities of the company in payment for any moveables, immoveables, rights, patents and other assets acquired by the company, or with the approval of the shareholders in payment for services rendered in the formation or organization of the present company and generally for any services whatever ;

To sell, lease the undertaking of the company, its business wholly or partially, for such considerations as the company may deem fit, or otherwise dispose of same, or amalgamate with any persons, firms or corporations carrying on any business of a similar kind in whole or in part, and in payment accept cash, paid up non assessable shares, bonds, débentures or other securities of companies, corporations, and distribute among its shareholders from time to time any money, bonds, debentures, securities or other assets belonging to the company ;

The purpose of the company is to carry out from time to time one or more of the acts, transactions and things set forth in the present charter either singly or jointly with others, as principal or agent, and any powers granted in any paragraph whatever of the present charter shall neither be limited or restricted by induction or deduction from the terms of any other paragraph, under the name of "Chocolats, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4644—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" Eastern Hat Manufacturing Company, Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de novembre 1919 constituant en corporation : Paul Greenberg, Maurice Rosen, Isidore Greenberg, manufacturiers, Richard Milne, pharmacien, Israel Routtenberg, marchand, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer, en gros et au détail, le négoce et le commerce de manufacturiers et marchands de chapeaux et de nouveautés généralement, être drapiers, tailleurs et habilleurs en général ;

Acquérir, acheter, détenir, vendre, aliéner, fournir, manufacturer, et confectionner toutes les catégories et espèces d'effets, denrées et marchandises dont on trafique dans la totalité ou aucune partie du dit commerce, qui s'y rattache en s'y rapporte ;

Acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, et prendre, acquérir, détenir, vendre et aliéner de la propriété foncière et personnelle de toute espèce et nature en garantie ou extinction de la totalité ou d'aucune partie des dettes, engagements, obligations assumés ou à être assumés relativement à ou en rapport avec le commerce précité, ou aucun des objets ou buts de la compagnie ;

Acquérir aucun commerce de la nature ou du caractère de celui que la compagnie est autorisée à exercer, ainsi que l'achalandage d'icelui, particulièrement le commerce actuellement exercé dans la cité de Montréal, sous la raison sociale de "Eastern Hat Frame Co.," ainsi que tout ce qui se rattache accessoirement audit commerce ;

Emprunter de l'argent sur hypothèque ou gage d'aucune propriété foncière ou personnelle de la compagnie ;

Emettre des actions libérées de la compagnie en paiement d'aucune propriété mobilière ou immobilière que la compagnie pourra posséder ou possèdera, des services rendus ou à être rendus, sous le nom de "Eastern Hat Manufacturing Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4653—49-2

" Eastern Hat Manufacturing Company, Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1919, incorporating : Paul Greenberg, Maurice Rosen, Isidore Greenberg, manufacturers, Richard Milne, druggist, Israel Routtenberg, merchant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the trade and business, both wholesale and retail, of manufacturers of and dealers of hats and generally of dry goods, drapers, clothiers and general outfitters ;

To acquire, purchase hold, sell, dispose of, supply, manufacture and produce all manner and kinds of goods, wares and merchandise dealt in or appertaining or incidental to the business or any part of the business aforesaid ;

To acquire any property moveable or immoveable and to take, acquire, hold, sell and dispose of real and personal property of every nature and kind as security for or in satisfaction wholly or in part of debts, liabilities or obligations incurred or to be incurred in respect of or in connection with the business aforesaid or any of the perposes or objects of the company ;

To acquire any business of the nature or character which the company is authorized to carry on and the goodwill thereof, particularly the business now carried on in the city of Montreal, under the firm name of "Eastern Hat Frame Co ; and all accessories connected with said business"

To borrow money upon the mortgage or pledge, of any property, real or personal of the company ;

To issue paid up shares of the company, in payment of any property moveable or immoveable services rendered or to be rendered which the company may or will hold, under the name of "Eastern Hat Manufacturing Company, Limited with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4654—49-2

" Merchants Association of Canada, Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-septième jour de novembre 1919, constituant en corporation George Kalfakis, entrepreneur ; John-D. Mitchell, Skirakis Matthews, marchands ; George Sevis, restaurateur, et James Clark, agent tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Se livrer à l'étude de toutes les question politiques et sociales importantes d'actualité ; acquérir et maintenir une maison de club, dans la cité de Montréal pour fins récréatives, instructives, d'amusement, donner aussi le logement dans ladite maison de club, avoir le droit de tenir un buffet, une salle à manger, une salle de billard à l'usage des membres du club, et à ces

" Merchants Association of Canada, Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1919, incorporating George Kalfakis, contractor ; John-D. Mitchell, Sklirakis Matthews, merchants ; George Sevis, restaurant-keeper and James Clark, agent, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the promotion of the study of all important political and social questions of the day ; to acquire and maintain a club house in the city of Montreal, for the purposes of recreation, instruction, amusement, and the provision of lodging in the said club house and to have the right to have a buffet, dining room, and billiard room for the members of the club, and

fins avoir une licence pour la vente des boissons alcooliques dans les locaux du club, sujet aux règlements locaux et provinciaux ainsi qu'à la loi des Licences ;

Acquérir, recevoir, détenir, louer, grever, engager, échanger, aliéner et transférer la propriété mobilière et immobilière qui sera de temps à autre nécessaire aux fins du club ;

Souscrire, tirer, accepter, endosser, négocier et émettre des bons, billets, chèques, d'autres instruments négociables ou transférables ainsi que des obligations ;

Faire toutes les choses qui se rattachent à la réalisation des objets pour lesquels le club est fondé ou d'aucun d'iceux, sous le nom de "Merchants Association of Canada, Limited", avec un fonds social de huit mille piastres ($8,000.00), divisé en quatre-vingts (80) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire e la province,
4655—49-2 C.-J. SIMARD.

" Club Garneau-Taschereau, Incorporé ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de novembre 1919, constituant en corporation Albini Lamarre, marchand ; Alexandre Lemay, comptable ; Calixte Goulet, manufacturier ; Joseph Langevin, cordonnier ; Louis Jobin, charretier, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Fonder et tenir un club de récréation et d'amusement, d'accommodation des membres et de leurs amis, se procurer une maison de club ainsi que d'autres commodités, avec pouvoir de vendre de la bière et du vin à l'avantage des membres et de leurs amis, le tout selon la loi des licences, avec pouvoir ne déterminer les conditions d'admissibilité comme membre, de charger un droit spécial d'entrée aux sociétaires et aux autres habitués, sous le nom de "Club Garneau, Taschereau Incorporé", avec un capital social de deux mille cinq cents piastres ($2,500 00), divisé en deux cents cinquante (250) actions de dix piastres ($10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
4657—49-2 C.-J. SIMARD.

" Le Crédit Beauceron ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenantgouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de novembre 1919 constituant en corporation: Rosaire Beaudoin, avocat, Alfred Roy, Joseph Lambert, fils de Louis, Augustin Roy, cultivateurs, Thomas Grondin, rentier, Saint-Joseph de Beauce, Evangeline Beaudoin Cliche, épouse du Dr E Cliche, J.-A. Grondin, notaire, Denis Grondin cultvateur, East Broughton, dans les buts suivants :

Faire le commerce de toutes les valeurs négociables ;

Prêter sur hypothèques ;

for such purposes to be licensed to sell alcoholic beverages on the premises of the club, subject to local and provincial regulations and the license act ;

To acquire, receive, hold, lease, mortgage, pledge, exchange, alienate, and convey such moveable and immoveable property as shall be from time to time necessary for the purposes of the club ;

To make, draw, accept, endorse, negotiate and issue bills, notes, cheques and other negotiable or transferable instruments and securities;

To do all such things as are incidental to the attainment of the objects for which the club is established or any of them, under the name of "Merchants Association of Canada, Limited", with a capital stock of eight thousand dollars ($8,000.00), divided into eighty (80) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of November, 1919.

C.-J SIMARD.
4656—49-2 Assistant Provincial Secretary

" Club Garneau-Taschereau, Incorporé ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1919, incorporating Albini Lamarre, merchant ; Alexandre Lemay, accountant ; Calixte Goulet, manufacturer ; Joseph Langevin, shoemaker ; Louis Jobin, carter, all of Montreal, for the following purposes:

To organize and keep a club for recreation and amusement purposes, the accomodation of its members and their friends, to procure a club house and other comodities, with power to sell beer and wine for the advantage of the club members and their friends the whole according to the License Law, with power to fix the conditions of membership, to charge a special entrance fee to the members and customary guests under the name of "Club Garneau-Taschereau, Incorporé", with a capital stock of two thousand five hundred dollars ($2,500.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of ten dollars ($10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial secretary, this twenty fourth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD.
4658—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" Le Crédit Beaureron ".

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies'Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Provice of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1919 incorporating: Rosaire Beaudoin, advocate, Alfred Roy, Joseph Lambert, son of Louis, Augustin Roy, farmers, Thomas Grondin, annuitant, Saint Joseph de Beauce Evangeline Beaudoin Cliche, wife of Dr. E. Cliche, J. A. Grondin, notary, Denis Grondin, farmer, East Broughton, for the following purposes :

To deal in all negotiable securities ;

To loan on hypothecs ;

Acheter des hypothèques ;

Acquérir, vendre et autrement négocier des immeubles ;

Faire le commerce de bois en général ;

Emprunter sur hypothèque ou sur billets promissoires, au nom de la compagnie, sous le nom de "Le Crédit Beauceron", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Saint-Joseph, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4659—49-2 C.-J. SIMARD.

To buy hypothecs ;

To acquire, sell and otherwise deal in immoveables ;

To carry on a general lumber business ;

To borrow on hypothec, promissory notes in the name of the company, under the name of "Le Credit Beauceron", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred(200) shares of one hundred dollars ($100 00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Joseph, in the district of Beauce.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4660—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" The Tourville Worsted Milling Company, Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été cacordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de novembre 1919, constituant en corporation Charles-Joseph Couturier, Léonidas Dussault, Prudent Pelerin et François-Xavier Couturier, marchands, Hygin Cassette, boulanger, tous de Tourville, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie de fabricants, importateurs et exportateurs et marchands de laine, coton, soie et autres marchandises de même espèces ainsi que de leurs composés et dérivés et généralement de toutes marchandises ayant une relation quelconque avec l'exploitation, la fabrication ou la vente des produits sus-nommés ;

Exercer l'industrie de fabricants, importateurs et exportateurs et marchands d'aniline, teintures, matériaux pour tanner et autres matières premières ; couleurs, produits chimiques, minéraux, substances chimiques et minérales de toutes descriptions et de toutes espèces, fabriquer, vendre et céder des effets, articles et marchandises pouvant être fabriqués, vendus et cédés avantageusement en rapport avec ces marchandises ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou permettre l'usage moyennant un droit régalien ou autrement acquérir, détenir, utiliser, posséder, exploiter et introduire et vendre, céder ou autrement disposer de toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets d'invention, perfectionnements et procédés, enregistrés ou non, utiles à l'industrie de la compagnie, et employer, exercer, développer, permettre l'emploi ou autrement faire valoir des marques de commerce et inventions, noms de commerce et inventions, licences, procédés et toute telle autre propriété ou droits ;

Exercer toute industrie reliée aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée, manufacturière ou non, qui peut être avantageusement utilisée aux objets de la compagnie ;

Acquérir de toute personne, société, compagnie ou corporation toute industrie similaire à celle que la compagnie est autorisée à exercer et à cette fin acquérir la clientèle, les droits, propriétés et actif de toute telle personne, société, compagnie ou corporation et les payer en tout ou en partie en argent comptant, actions, bons ou autres valeurs de cette compagnie, ou d'autre manière, et acquérir de cette façon toutes dettes ou obligations de toute personne, société, compagnie ou corporation dont elle peut acquérir l'industrie tel que mentionné plus haut ;

Acheter, détenir, posséder, louer ou autrement acquérir, les terrains, édifices, ateliers, appareils,

" The Tourville Worsted Milling Company, Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenatn-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of November, 1919, incorporating : Charles Joseph Couturier, Léonidas Dussault, Prudent Pelerin and Francois Xavier Couturier, merchants, Hygin Cassette, baker, all of Tourville, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturers, importers and exporters and dealers in wool, cotton, silk and other merchandise of the same kind as well as their composites and derivatives and generally any merchandise relating in any way to the exploitation, manufacture or sale of the above mentioned products ;

To carry on the business of manufacturers, importers and exporters and dealers in aniline, dyes, materials for tanning and other raw materials, colors, chemical products, minerals, chemical substances and minerals of every description and kind, manufacture, sell and convey goods, articles and merchandise capable of being manufactured, sold and conveyed advantageously in connection with such merchandise ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or permit the use of by way of royalty or otherwise acquire, hold, utilize, own, exploit, introduce and sell, convey or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents of invention, improvements and processes, registered or otherwise, useful for the business of the company, and employ, exercise, develop, permit the use of or otherwise turn to account trade marks and inventions, trade names and inventions, licenses, processes or any such other property or rights ;

To exercise any industry relating to the purposes for which the company is formed, manufacturing or otherwise, that may be advantageously made use of for the objects of the company ;

To acquire from any person, firm, company or corporation any similar business to that which the company is authorized to carry on and for such purpose acquire the goodwill, rights, property and assets of any such person, firm, company or corporation and pay for same in whole or in part with cash, shares, bonds or other securities of the company, or in any other manner, and acquire in such manner any debts and liabilities of any person, firm, company or corporation whose business it may acquire as above mentioned ;

To purchase, own, hold, lease or otherwise acquire the land, buildings, workshops, apparatus

et biens meubles et immeubles, que la compagnie croira nécessaires et utiles à ses opérations ;

Construire, entretenir, acquérir par vente, exploiter et mettre en opération des fossés, quais, dalles, rivières et autres droits hydrauliques nécessaires aux fins de la compagnie ;

Appliquer les obligations, débentures, les fonds et les actions de cette compagnie, et émettre des actions complètement payées de la compagnie ou en paiement partiel du prix d'achat de tous biens meubles ou immeubles acquis par la compagnie ou nécessaires à son commerce ou en paiement de services rendus et de travaux accomplis pour la compagnie ou pour l'achat d'obligations, actions, propriétés ou actif de toute autre compagnie ou compagnies ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie et exerçant leur industrie au Canada ou ailleurs ;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, porter à compte, ou disposer autrement de tous ou chacun des biens et droits de la compagnie ;

Faire toutes choses pertinentes à aider à l'accomplissement des objets ci-dessus ;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, sous le nom de "The Townsville Worsted Milling Company, Limited", avec un capital social de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Tourville, dans le district de Montmagny.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
C. J. SIMARD.

4673—49-2

and moveable and immoveable property that the company may deem necessary and useful for its operations ;

To construct, maintain, acquire by sale, exploi and operate ditches, wharves, drains, rivers and other hydraulic rights necessary for the purposes of the company ;

To apply the bonds, debentures, funds and stock of the company and issue fully paid up shares of its capital either in partial payment for the purchase price of any moveable or immoveable property acquired by the company or necessary for its business or in payment for services rendered and work performed for the company or for the purchase of bonds, shares, property or assets of any other company or companies having similar objects to those of this company and carrying on their business in Canada and elsewhere ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, alienate, carry to account, or otherwise dispose of all or any of the property and rights of the company ;

To do all and everything pertinent for the accomplishment of the hereabove objects ;

To unite with any other company having objects similar to those of this company, under the name of "The Townville Worsted Milling Company, Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Tourville, in the district of Montmagny.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4674—49-2

" Compagnie de Tabac Canadien, ltée— Canadian Tobacco Company, Ltd ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de novembre 1919 constituant en corporation : Deus Courchesne, Louis Laurence, Raoul Routhier, William Gagnon, marchands, tous de la cité et du district de Montréal, et Moïse Larivière, marchand de la paroisse de Sainte-Marie-Salomé, dans les buts suivants :

Faire la culture, l'importation, la fabrication et le commerce en gros et en détail de tabac, sous toutes ses formes ;

Agir comme agents à commission, courtiers et encanteurs pour l'achat et la vente de tabacs ;

Prendre charge d'aucun autre commerce semblable en tout ou en partie, et le payer en actions libérées du capital de la corporation ;

Etre agents ou représentants d'aucune corporation, société ou personne exerçant aucun commerce semblable, en tout ou en partie ;

Conclure aucune convention ou aucun arrangement pour le partage des profits, réunion des intérêts, la concession réciproque ou la coopération avec aucune personne, compagnie ou association constituée ou à être constituée, exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ou aucun genre d'affaires nécessaire ou se rattachant à la réalisation des objets de la présente ;

Poursuivre la réalisation d'aucun des objets ci-haut comme principaux ou en qualité d'agents, en société ou conjointement avec aucune autre personne, société, association ou compagnie ;

Etablir et opérer des entrepôts ;

" Compagnie de Tabac Canadien, ltée— Canadian Tobacco Company, Ltd ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of November, 1919, incorporating : Deus Courchesne, Louis Laurence, Raoul Routhier, William Gagnon, merchants, all of the city and district of Montreal, and Moïse Larivière, merchant, of the parish of Sainte Marie Solomé, for the following purposes :

To cultivate, import, manufacture and deal, wholesale and retail, in tobacco under all forms ;

To act as commission agents, brokers and auctioneers for the purchase and sale of tobacco ;

To take over any other business in whole or in part similar and to pay for the same in paid up shares of the capital of the corporation ;

To act as agents or representatives of any corporation, firm or person crrying on a business in whole or in part similar ;

To enter into any agreement or any arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concession or co-operation with any person, company or association incorporated or to be incorporated carrying on or about to carry on any business which the present corporation is authorized to carry on or any business necessary or conducive to the attainment of the objects of the present company ;

To pursue the attainment of any of the above objects as principals or agents, in partnership or in conjunction with any other person, firm, association or company ;

To establish and operate warehouses ;

Exercer ou entreprendre aucun autre commerce ou industrie que la corporation jugera de temps à autre susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec les susdits objets et pouvoirs et propre à accroître directement ou indirectement la valeur des privilèges, droits ou biens de la compagnie ou à les rendre profitables ;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière ainsi que de tous droits et privilèges que la compagnie estimera nécessaires à son industrie, et spécialement des biens-fonds, bâtisses, obligations, machines, outils et fonds de commerce ;

Acquérir et détenir des parts dans aucune autre corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, en tout ou en partie ;

Avec le consentement des actionnaires, rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus dans le placement, l'assistance au placement ou la garantie du placement d'aucun nombre d'actions ou autres valeurs de la compagnie, dans la formation ou l'organisation de la compagnie, ou dans l'administration de ses affaires ;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débentures et autres instruments négociables et transportables ;

Faire toutes choses, exercer tous les pouvoirs et aucun commerce tendant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Compagnie de Tabac Canadien, ltée—Canadian Tobacco Company, Ltd", avec un capital social de soixante mille piastres ($60,000.00), divisé en six cents (600) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4675—49-2

To carry on or undertake any other business or trade which the corporation may, from time to time, deem capable of being conveniently carried on in connection with the aforesaid objects and powers or calculated to directly or indirectly enhance the value of the privileges, rights or property of the company or render them profitable ;

Generally, to buy, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire any moveable or immoveable property together with any rights and privileges which the company may think necessary for its undertaking and especially real estate, buildings, bonds, machinery, equipment, and stock in trade ;

To acquire and hold shares in any other corporation having objects altogether or partly similar to those of the present company ;

With the approval of the shareholders to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in the placing, assisting to place or in guaranteeing the placing of any number of shares or other securities of the company, in the formation or organization of the company or in the conduct of its business ;

To draw, make, accept, endorse, pay and issue notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, cheques, debentures and other negotiable and transferable instruments ;

To do all things, exercise all powers and carry on any business conducive to the attainment of the object for which the company is incorporated, under the name of "Compagnie de Tabac Canadien, ltée—Canadian Tobacco Company, Ltd", with a capital stock of sixty thousand dollars ($60,000.00), divided into six hundred (600) shares of one hundred dollars ($100.00) each

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4676—49-2

"Motors, Limited".

Avis est donné que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de novembre 1919, constituant en corporation Paul Henri Dubar, agent d'assurance ; Malcolm Joseph Mooney, courtier d'immeubles ; JosephEtienne L'Heureux, marchand ; George Alidor Boulet et Herbert Cecil Thorn, comptables, tous de la cité de Québec, pour les fins suivantes :

Fabriquer, acheter, vendre, échanger, réparer, remiser, outiller ou entretenir des automobiles, auto-camions, tracteurs, traînes de toutes espèces et descriptions, des pneus, engins d'automobiles, accumulateurs, accessoires, l'outillage ou des sections d'aucune nature quelconque ;

Etre agents ou distributeurs et marchands de toutes les sortes de véhicules-moteurs, camions, tracteurs, traînes, ou d'aucun des accessoires et sections nécessaires à leur outillage, tel que mentionné dans les précédents ;

Acquérir, détenir, hypothéquer, louer, vendre, aliéner et autrement disposer de propriété immobilière, construire les bâtisses, etc., indispensables à l'exécution des entreprises de la corporation ;

Posséder, exploiter et maintenir des ateliers de construction des machines, des ateliers de peinture, des postes d'approvisionnement, des salles d'exposition et remises destinés à la manu-

"Motors, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1919, incorporating Paul Henri Dubar, insurance agent ; Malcolm Joseph Mooney, real estate dealer ; Joseph Etienne L'Heureux, merchant ; George Alidar Boulet and Herbert Cecil Thorn, accountant, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell, exchange, repair, store, equip or maintain automobiles, motor trucks, tractors or trailers of all types and descriptions, rubber tires, automobiles engines, storage batteries, accessories, equipment or parts of any nature whatsoever ;

To act as agents or distributors for and dealers in all kinds of motor cars, trucks, tractors, trailors, or any of the accessories or parts necessary to the equipment of the same as mentioned in the foregoing paragraph ;

To acquire, hold, hypothecate, lease, sell, alienate and otherwise dispose of immoveable property, to build such buildings, etc., requisite for the carrying out of the undertakings of the company ;

To own, operate and maintain machine shops, paint shops, service stations showrooms and garages for the handling, storage or repairing motor cars and equipment and supplying of

tention, à l'emmagasinage où à la réparation des véhicules-moteurs et à leur outillage, l'approvisionnement de gazoline, des huiles, etc., et généralement se livrer au commerce des automobiles, sous toutes ses formes ;

Avec pouvoir de faire des contrats, conventions, arrangements ou transactions, tirer, souscrire, accepter et endosser des lettres de change, chèques, traites ainsi que toute espèce d'instruments négociables et cessibles nécessaires à la parfaite réalisation des objets de la compagnie ;

Avec pouvoir d'acquérir, par achat ou autrement, les droits, patentes, privilèges relatifs à la fabrication, à la vente ou à la distribution des automobiles, de leurs sections ou accessoires ;

Avec pouvoir d'acquérir, par achat ou autrement, le capital ou les obligations de d'autres compagnies de même nature, en tout ou en partie, et de s'unir à elles dans des entreprises destinées à réaliser les objets de la compagnie ;

Avec pouvoir d'agir comme marchands ou négociants généraux de toutes les sortes d'effets, denrées et marchandises, d'être aussi entrepreneurs pour toute espèce d'ouvrage, sous le nom de "Motors Limited", avec un fonds social de soixante et quinze mille piastres ($75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) parts de cent piastres ($100,00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4677—49-2

gasoline, oils, etc., and generally to engege in the automobile business in all its branches ;

With power to make contracts, agreements, engagements or bargains, to draw, make, accept and endorse, bills of exchange, cheques, drafts and all manner of negotiable and transferable instruments necessary for the proper carrying out of the purposes of the company ;

With power to acquire by purchase or otherwise, the rights, patents or privileges for the manufacture or sale or distribution of automobile their parts, or accessories ;

With power to acquire by purchase or otherwise stock or securities in other companies of like nature in whole or in part, or to join with them in undertakings for the furtherance of the purposes of the company ;

With power to act as general merchants or traders in all kinds of wares and merchandise and to act as contractors for all kinds of work, under the name of "Motors, Limited", with a capital stock of seventy five thousand dollars ($75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4678—49-2

"Smart Tailoring Shop, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de novembre 1919 constituant en corporation : Emile-A. Brodeur, ingénieur, Ernest Brodeur, comptable, Yvonne Dufour, sténographe, Eugène Sévigny, marchand, et Jean-J.-B. Ménard, commis, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce des vêtements et articles de toilette pour hommes ;

Exercer aucun autre commerce (de fabrication ou autre) que la compagnie jugera propre à être convenablement exercé en rapport avec le sien ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux fins de la corporation ;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ; aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les reémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier ;

"Smart Tailoring Shop, Limited".

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of November, 1919, incorporating : Emile A. Brodeur, engineer, Ernest Brodeur, accountant, Yvonne Dufour, stenographer, Eugène Sévigny, merchant, and Jean J. B. Ménard, clerk, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on a trade of men's clothing and gent's furnishings ;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properry or rights ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same :

Souscrire, ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Acheter, prendre à bail ou échanger, louer ou autrement acquérir aucune propriété personnelle, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce, et particulièrement des machines, l'outillage et l'assortiment ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, paver et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icel les comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Smart Tailoring Shop, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4679—49-2 C.-J. SIMARD.

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Smart Tailoring Shop, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will at Montreal, in the district fo Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4680—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" Chas. J. Brown, Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de novembre 1919 constituant en corporation Charles James Brown, Gerald Coate Brown, courtiers d'immeubles, Kenneth Charles Brown, dessinateur, Dame Lilian Augustine Hutchison, épouse séparée de biens dudit Charles James Brown, et par lui autorisée aux présentes, tous de la cité de Westmount, dans le district de Montréal, et Ernest Chester Kerrigan, agent d'achats, de Walkerville, dans la province d'Ontario, pour les fins suivantes :

Acquérir par achat, bail ou autrement, posséder des biens-fonds et de la propriété immobilière dans la province de Québec ;

Vendre, louer, transférer, grever, hypothéquer, échanger, aliéner ou autrement disposer de ces biens-fonds ou de cette propriété immobilière, ou d'aucune partie d'icelle, aussi développer, améliorer, diviser aucune telle propriété en lots à bâtir, en rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, liens et charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ;

Acheter, acquérir, détenir, transférer, vendre et aliéner des actions, parts, débentures ou valeurs dans aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou qui exerce un commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente corporation.

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens-fonds ou autres

"Chas. J. Brown, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of November, 1919, incorporating Charles James Brown, Gerald Coate Brown, real estate agents; Kenneth Charles Brown, draughtsman ; Dame Lilian Augustine Hutchison, wife separate as to property of the said Charles James Brown and by him hereto present hereunto duly authorized, all of the city of Westmount, in the district of Montreal ; and Ernest Chester Kerrigan, purchasing agent, of Walkerville, in the Province of Ontario, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own real estate and immoveable property in the Province of Quebec ;

To sell, lease, convey, mortgage, hypothecate, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or immoveable property or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the real estate or other property

propriétés que posséde la compagnie moyennant le prix, aux termes et conditions que la compagnie jugera convenable, et accepter en paiement intégral ou partiel, de l'argent, des actions, débentures, du capital ou des valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux de la présente corporation ;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, hypothéquer ou grever la propriété immobilière ou mobilière de la compagnie, donner les deux sortes de valeurs en garantie du paiement des bons, débentures ou autres obligations que la compagnie pourra avoir le droit d'émettre ainsi d'aucuns prêts d'argent faits aux fins de la corporation ;

S'unir à aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ;

Acquérir et posséder le commerce, les franchises, l'entreprise, la propriété, les droits, privilèges, baux, contrats, biens-fonds, capitaux, l'actif et les autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes, suivant leur valeur en équité ;

Tenir une agence générale d'immeubles, d'assurances et de finances, sans exclure les entreprises d'enquêtes, estimations, ventes, échanges, locations, subdivision et affaires semblables ;

Exercer le commerce d'une compagnie d'entreprises générales et de construction pour bâtir, construire, réparer, altérer et démolir toutes les sortes de bâtisses ou structures, exercer aussi, sous toutes ses formes, le commerce de constructeurs ;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie sur les valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents ou entrepreneurs ;

Faire toutes ou aucune des choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation d'aucun des objets précités, sous le nom de "Chas. J. Brown, Limited", avec un fonds social de cinquante mille piastres ($50,000.00), divisé en cinq cents (500) parts de cent piastres ($100,00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Westmount, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
4681—49-2 C.-J. SIMARD.

owned by the company for such consideration and upon such terms, and conditions as the company shall see fit and to accept cash, shares, debentures, stock or securities of any other company having objects similar in whole or in part to those of this company in payment or part payment thereof ;

To borrow upon the credit of the company, hypothecate or pledge the immoveable or moveable property of the company, or give both kind of securities to secure the payment of the bonds, debentures or other securities that the company may have the right to issue and for any loans of money made for the purpose of the company ;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To acquire and own any business, franchises, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets and any other rights the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof ;

To carry on a general real estate, insurance, and financial agency, including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like ;

To carry on the business of a general contracting the construction company for the erection, construction, repair, alteration and demolition of all kinds of buildings or structures and to carry on the business of builders in all its branches ;

To invest and deal with moneys of the company not immediately required, in such securities and in such manner as may from time to time be decided ;

To do any or all of the above things as principals, agents, or contracters ;

To do all or any such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "Chas. J. Brown, Limited", with capital stock of fifty thousand dollars ($50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Westmount, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD.
4682—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" La Compagnie Electric de Cabano, limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de novembre 1919, constituant en corporation Rév. Ernest Gagnon, curé ; Andrew-A. Brebner, George Bérubé, industriels ; Hubert Rossignol, Joseph-P. Bérubé, contre-maîtres : J.-Hormisdas Béland, notaire ; S.-Wenceslas LeBel, gentilhomme, tous de Saint-Mathias-de-Cabano, dans le district de Kamouraska, dans les buts suivants :

Faire le commerce en gros et détail, l'importation et l'exportation de tous articles, appareils, machineries concernant l'électricité dans toutes ses applications industriels ou scientifiques ;

Faire le commerce en gros et en détail, l'importation et l'exportation de tous articles, marchan-

" La Compagnie Electric de Cabano, limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of November, 1919, incorporating Rev. Ernest Gagnon, curé ; Andrew-A. Brebner, George Bérubé, manufacturers ; Hubert Rossignol, Joseph-P. Bérubé, foreman ; J.-Hormisdas Béland, notary ; S. Wenceslas LeBel, gentleman, all of Saint-Mathias-de-Cabano, in the district of Kamouraska, for the following purposes ;

To carry on business wholesale and retail, import and export any articles, apparatus, machinery respecting electricity in all its industrial or scientific applications ;

To carry on business wholesale and retail, import and export any articles, merchandises,

dises, objets d'art pouvant servir à l'ornementation et décoration des places ou édifices publics ou de résidences ;

Faire le commerce, en gros et détail d'importation et d'exportation de tous appareils, machineries, pouvoir hydraulique à vapeur, à gez ou à gazoline pouvant servir à la production de l'électricité sous toutes ses formes ;

Construire, acquérir par achat ou par titres équivalents des immeubles, des établissements, ateliers, entrepôts, hangars pour emmagasinage des marchandises nécessaires au commerce de la compagnie ou à son industrie ;

Construire, acquérir par achat ou par titres équivalents des immeubles, manufactures, usines, manufacturer, fabriquer, en tout ou en partie, des articles, marchandises, machineries faisant partie du commerce de la compagnie ou de son industrie ;

Fabriquer ou acquérir, à quelque titre que ce soit, des instruments, des matériaux et tout l'outillage nécessaire pour l'exploitation, sous toutes ses formes, des travaux d'éclairage à la lumière électrique, et faire, à l'entreprise, tous les travaux qui concernent l'électricité, du commerce et de l'industrie de la compagnie ;

Construire, acquérir, posséder, vendre, louer des immeubles, meubles, pouvoirs hydrauliques ou à vapeur, construire et installer des lignes de transmission électrique, utiliser, vendre, louer la force motrice électrique, tant pour les besoins de la compagnie que pour les services publics, le commerce ou l'industrie de Témiscouata ;

Acquérir toutes entreprises semblables, en tout ou en partie, à celle de la compagnie ainsi que le matériel, la clientèle de toute personne ou société ;

Faire l'étude, l'acquisition, l'exportation ou la vente de tout brevet, invention ou procédé d'amélioration ayant trait aux entreprises de la compagnie ;

Faire le commerce, en gros et détail d'importation ou d'exportation de tous articles, appareils, machinerie concernant le système de minoterie dans toutes ses applications industrielles et scientifiques ;

Faire le commerce, en gros et détail d'importation ou d'exportation de toutes machineries pouvant servir à l'exploitation de minoterie, sous toutes ses formes ;

De construire ou d'acquérir par achat ou par titre équivalent des établissements, des ateliers, entrepôts, hangars pour l'emmagasinage des marchandises nécessaires au commerce de la compagnie et de son industrie ;

De fabriquer ou d'acquérir à quelque titre que ce soit les instruments, les matériaux et tout l'outillage nécessaire pour l'exploitation du commerce ou de l'industrie de la compagnie ;

D'exploiter un système de minoterie et d'en faire le commerce, sous toutes ses formes ;

D'employer, en tout ou en partie, les fonds de la compagnie pour acquérir l'actif, l'achalandage de toutes personnes, sociétés ou compagnies exerçant une industrie quelconque ou exploitant un commerce ;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toutes acquisitions de la compagnie, en deniers comptants, ou en actions libérées de la compagnie ;

D'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou meubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Electrique de Cabano, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00),

objects of art suitable for the ornamentation and decoration of public places or buildings, or residences ;

To carry on the wholesale and retail business of importing and exporting any apparatus, machinery, water, steam, gas or gasoline power that may be used for the production of electricity under all its forms ;

To construct, acquire by purchase or by equivalent title immoveables, premises, workshops, warehouses, sheds for storing the merchandise necessary for the business or industry of the company ;

To construct, acquire by purchase or by equivalent title immoveables, factories, workshops, to manufacture, make in whole or in part goods, merchandise, machinery forming part of the business or industry of the company ;

To manufacture or acquire under any title whatever instruments, materials and any equipment necessary for the exploitation under all its forms of electric light works, and carry out on contract any work respecting the electricity of the business and industry of the company ;

To construct, acquire, hold, sell, lease immoveables, moveables, water or steam power, construct and install electric transmission lines, utilize, sell, lease electric motive power both for the requirements of the company and the public service, business or industry of Témiscouata ;

To acquire any similar undertakings in whole or in part to that of the company and the assets and goodwill of any person or firm ;

To make the study of, acquisition, exploitation or sale of any patent of invention or process of improvement relating to the undertakings of the company ;

To carry on the wholesale and retail import or export business of any articles, apparatus, machinery respecting the grist-mill business in all its industrial and scientific applications ;

To carry on the wholesale and retail import or export business of any machinery that may be used for the exploitation of the grist-mill business under all its forms ;

To construct or acquire by purchase or by equivalent title premises, workshops, warehouses, sheds for the storing of the merchandise necessary for the business and industry of the company ;

To manufacture or acquire under any title whatever the instruments, materials and equipment necessary for the exploitation of the business or industry of the company ;

To opérate and carry on a grist-mill business under all its forms ;

To employ in whole or in part the funds of the company for acquiring the assets, goodwill of any persons, firms or companies carrying on any business or industry whatever ;

To pay for any acquisitions of rendered to or required by the company in cash or paid up shares of the company ;

To hypothecate or give as security the immoveables or moveables of the company or give such two kinds of securities to guarantee the payment of such loans of money made for the purposes of the company, under the name of "La Compagnie Electrique de Cabano, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars

divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Mathias-de-Cabano, dans le district de Kamouraska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4699—49-2 C.-J. SIMARD.

" General Bakery Co., Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de novembre 1919 constituant en corporation : Gui Casimir Papineau-Couture, conseil du roi ; Louis Fitch et Lazarus Phillips, avocats; Abraham Saul Cohen, comptable, et Lilian Friedman, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer le commerce de boulangers et de confiseurs, de négociants de farine de toute espèce, en gros et au détail ;

Exercer aucun autre commerce qui peut être convenablement exercé en rapport avec le précédent ;

Acquérir par achat, bail ou par aucun autre titre légal, assumer aussi la totalité ou aucune partie de l'entreprise, du commerce de la propriété, de l'actif ou du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer ;

Acquérir par achat, bail, échange, ou par aucun autre titre légal, détenir et posséder aucuns terrains, biens-fonds, immeubles de toute description ainsi que la propriété mobilière indispensable ou nécessaire aux fins de la compagnie, construire des entrepôts, fabriques ou d'autres bâtisses qui seront nécessaires ou utiles aux objets de la compagnie, et les vendre, les hypothéquer, échanger ou autrement en disposer ;

Vendre, louer, échanger, ou autrement échanger la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits, de l'actif ou des entreprises de la compagnie moyennant le prix dont on conviendra, y compris les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie, ou en prenant des hypothèques sur terrains et bâtisses ;

Acheter, prendre en échange ou en paiement, ou autrement acquérir, posséder et détenir, aussi vendre et aliéner des actions, débentures, obligations et autres valeurs dans d'autres compagnies dont les objets sont semblables ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, nonobstant aucunes dispositions de la loi des compagnies de Québec, aussi acquérir, détenir, vendre et disposer de droits d'hypothèque, de privilèges ou de gage pour ou contre d'autres compagnies et personnes :

Garantir, cautionner, et se porter responsables du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations, d'aucune nature quelconque, d'aucune autre corporation, société ou personne avec l'aquelle la présente compagnie sera en relations d'affaires ;

Acheter ou autrement acquérir aucuns intérêts dans des patentes, brevets d'invention, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention que la compagnie jugera propre à faire l'objet d'un trafic en rapport avec le commerce de la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir ses patentes,

($20,000 00), divided int four hundred (400) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint-Mathias-de-Cabano, in the district of Kamouraska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4700—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" General Bakery Co., Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of November, 1919 incorporating : Gui Casimir Papineau-Couture, king's Counsel ; Louis Fitch and Lazarus Phillips, advocates ; Abraham Saul Cohen, accountant, and Lilian Freedman, stenographer ; all of the city and district of Montreal for the following purposes :

To carry on business as bakers and confectioners, and as dealers, in flour of all kinds, at wholesale and retail ;

To carry on such other business as may be conveniently carried on in conjunction with the foregoing ;

To acquire by purchase, lease or other legal title, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on a business similar in whole or in part to that which this company is authorized to carry on ;

To acquire by purchase, lease, exchange, or other legal title and to hold and own any lands, real estate and immoveables of every description, and moveable property required or necessary for the purposes of the company, and to erect such warehouses, factories, or other buildings as may be necessary or useful for the purposes of the company, and to sell, hypothecate, exchange or otherwise dispose of the same ;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of all or any part of the property, rights, assets, or undertakings of the company for such consideration as may be agreed upon, including shares, bonds, debentures or other securities of any other company or by taking hypothecs on lands and premises ;

To purchase, take in exchange, or in payment, or otherwise to acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, debentures, bonds and other securities in other companies having objects similar or partly similar to those of this company, notwithstanding any provisions of the Quebec Cmpanies' Act, and to acquire, hold, sell and dispose of rights of hypothec, privileges or pledge in and from other companies and individuals ;

To guarantee, and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual with which this company has business dealings ;

To purchase or otherwise acquire any interests in any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to sue, or any secret or other information as to any invention which may seem to the company capable of being profitably dealt with in connection with the company's business, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise to turn to account any such patents, brevets d'inven-

brevets d'invention, licences, concessions, choses semblables et renseignements précités ;

Payer aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits, privilèges, affaires ou franchises que la compagnie peut légalement acquérir, ou, avec l'assentiment des actionnaires, les services rendus ou à être rendus, pour l'avancement ou l'organisation de la compagnie, en action entièrement libérées, en bons, débentures ou avec d'autres obligations de la compagnie ;

Hypothéquer, grever, ou engager la propriété foncière ou personnelle de la compagnie, ou les deux, pour garantir aucunes obligations, débentures, actions-obligations ou autres valeurs de la corporation ;

Se joindre à, partager les bénéfices, ou s'unir à aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce analogue ou semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, aux conditions fixées par la présente corporation ;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et aucun commerce connexes aux objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "General Bakery Co., Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4721—49-2 C.-J. SIMARD.

"Montreal Gayety Theatre Company".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinq novembre 1919, constituant en corporation: Gerald Augustin Coughlin, avocat, Francis-George Bush, teneur-de-livres, George-Robert Drennan, sténographe, Michael Joseph O'Brien et Herbert-William Jackson, commis, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire affaires comme propriétaires et gérants de théâtres, et spécialement faire produire et représenter des vues cinématographiques, des opéras, drames, opérettes, comédies, vaudevilles, ballets, pantomimes, spectacles, aunsi que toutes les autres variétés de représentations théatrales et d'amusements ;

Bâtir des théâtres, bureaux ainsi que d'autres édifices et structures appropriés aux objets des présentes, aussi entretenir, administrer, exploiter lesdits théâtres et les autres bâtisses, après leur érection ou construction ;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre profitables ;

Aider à promouvoir, organiser, développer ou administrer aucune corporation ou compagnie aux objets semblables, prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs ou autrement, aucune autre personne, société, compagnie ou corporation, offrir aussi en souscription au public aucunes actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune telle compagnie ou corporation, garantir le paiement de dividendes ou d'intérêts sur aucunes parts, actions, débentures ou autres valeurs émises par ou aucun autre contrat ou obligation d'aucune telle personne, so-

tion, licenses, concessions and the like and information aforesaid ;

To pay for any property, moveable or immoveable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, or with the approval of the shareholders, for any services rendered or to be rendered to the company, or for the promotion or organization of the company in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company ;

To hypothecate, mortgage, or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, and any money borrowed for the purposes of the company ;

To amalgamate, share profits, or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide ;

To do all acts and to exercise all powers, and carry on any business germane to the objects for which this company is incorporated, under the name of "General Bakery Co., Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporations, will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of November, 1919.

C.-J SIMARD,

4722—49-4 Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Gayety Theatre Company".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of November 1919, incorporating : Gerald Augustine Coughlin, advocate, Francis George Bush, bookkeeper, George Robert Drennan, stenographer, Michael Joseph O'Brien and Herbert William Jackson, clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of theatre proprietors and managers and particular to provide for the production and performance of moving pictures, operas, stage plays, operettas, burlesques, vaudevilles, ballets, pantomimes, spectacular pieces, and all other forms of theatrical entertainment or amusement ;

To construct theatres, offices and other buildings and works convenient for the purposes thereof and to maintain, manage, and carry on the said theatres and other buildings when so erected or constructed ;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To assist in the promotion, organization, development or management of any corporation or company having similar objects and to raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise any other person, firm, company or corporation, and to offer for public subscription any shares, stock, bonds, debentures or other securities of any such company or corporation, and to guarantee the payment of dividends or interest on any stock, shares, debentures or other securities issued by or any other contract or obligation of any such person, firm, company or corpo-

ciété, compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie peut se trouver en relations d'affaire ;

Acquérir par achat, concession, échange ou par aucun autre titre légal l'achalandage, la propriété, les droits et l'actif, assumer aussi le passif d'aucune personne, société ou compagnie transigeant aucun commerce semblable à celui exercé par la présente corporation, avec les bâtisses, le fonds-de-commerce, et l'actif dudit commerce généralement, aussi acheter, acquérir et détenir le capital ou les actions du capital dans aucune autre corporation exerçant un commerce semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer par les présentes, ou aucun commerce semblable à icelui, et le payer en tout ou en partie en obligations, débentures, ou avec d'autres valeurs, ou actions totalement ou partiellement libérées de la compagnie, aussi les vendre, les louer ou autrement en disposer, en tout ou en partie ;

Emettre des actions libérées, des actions-obligations, des débentures, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété, des droits, commodités dont on pourra faire l'acquisition par ou avec l'approbation des actionnaires, des services rendus à, ou de l'ouvrage fait pour la compagnie, en paiement ou à l'acquit des dettes ou obligations de la compagnie ;

Distribuer aux actionnaires de la corporation, en espèces, aucune propriété de la compagnie et particulièrement aucunes actions, débentures ou valeurs dans aucunes autres compagnies, appartenant à la corporation ou dont cette dernière peut disposer ;

Louer, aliéner, vendre ou autrement disposer de l'entreprise corporative ou d'aucune partie d'icelle, moyennant le prix que la compagnie croira avantageux, et spécialement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, dépositaires, entrepreneurs, ou autrement, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, faire aussi toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe ne seront aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déduction d'iceux, sous le nom de "Montreal Gayety Theatre Company", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00 chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
4723—49-2 C.-J. SIMARD

ration with whom the company may have business relations ;

To acquire by purchase, concession, exchange or other legal title the good-will, property, rights and assets and assume the liabilities of any person, firm or company transacting any business similar to that conducted by this company, together with the buildings, stock-in-trade and assets generally in such business, and to purchase, acquire and hold the stock or shares of stock in any other corporation carrying on business similar to that which this company is hereby authorized to carry on, or any business similar thereto, and to pay for same wholly or in part in bonds, debentures or other securities or fully or partly paid shares of the company and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof ;

To issue paid up shares debenture stock, debentures, bonds or other securities of the company in payment or in part payment for any property, rights and easements, which may be acquired by or with the approval of the shareholders, for any services rendered to, or work done for, the company, or in or towards the payment or satisfaction of debts or liabilities owing by the company ;

To distribute among the shareholders of the company in specie any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in any other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of ;

To lease, alienate, sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, bailees, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, and to do all such other things as are incidental, or conducive to the attainment of the above objects ;

The powers in each paragraph are to be in nowise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Montreal Gayety Theatre Company", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,
4724—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" Compagnie d'Imprimerie et d'Edition de Montréal, limitée—Montreal Printing & Publishing Company, Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de novembre 1919, constituant en corporation Denis-Joseph-Alfred Guilbault, courtier en assurances, Joseph-Alexandre Mercier, avocat et conseil du Roi, de la ville d'Outremont ; Emile Ranger, financier, Clovis St-Louis, rentier,

" Compagnie d'Imprimerie et d'Edition de Montréal, limitée—Montreal Printing & Publishing Company, Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of November, 1919, incorporating Denis Joseph Alfred Guilbault, insurance broker, Joseph Alexandre Mercier, advocate, and King's Counsel of the city of Outremont ; Emile Ranger, financier, Clovis St. Louis, annuitant, of the

de la vi lle de Westmount et Joseph-Nelson Chevrier, gérant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie d'imprimeurs, graveurs, lithograveurs, photo-graveurs, relieurs, libraires, éditeurs et agents de publicité ;

Publier, imprimer, relier, éditer, vendre et distribuer des livres, brochures, guides, magazines, revues, placards, journaux, tracts, périodiques et autres publications et faire en général tous les travaux d'impression, de lithographie et de reliure ;

Représenter comme agents, facteurs ou courtiers, toute autre personne, corporation ou compagnie exerçant le même commerce ou industrie que la compagnie ;

Acquérir en tout ou en partie l'actif de toute personne, corporation ou compagnie exerçant le même commerce ou industrie que la compagnie et payer pour tel achat en parts ou débentures acquittées de la compagnie ou autrement ;

Acquérir, posséder, utiliser, exploiter, vendre, distribuer, louer ou autrement, disposer de tous brevets d'invention, marques de commerce ou dessein nécessaire pour les fins pour lesquelles la compagnie est formée ;

Accepter, prendre, recevoir des valeurs, parts, bons, actions, obligations ou débentures d'autres compagnies en paiement d'engagements contractées ou à être contractés par ces dernières envers la compagnie ;

S'amalgamer avec toute compagnie exerçant le même commerce ou industrie ;

Acquérir, posséder et aliéner des biens fonds pour les fins de la compagnie ;

Louer ou sous-louer toute propriété appartenant à la compagnie et accepter en paiement de tels loyers, des débentures, parts ou obligations de toute autre compagnie poursuivant un but semblable à celui pour lequel la compagnie est incorporée ou autrement ;

Acquérir, acheter et détenir des parts dans toute compagnie poursuivant un but analogue à celui pour lequel la compagnie a été incorporée ;

Acquérir la propriété exclusive d'ouvrages littéraires et artistiques et de titres de journaux, le tout conformément aux lois régissant la propriété littéraire et artistique au Canada ;

Acquérir, posséder, exploiter des ateliers, des machines à composer, à imprimer et à relier ;

Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie et sur ses immeubles ;

Rémunérer soit en actions acquittées, parts, obligations de la compagnie, soit en argent ou autrement, tout travail fait ou à faire à l'avantage et au bénéfice de la compagnie, comme la sollicitation et l'obtention d'actions dans le capital de la compagnie ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les transactions nécessaires à l'accomplissement du but pour lequel la compagnie est incorporée, sous le nom de "Compagnie d'Imprimerie et d'Edition de Montréal, limitée—Montreal Printing & Publishing Company, Limited", avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents piastres ($99 900.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4733—50-2 C.-J. SIMARD.

town of Westmount, and Joseph Nelson Chevrier, manager, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of printers, engravers, lithographers, photographers, book-binders, book sellers, editors and advertising agents ;

To publish, print, bind, edit, sell and distribute books, pamphlets, guides, magazines, reviews, posters, newspapers, tracts, periodicals and other publications, and generally to do all printing, lithographing and book-binding work ;

To act as agents, factors or brokers for any other person, corporation or company carrying on the same business or trade as the company ;

To acquire in whole or in part the assets of any person, corporation or company carrying on the same business or trade, as the company and to pay for such purchase in paid up shares or debentures of the company or otherwise ;

To acquire, own, utilize, exploit, sell, distribute, lease or otherwise dispose of any patents, trade marks or designs necessary for the purposes for which the company is incorporated ;

To accept, take, receive securities, shares, bonds, stock, obligations or debentures of other companies in payment of liabilities contracted or to be contracted by the latter in favor of the company ;

To amalgamate with any other company carrying on the same business or trade ;

To acquire, own and alienate real estate for the company's purposes ;

To let or sub-let any property belonging to the company and accept in payment of such rents, debentures, shares or bonds of any other company pursuing a purpose similar to that for which the company is incorporated or otherwise;

To acquire, buy and hold shares in any company having objects similar to those for which the company is incorporated ;

To acquire the exclusive ownership of literary and artistic works, newpaper titles, the whole pursuant to the lietrary and artistic ownership in Canada. ;

To acquire, own, operate shops, typesetting, printing and book-binding machines ;

To borrow monies upon the credit of the company and on its immoveables ;

To remunerate either in paid up shares, stock, bonds of the company, or in csah or otherwise, any work done or to be done for the advantage and benefit of the company, as the canvassing and subscribing of shares in the capital of the company ;

To do all acts, exercise all powers and carry all transactions necessary for the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Compagnie d'Imprimerie et d'Edition de Montréal, limitée—Montreal Printing and Publishing Company, Limited" with a capital stock of ninety nine thousand nine hundred dollars ($99 900.00), divided into nine hundred and ninety nine (999) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4734—50-2 Assistant Provincial Secretary.

" Rôtisseries, limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de novembre 1919, constituant en corporation Harry Morton, gérant de restaurant ; Burton Frederick Bowler, secrétaire ; George Vincent Green, commis ; Ethel Wright, sténographe, et James Crankshaw, fils, avocat, tous de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes :

Exercer tous ou aucun des commerces qui consistent à être tenanciers ou propriétaires d'hôtels, cafés, restaurants, tavernes, pensions et auberges, boulangers, confiseurs, bouchers, commerçants de volaille, épiciers, laitiers, maraîchers, pourvoyeurs licenciés, marchands et importateurs de vins, bières et spiritueux, organisateurs de toutes espèces d'amusements, distracteurs, bals, danses, divers, soupers et aucun autre commerce que les directeurs de la compagnie jugeront propre à être profitablement ou convenablement exercés en rapport avec, ou subsidiairement à aucun des commerces précités, à aucun des objets de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie, ou de les rendre profitables, sujet cependant à la Loi des licences de Québec ;

Bâtir, construire, acheter, prendre à bail, ou autrement acquérir, aménager, meubler, remodeler, gérer, exploiter, louer et entretenir des hôtels, cafés, restaurants, théâtres, salles de danse, tavernes, jardins aériens, salles de rafraîchissements, auberges, débits ou commerces de vins et bières, des fermes, jardins potagers, ateliers, bureaux, lieux d'amusements ou de récréation aussi faire produire, représenter, exécuter des œuvres musicales et autres ainsi que des divertissements, permettre l'usage des locaux de la compagnie à ces fins, sujet toujours à la Loi des licences de Québec ;

Acheter, importer, exporter, manufacturer, cultiver, utiliser, vendre et faire le commerce du tabac, des cigars, cigarettes, vins, spiritueux, bières, liqueurs, du thé, du café, des fleurs, fruits, légumes, du pain, de la pâtisserie, bonbons, conserves, bétail sur pied et abattu, du poisson, de la volaille, des aliments et produits de toute description, ainsi qu'aucunes autres provisions, marchandises ou choses appropriées aux objets de la corporation ou à aucun d'iceux, sujet toujours à la Loi des licences de Québec ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, utiliser, occuper et en jouir, vendre, louer, autrement aliéner ou faire valoir aucuns terrains ou bâtiments, et généralement acheter, prendre à bail ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle, les commodités, licences, franchises, droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de ses opérations, aussi les payer totalement ou partiellement en numéraire ou avec d'autres valeurs en actions libérées, en bons, débentures ou avec d'autres obligations de la corporation ;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir les actions, bons, débentures ou autres obligations d'aucune autre compagnie ou corporation, et les payer en tout ou en partie en actions entièrement libérées, en obligations débentures, ou avec d'autres valeurs de la compagnie, aussi détenir, vendre ou autrement disposer des actions-obligations débentures ou autres valeurs ainsi acquises, et durant détention, exercer tous les droits et pricilèges de propriété qui s'y rattachent, y compris le droit de vote, garantir le paiement

" Rôtisseries, limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of November, 1919, incorporating Harry Morton, restaurant manager ; Burton Frederick Bowler, secretary ; George Vincent Green, clerk ; Ethel Wright, stenographer, and James Crankshaw, junior, advocate, all of the city of Montreal, in the district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes :

To carry on all or any of the businesses of hotel, cafe, restaurant, tavern, lodging and public house keepers of proprietors, bakers, confectioners, butchers, poulterers, grocers, dairymen, market gardeners, licensed victuallers, wine, beer and spirit merchants and importers, caterers for all kinds of amusements, entertainments, balls, dances, dinners ans suppers, and any other business which may appear to the directors of the company to be capable of being profitable or conveniently carried on in connection with or as auxiliary to any of the above mentioned businesses, or any of the objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights subject always to the Quebec License Act ;

To erect, construct, purchase, take or lease or otherwise acquire, equip, furnish, re-model, work, operate, let and maintain any hotels, cafes, restaurants, theatres, dance-halls, taverns, roof-gardens refreshments rooms, lodging houses, wine and beer shops or businesses, farms, market gardens, shops, offices and places of amusements or recreation, and to provide for the production, representation and performance of musical and other performances and entertainments and to permit the company's premises to be used for such purposes, subject always to the Quebec License Act ;

To purchase, import, export, manufacture, grow, use, sell and deal in tobacco, cigars, cigarettes, wines, spirits, beers, liqueurs, tea, coffee, flowers, fruits, vegetables, bread, pastry, confectionery, canned goods, live and dead stock, fish, poultry, food and produce of every description, and any other commodities, goods or things convenient for the purposes of the company, or any of them, subject always to the Quebec License Act ;

Tu purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, use, occupy and enjoy, or to sell, lease or otherwise dispose of, or turn to account any lands of buildings, and generally to purchase, take on lease or otherwise acquire any real or personal property easements, licenses franchises, rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its operations, and to pay therefor in whole or in part in cash or other assets or the fully paid shares or the bonds, debentures or other securities of the company ;

To subscribe for, purchase or otherwise acquire the shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation, and to pay for the same in whole or in part in fully paid shares, bonds, debentures or other securities of the company, and to hold, sell or otherwise deal in the shares, bonds, debentures or other securities so acquired, and while holding the same to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including the voting powers thereof, and to guarantee payment of

du capital, des dividendes et des intérêts sur les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation, organiser aucune autre compagnie ou corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, ou propres directement ou indirectement à lui profiter ;

Payer toutes les dépenses se rattachant à la formation, à l'enrégistrement et à l'organisation de la compagnie, rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire, ou garantissant la souscription d'aucune des actions du capital corporatif, dans ou à l'occasion de la constitution de la compagnie, de la gestion de ses affaires ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qu'arrêteront de temps à autre les directeurs de la compagnie ;

Vendre, louer, échanger, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des droits, franchises et de de l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que les administrateurs de la compagnie croira convenablement, et partiellement en actions libérées, en obligations, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, récépissés d'entrepôts, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, aucunes valeurs de la compagnie, à ses membres et particulièrement les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre corporation qui pourra acheter ou assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente compagnie ;

Avoir l'exercice et la jouissance de tous les droits et privilèges, faire aussi tous les actes et toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriés à la réalisation des objets précités ou à aucun d'iceux, faire toutes les choses susmentionnées ou aucune d'icelles comme principaux, agents ou procureurs ;

Le commerce ou l'objet de la compagnie consiste à faire de temps à autre une ou plusieurs des actes et choses ci-haut énumérés, et aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par référence aux termes d'aucun autre paragraphe, ou déduction d'iceux, mais sera exercé aussi entièrement, aussi complètement, et interprété d'une façon aussi libérale que si chaque paragraphe définissait les objets d'une compagnie séparée, distincte et autonome, sous le nom de "Rôtisseries, limitée", avec un fonds social de quarante-cinq mille piastres ($45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (45) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal et la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4745—50-2

the principal of or dividends and interest on the shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation and to promote any other company or corporation having objects similar to those of this company or calculated directly or indirectly to benefit the company ;

To pay all expenses of or incidental to the formation, registration and promotion of the company and to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation of the company or the conduct of the company's business ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as the directors of the company may from time to time determine ;

To sell, lease, exchange, dispose of, turn to account, or otherwise deal with the property, rights, franchises and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the directors of the company may think fit, and in particular for fully paid shares, bonds, debentures or securities of any of the company ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warehouse receipts, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved, any assets of the company among its members, and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company that may purchase or assume the whole or any part of the assets or liabilities of this company ;

To exercise and enjoy all such rights and privileges and do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, or any of them, and to do all or any of the above things as principals, agents or attorneys ;

The business or purpose of the company is from time to time to do any one or more of the acts and things hereinbefore set forth, and any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, but may be carried out in as full and ample a manner and shall be construed in as wide a sence as if each of the said paragraphs defined the objects of a separate, distinct and independent company, under the name of Rôtisseries, Limitée", with a capital stock of forty five thousand dollars ($45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, at the city of Montreal, in the district of Montreal, and Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4746—50-2

" The Esmond Company, Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de novembre 1919, constituant en corporation François-Philippe Brais, avocat ; Jules Bruneau, étudiant-en-droit ; Ella May

" The Esmond Company, Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of November, 1919, incorporating François Philippe Brais, advocate ; Jules Bruneau, law student ; Ella Mary Jackson, Hanna

Jackson, Hanna McKaeil, sténographes ; Lilly Copping, commis, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Manufacturer, acheter, vendre et autrement faire le commerce des machines de toutes sortes, des manivelles, outils, outillages de fermes et autres de toutes les espèces quelconques et généralement fabriquer, acheter, vendre et autrement trafiquer d'effets, denrées, marchandises de toutes les catégories quelconques, manufacturer, acheter, vendre et autrement faire commerce de toutes les espèces de matières premières indispensables à aucune des fins susmentionnées; acheter, vendre et trafiquer de la propriété de toute nature, mobilière et immobilière, des biens-fonds, mines, droits miniers sources de gaz et d'huile, concessions forestières, droits de coupe pouvoirs et droits hydrauliques ; faire des enquêtes, explorations, divisions, subdivisions et développements de terrains, mines, sources de gaz et d'huile, concession forestières, droits de coupe, pouvoirs et droits hydrauliques pour fins de vente ou autres ; bâtir, entretenir, préparer, changer ou altérer des maisons, immeubles à bureaux, entrepôts usines, boutiques, fabriques et autres bâtisses de toute et d'aucune sorte quelconque ;

Se livrer à l'industrie forestière, aussi fabriquer, acheter, vendre et autrement faire le commerce des bois de charpente et de construction de toutes espèces, y compris toutes les opérations avantageuses ou appropriées à l'exercice dudit commerce, y compris la construction, l'entretien et exploitation des moulins ou d'aucunes autres structures nécessaires ou avantageuses à l'exercice de l'industrie du bois ;

Acquérir, à titre de firme active, le commerce actuellement exercé à Adamsville, sous le nom de Esmond Co. ;

Conclure, avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucun arrangement qui paraîtra approprié aux objets de la compagnie, ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi donner suite, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges ou concessions ;

Acquérir des lettres patentes d'invention, des droits brevetés, procédés, concessions licences, marques de commerce, droits de reproduction et autres privilèges de même nature en rapport avec tout ce qui est avantageux aux objets de la corporation, les faire valoir par fabrication, exploitation, octroi de permis y relatifs ou autrement ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété et de l'entreprise corporatives, ou d'aucune partie d'icelles, moyennant le prix que la compagnie jugera convenable, et spécialement pour des actions, débentures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ;

Acquérir, acheter ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de l'entreprise, de la propriété, de l'actif, des privilèges, contrats, droits, demandes et du passif d'aucune compagnie, société ou personne exerçant aucun commerce que la corporation est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant à l'objet de la présente compagnie ;

Souscrire, ou acquérir par achat, bail ou autrement, les actions, obligations, débentures ou les autres valeurs d'aucune compagnie exerçant, sur le point d'exercer ou de se livrer au commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, ou aucun commerce semblable à icelui en tout ou en partie, aussi les vendre, les

McKaeil, stenographers ; Lilly Copping, clerk, all of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell and otherwise deal in machinery of all sorts handles, tools and farm and other equipment of all kinds whatsoever, and generally to manufacture, buy, sell and otherwise deal in goods, wares and merchandise of all kinds whatsoever, to manufacture, buy, sell and otherwise deal in all sorts of raw materials required for any of the purposes hereinabove enumerated ; to buy, sell and deal in property of all kinds, both moveable and immoveable, real estate, mines, mining rights, gas and oil wells, timber limits, timber licenses, water powers and water rights ; to investigate explore, divide, subdivide and develop lands, mines, gas and oil wells, timber limits and water powers for the purpose of sale or othersiwe ; to construct, maintain, prepare, change or modify houses, office buildings, warehouses, shops, mills, factories and other buildings of any and all sorts whatsoever ;

To carry on business as lumbermen and to manufacture, buy, sell and otherwise deal in timber and lumber of all kinds, together with all operations, advantageous for or conducive to the carrying on of the said business including the construction, maintenance and operation of mills or any other constructions required or advantageous for the carrying on of lumbering operations ;

To acquire as a going concern the business presently carried on at Adamsville under the name of the Esmond Co. ;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges or concessions ;

To acquire letters patent of invention, patent rights, processes, concessions licenses trademarks, copyrights and other privileges of like nature connected with anything convenient for the purposes of the company, and to turn the same to account by manufacturing or working same or granting license in respect thereof or otherwise ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To acquire, purchase or assume all or any part of the business undertaking, property, assets, privileges, contracts, rights applications and liabilities of the company, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company ;

To subscribe for or to acquire by purchase, lease or otherwise, the shares bonds, debentures or other securities of any company carrying on or about to carry on or engage in the business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto in whole or in part, and to sell, hold, re-issue, with or without

détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Emettre des actions libérées, des actions-obligations, des débentures obligations, ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété, d'aucun droit dont on pourra faire l'acquisition, des services rendus et que l'on conviendra de rendre, d'ouvrage fait ou que l'on conviendra de faire pour la compagnie en paiement et à l'acquit des dettes ou obligations de la compagnie, pour deniers prélevés pour aucune fin de la compagnie, et garantir le paiement de ces actions-obligations, débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie par hypothèque, ou autrement, sur l'actif mobilier ou immobilier de la corporation ;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes, ou aucune d'icelles soit seuls soit conjointement avec d'autres comme facteurs, ou agents pour d'autres personnes ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation d'aucun des objets précités, sous le nom de "Esmond Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Adamsville, dans le district de Bedford.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4759—50-2 C.-J. SIMARD.

gurantee or otherwise deal with the same ;

To issue paid up shares, debenture stock, debentures, bonds, or other securities of the company in payment or part payment for any property or right which may be acquired by or for any services rendered or agreed to be rendered, or for work done or agreed to be done for the company ; or in towards the payment and satisfaction of debts or liabilities owing by the company or for raising money for any purpose of the company, and to secure payment of such debenture stock, debentures, bonds or other securities of the company by hypothec or otherwise upon the assets of the company, moveable or immoveable ;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors, or agents of others ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "The Esmond Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be Adamsville, in the district of Bedford.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4760—50-2 Assistant Provincial Secretary.

" U. H. Dandurand, Limited—U.-H. Dandurand, limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de novembre 1919, constituant en corporation Ucal H. Dandurand, financier ; Henri Dandurand, gérant ; Hector Dandurand, agent ; Louis Bédard, comptable ; et Albert Lamothe, dentiste, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire affaires comme compagnie de biens-fonds et terrains, tenir aussi une agence d'immeubles, agir comme courtiers en immeubles, estimateurs et agents d'assurance avec pouvoir d'acquérir, acheter, détenir, posséder, louer, entretenir, contrôler, administrer, exploiter, développer, vendre, transférer, louer, échanger, cultiver, céder à bail et autrement trafiquer et disposer de biens-fonds et propriétés immobilières, bâtisses et immeubles, ou d'équité, intérêt et droit en iceux, d'excédant de prix de vente ou d'aucunes équités ainsi que de toutes les autres sortes de propriétés et effets, et à cette fin affecter et employer le capital de la corporation à l'achat, à l'arpentage, à l'amélioration, au développement et à la préparation pour occupation et peuplement desdits biens-fonds, terrains, bâtisses, immeubles, équités, intérêts, droits ou balance de prix, de la manière estimée avantageuse à l'exercice complet du commerce de la compagnie ;

Construire des résidences et d'autres bâtisses sur ces biens-fonds ou aucune partie d'iceux ; reconstruire, modifier ou améliorer les bâtisses actuelles ou structures en icelles, subdiviser, améliorer, ou développer des terrains pour fins de vente ou autres, aussi faire et accomplir toutes choses permises et nécessaires à leur développement et améliorations ;

" U. H. Dandurand, Limited—U.-H. Dandurand, limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1919, incorporating : Ucal H. Dandurand, financier, Henri Dandurand manager, Hector Dandurand, agent, Louis Bédard, accountant, and Albert Lamothe, dentist, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of a real estate and land company and a real estate agency, and to act as real estate brokers, valuators and auctioneers, and as financial and insurance agents and land brokers and as commission agents generally with power to acquire, buy, hold, own, hire maintain, control manage, work, develop, sell convey, lease, exchange, improve, cultivate, let and otherwise deal in and dispose of real estate and real property buildings and immoveables or any equity, interest and right therein or balance of price thereof, or any equities therein and all other kinds of property and chattels and to that end apply and invest the capital of the company in the purchase, survey, improvement, development and preparation for occupation and settlement of the said real estate, lands buildings, immoveables, equity, interests, rights, or balances of price in such manner as may be most convenient for the due carrying on of the business of the company ;

To construct dwelling-houses and other buildings upon such real estate or any part thereof ; to rebuild, alter or improve existing buildings or works thereon, to subdivide, improve or develop lands for the purpose of sale or otherwise, and to do and perform all things lawful and needful for the development and improvement of the same ;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, liens et charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ou aucune somme d'argent à elle due par les acheteurs ou qu'elle leur aura prêtée pour fins de constructions ou d'autres améliorations ;

Construire ou acquérir par bail, achat ou autrement, exploiter des usines pour la conservation, la vente et la distribution de l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique et autre, aussi produire, créer, développer, acquérir par bail ou autrement, contrôler et généralement en trafiquer utiliser, vendre, louer ou autrement aliéner cette force à vapeur, électrique, pneumatique, hydraulique ou autre pour aucunes fins et aucuns objets auxquels elle s'adopte ; pourvu, cependant, que les droits, privilèges et pouvoirs que les présentes confèrent à la corporation, dans le présent paragraphe, pour acquérir, utiliser et aliéner la force ou l'énergie électrique, hydraulique, pneumatique ou autre, soient régis par toutes les lois et ordonnances des pouvoirs provinciaux et municipaux y relatifs, lorsqu'ils seront exercés hors de la propriété de la compagnie ;

Manufacturer et vendre des fournitures de toutes sortes propres aux constructeurs et entrepreneurs, y compris les matériaux brevetés et les autres de toute description, exercer aussi l'industrie d'entrepreneurs et le commerce des marchandises ;

Nonobstant les dispositions de la section 6035 de la Loi des compagnies ;

Prendre, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, comme principal ou agent, comme propriétaire absolu, en garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer ou autrement disposer ou faire commerce d'obligations ou débentures actions ou autres valeurs d'aucun gouvernement, d'aucune corporation municipale, scolaire, bancaire ou autre compagnie ou corporation dûment constituée, et les payer en numéraire ou en actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la présente compagnie ; aussi détenir, vendre, voter en vertu d'icelles, ou autrement négocier les actions, obligations, débentures ou les autres valeurs ainsi achetés, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt sur les dites actions, obligations, débentures ou autres valeurs ;

Aider à former, organiser, développer ou administrer aucune corporation ou compagnie, prélever et aider à prélever des deniers, aider aussi au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie, ou autrement, aucune corporation dans le capital de laquelle la présente compagnie détient des actions, ou avec laquelle elle peut se trouver en relations d'affaires ;

Transiger et exercer un commerce général d'agence financière et de courtage, agir aussi comme agents et courtiers de placements, prêts, paiements, transmissions et perceptions de deniers, pour céder et enregistrer des obligations, débentures, actions ou autres valeurs, acheter, vendre, améliorer, développer et gérer aucune propriété, aucun commerce ou aucune entreprise, pour aussi administrer, contrôler ou diriger des syndicats sociétés, associations, compagnies ou corporations ;

Agir aussi comme agents, pour le compte d'autres personnes, de placements de fonds destinés à l'exercice d'aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ;

Tirer souscrire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des lettres de change, billets promissoires chèques connaissements mandats à ordre et d'autres instruments négociables et transférables, dans le cours et l'exercice de ses opérations mercantiles ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers for buildings purposes or other improvements ;

To construct or acquire by lease, purchase or otherwise and to operate works for the production, sale and disposal of steam, electric pneumatic hydraulic and other power and force and to produce, create, develop, acquire by lease or otherwise and to control and generally deal in and use, sell, lease or otherwise dispose of such steam, electric, pneumatic, hydraulic or other power for any uses and purposes to which the same are adapted ; provided always that the rights, privileges and powers hereby conferred upon the company in this paragraph in acquiring, using and disposing of electric, hydraulic, pneumatic or other power or force, when exercised outside of the property of the company, shall be subject to all the laws and regulations of the provincial and municipal authorities in that behalf ;

To manufacture and sell builders' and contractors' supplies of all kinds including patented and other materials of every description and to carry on the business of general contractors and dealers in merchandise ;

Notwithstanding the provisions of section 6035 of the Companies' Act, to underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer or otherwise, dispose of deal in the bonds or debentures stocks or other securities of any government or municipal or school corporation or any bank or of any other duly incorporated company or companies, corporation or corporations ; and to pay for the same either in cash or in the shares, bonds, debentures, or other securities of this company ; and to hold, sell, vote, or otherwise deal in the shares, bonds, debentures, or other securities so purchased, and to guarantee payment of the principal of or dividends and interests on said shares, bonds, debentures or other securities ;

To assist in the promotion, organization, development or management of any corporation or company and to raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee, or otherwise any corporation in the capital stock of which company holds shares or with which it may have business relations ;

To transact and carry on a general financial agency and brokerage business, and to act as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money for the transfer, and recording of bonds debentures, shares, or other securities and for the purchase, sale and improvement, development and management of any property, business or undertaking and the management, control or direction of syndicates, partnerships, associations, companies or corporations ;

To act as agents for others in the investment of funds for the carrying out of any business which this company is authorized to carry on ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue bills of exchange promissory notes cheques, bills of lading, money-orders and all other negotiable and transferable instruments in the course and in the exercise of its business operations ;

Solliciter, acheter, adopter, enrégistrer ou autrement acquérir des patentes, marques et noms de commerce, dessins, impressions, étiquettes, brevets d'invention, octrois licences, baux, concessions et privilèges similaires conférant aucuns droits limités exclusifs ou non-exclusifs, aussi des formules et procédés des inventions brevets ou autres choses, ainsi qu'aucun renseignement relatif à aucune invention que paraîtront susceptible de servir à aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera propre à profiter directement ou indirectement à la présente corporation, et les payer en numéraire, en actions ou avec d'autres valeurs de la compagnie, ou autrement, et utiliser exercer, développer, accorder des licences y relatives ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

To apply for, purchase, adopt, register or otherwise acquire, any patents, trade-marks, trade-names, designs, prints, labels, brevets d'invention grants, licenses, leases, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right, and any formulæ and processes and any inventions, patents or otherwise, and any information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to pay for the same in cash, shares ot other securities of the company or otherwise and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, interests or information so acquired ;

Exercer aucun autre commerce, de fabrication ou autre, qui paraîtra susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec le commerce ou les objets de la compagnie, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur des biens ou droits de la corporation ou à les rendre profitables ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des droits, franchises et entreprises, de l'actif de la compagnie, pour le prix que la corporation trouvera avantageux, et particulièrement pour des actions, débentures, obligations ou autres valeurs d'aucune autre corporation ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertaking of the company, the assets thereof or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company ;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autre, avec aucune personne, société ou corporation exerçant se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente corporation, et souscrire ou autrement acquérir des actions et obligations d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, les détenir, les émettre ou réémettre avec ou sans garantie quant au capital et aux intérêts, et autrement les négocier ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal cocession or otherwise, with any person, firm or corporation carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, issue or re-issue the same, with or without guarantee of principal and interest, and otherwise deal in the same ;

Acheter, louer ou autrement acquérir et avoir la détention, l'exercice et la jouissance en son nom personnel ou au nom de personnes, sociétés ou compagnies auxquelles il est ci-après référé, après valable autorisation à cela, de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des franchises, de l'achalandage, des droits, pouvoirs et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne ou société, ou aucune compagnie exerçant ou constituée pour exercer aucun commerce semblable en tout ou en partie à celui que la présente corporation est autorisée à exercer, et payer ces propriétés, franchises, clientèles, droits, pouvoirs et privilèges totalement ou partiellement en numéraire, totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie, ou autrement, et assumer le passif d'aucune telle personne, société ou compagnie ;

To purchase, lease or otherwise acquire and to hold, exercise and enjoy in its own name or in the names of the persons, firms, company or companies hereinafter referred to, if thereunto duly authorized, all or any of the property, franchises, good-will, rights, powers and privileges held or enjoyed by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for carrying on any business similar in whole or in part to that which this company is authorized to carry on, and to pay for such property, franchise, good-will, rights, powers and privileges wholly or partly in cash or wholly or partly in paid-up shares of the company or otherwise and to undertake the liabilities of any such person, firm or company ;

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, aucunes valeurs de la corporation, à ses membres, et spécialement les actions, obligations, débentures ou les autres valeurs d'aucune autre compagnie qui pourra assumer la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif de la présente corporation ;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets and liabilities of this company ;

Émettre des actions libérées, des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucuns biens ou droits qui pourront être acquis, ou, avec l'assentiment des actionnaires d'aucuns services rendus ou d'ouvrage fait pour la compagnie, ou en paie-

To issue paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment for any property or rights which may be acquired by, or with the approval of the shareholders, for any services rendered or for any work done for the company, or in or

ment, à l'acquit des dettes et obligations de la corporation ;

Faire enregistrer, désigner ou autrement reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, désigner et nommer les personnes qui y seront ses procureurs ou représentants, avec plein pouvoir de la représenter dans toutes affaires, conformément aux lois de ce pays étranger et de recevoir signification, pour ou au nom de la présente corporation, d'aucune procédure ou action ;

Nul pouvoir accordé dans aucun des paragraphes précités n'est ou ne sera limité ou restreint par référence aux termes d'aucun autre paragraphe quelconque ou déduction d'iceux, sous le nom de "U.-H. Dandurand, Limited", (U.-H. Dandurand, Limitée), avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4761—50-2 C.-J. SIMARD.

towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company ;

To procure the company to be registered, designated or otherwise recognized in any foreign country and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives of this company with full power to represent in all matters according to the laws of such foreign country and to accept services for and on behalf of this company of any process or suit ;

No power granted in any of the above paragraphs is or will be limited or restricted by induction or deduction from the terms of any other paragraph whatever, under the name of "U. H. Dandurand, Limited", (U. H. Dandurand, Limitée), with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal, Quebec, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4762—50-2 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

" Breakeyvil'e Stores Co., Ltd ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuvième jour de novembre 1919 à "The Chaudière Mill Company, Limited," changeant son nom en celui de "Breakeyville Stores Co., Ltd".

Le sous-secrétaire de la province,

4631—49-2 C.-J. SIMARD.

" Ateliers Mécaniques de Sorel, limitée—Sorel Mechanical Shops Co., Ltd ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Quebec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingtième jour de novembre 1919 à "Ateliers Mécaniques de Sorel, limitée", changeant son nom en celui de "Ateliers Mécaniques de Sorel, limitée—Sorel Mechanical Slops Co., Ltd."

Le sous-secrétaire de la province,

4633—49-2 C.-J. SIMARD.

" Bachand & Dionne, Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaiers en date du dix-neuvième jour de novembre 1919 à "Bachand & Dionne, Lmited", augmentant le fonds social de la dite compagnie de la somme de vingt mille piastres ($20,000.00) à la somme de quarante-huit mille piastres ($48,000.00) en actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4645—49-2 C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

" Breakeyville Stores Co., Ltd ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of November, 1919, changing the name of "The Chaudière Mill Company, Limited" to that of "Breakeyville Stores Co. Ltd."

C.-J. SIMARD,

4632—49-2 Assistant Provincial Sedretary

" Ateliers Mécaniques de Sorel, limitée—Sarel Meshanical Shops Co., Ltd ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1919, changing the name of "Ateliers Mécaniques de Sorel, limitée" into that of "Ateliers Mecaniques de Sorel, limitée—Sorel Mechanical Shops, Co. Ltd"

C.-J. SIMARD,

4634—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" Bachand & Dionne, Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of November, 1919 increasing the capital stock of the company "Bachand & Dionne, Limited" from the sum of twenty thousand dollars ($20,000 00) to that of forty eight thousand dollars ($48,000.00), divided in shares of one hundred dollars ($100.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4646—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" Bengle, Blanchard, limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accrodé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuvième jour de novembre 1919 à "Main Automobile Garage I imited", changeant son nom en ceui de "Bengle, Blanchard, limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4647—49-2 C.-J. SIMARD.

" Librairie Langlais, limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de a province de Quél ec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sixième jour de novembre 1919 à "La Compagnie J. A. Langlais & Fils", changeant son nom en celui de "Librarie Langlais, limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1919

Le sous-secrétaire de la province,

4649—49-2 C.-J. SIMARD.

" Bengle, Blanchard, limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companes' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of November, 1919 changing the name of "Main Automobile Garage, limited" to that of "Bengle, Blanchard, limitée".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4648—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" Librairie Langlais, limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of November, 1919, changing the name of " La Compagnie J.-A Lang'ais & Fils", to that of "Librairie Langlais, limitée".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4650—49-2 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est par le présent donné que très honorable Lord Shaughnessy, K. C. V. O., de la cité de Montréal, l'honorable Charles J. Doherty, de la cité d'Ottawa, conseil du roi, et Francis-Eugène Devlin, de la cité de Westmount, médecin, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant en corporation eux et d'autres sous le nom de "St. Mary's Memorial Hospital", une institution pour être administrée sous les auspices catholiques et qui sera situé et opèrera dans ou près la cité et le district de Montréal, avec, entre autres objets, les suivants : recevoir, soigner et nourrir les personnes malades, infirmes ou autres ; promouvoir le progrès de la science médicale et chirurgicale ainsi que celle de garde-malade, y donner des leçons et accorder aux infirmières des certificats de compétence ; donner aux indigents des consultations et médicaments ; fonder et développer des laboratoires de cliniques destinés aux recherches scientifiques ; donner aux chirurgiens, médecins et infirmières l'enseignement y relatif ; recevoir donations et souscriptions, faire aussi des conventions aux fins précitées ; acquérir, louer, posséder, aliéner et grever de la propriété mobilière et immobilière et cultiver des terrains ; utiliser leurs produits et en disposer ; emprunter et émettre des obligations et débentures garanties sur la propriété corporative et hypothéquer et autrement grever sa propriété, affecter son actif, le produit des dons et souscriptions ainsi que les deniers de ladite corporation à l'amélioration de sa propriété et à l'acquisition de même nature, et pour d'autres objets.

Montréal, 12 novembre 1919.

L'avocat des requérants,

4305—46-5 M. A. PHELAN.

Avis est par les présentes donné que M. B. Echenverg, Sam Mosel et Joseph Rosembloom, tous marchands de la ville de Sherbrooke, et autres, feront application à l'Assemblée législative, à sa prochaine cession, pour la passation d'une loi les incorporant ainsi que les membres

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the Right Honourable Lord Shaughnessy, K. C. V. O. of the city of Montreal, Honourable Charles J. Doherty, of the city of Ottawa, King's Counsel, and Francis Eugène Devlin, of the city of Westmount, physician, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act incorporating them and others under the name of "St. Mary's Memorial Hospital", an institution to be conducted under catholic auspices, and which will have its situation and carry on its work in or near the city and district of Montreal, for and amongst its purposes the following : to receive, treat and board sick, infirm or other persons ; promote the development of medical and surgical science and nursing, and give instructions therein and grant certificates of competency to nurses ; to give medical advice and medicine to the poor ; establish and develope clinical laboratories for scientifical researches ; to educate surgeons, physicians and nurses for the above purposes ; to receive gifts and subscriptions, enter into contracts for above purposes; acquire, lease, own, alienate and hypothecate moveable and immoveable property and cultivate lands ; to use and dispose of their produce; to borrow and issue bonds and debentures to be secured on the property of the corporation and hypothecate and otherwise pledge its property, and to invest the assets, gifts and subscriptions to and proceeds moneys of the said corporation in the improvement of its property and in acquiring property of like natures and for other purposes.

Montreal, 21st November, 1919.

M.-A. PHELAN,

4306—46-5 Attorney for applicants.

Notice is hereby given that Mr. B. Echenberg, Sam Mosel and Joseph Rosembloom, all traders of the city of Sherbrooke, and others, will apply to the Legislative Assembly, at its next cession, for the passing of a bill incorporating them and the members of the Aguidath Achim Congrega-

de la congrégation Aguidath Achim, de la cité de Sherbrooke, sous le nom de Congrégation Agudath Achim, de Sherbrooke, ou sous tel autre nom qui pourra paraître juste, et les autorisant à acquérir des biens meubles et immeubles ; à construire et à maintenir dans la cité de Sherbrooke une synagogue ; à posséder un cimetière ; et pour les autoriser généralement à faire tout ce qui peut être nécessaire en rapport avec la construction et l'entretien d'une synagogue juive

Sherbrooke, le 18 novembre 1919.

Les procureurs du requérant,

4379—47–4 NICOL, LAZURE & COUTURE.

Dames Marie-Louise-Albine Gosselin, en religion sœur Saint-Bernard, Marie-Stella Truchon, en religion sœur Saint-Eugène, Eugénie Guay, en religion sœur Saint-Pierre, et Marie-Louise Diana Simard, en religion sœur Saint-Ignace-de-Loyala, toutes religieuses professes de l'ordre des Hospitalières de la Miséricorde de Jésus et domiciliées en la ville de Roberval, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation avec succession perpétuelle sous le nom de "Hôtel-Dieu Saint-Michel-de-Roberval", dans le but de maintenir un ou des hôpitaux pour y recevoir, soigner et soulager les pauvres aussi que les malades, les vieillards, les infirmes et les orphelins sans distinction de religion ni de nationalité, avec droit de posséder des meubles et immeubles à cette fin; aussi que pour d'autres pouvoirs nécessaires au développement et au fonctionnement de leur œuvre.

Roberval, ce 3 novembre 1919.

Le procureur des requérantes,

4331—47–4 ARMAND BOILY.

Avis est par le présent donné que le synode du diocèse de Montréal s'adressera à la législature de la province, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à la loi 53 Vict. chap. 123, amendant le "Church Temporalities Act, 14 and 15 Vict. chap. 176. et toutes autres lois amendant ledit "Church Temporalities Act", suivant que nécessaire pour faire changer la date de l'assemblée annuelle de Pâques et celle de l'année financière de chaque paroisse ou mission du diocèse, celle aussi de l'élection des délégués au synode, tel que déterminée par 22 Vict. chap. 139.

Montréal, 17 novembre 1919.

L'avocat du requérant,

4347—47–4 L.-H. DAVIDSON.

Avis est par les présentes donné que la Société coopérative agricole des fromagers de Québec, ayant son principal établissement dans la cité de Montréal, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi l'autorisant de changer son nom en celui de "Cooperative centrale des agriculteurs de Québec", lui octroyant de plus amples pouvoirs que ceux qui lui sont conférés par les articles 1971 et suivants des Statuts refondus de Québec, 1909, et spécialement lui permettant de porter son capital-actions à $1,000,000.00; de faire la conversion des actions actuellement émises, de passer tous règlements quant à l'émission et à la répartition du nouveau capital ; d'augmenter son pouvoir d'emprunt et d'émettre des obligations ; de pourvoir au groupement de ses sociétaires et à leur représentation aux assemblées de la société ; et généralement lui conférant tous autres pouvoirs énumérés au dit projet de loi.

Montréal, le 18 novembre 1919.

Les avocats de la requérante,

4405—47–4 (Signé) YVON & TRUDEL.

---

tion, of the city of Sherbrooke, under the name of the Aguidath Achim Congregation of Sherbrooke, or such other names as may seem fit, and authorising them to hold property; built, construct and maintain in the city of Sherbrooke a synagogue ; to own a cemetery ; and generally to be authorized to do all that is necessary in connection with the maintenance of a Jewish Synagogue.

Sherbrooke, 18th November, 1919.

NICOL, LAZURE & COUTURE,

4380—47–4 Attorneys for petitioner.

Les dames Religieuses Hospitalières de la Miséricorde de Jésus, Marie-Louise-Albine Gosselin, in religion sister Saint-Bernard, Marie-Stella Truchon, in religion sister Saint-Eugène, Eugénie Guay, in religion sister Saint-Pierre, and Marie-Louise-Diana Simard, in religion sister Saint-Ignace-de-Loyala, all professees of the above order, being domiciled and residing in the town of Roberval, will pray the Legislative Assembly of Quebec to its next session, for the adoption of a law to constitute them in corporation with perpetual succession, under the name of "Hôtel-Dieu Saint-Michel-de-Roberval" for the purpose of maintaining one or several hospitals to receive, care and assist the poor, also the sick and people, the cripled and the orphans without distinction of religion or nationality, with the right to own moveables and immoveables for the above purposes, with other necessary powers for the maintenance and development of their establishment.

Roberval, November 3rd, 1919.

ARMAND BOILY,

4332—47–4 Attorney for the petitioners.

Notice is hereby given that the Synod of the diocese of Montreal will apply to the Legislature of this Province, at its next session, for such amendments to the Act 53 Vict., chap. 123, amending the Church Temporalities Act, 14 and 15 Vict., chap. 176, and any other Acts amending the said Church Temporalities Act, as may be necessary to secure a change in the date of the annual easter Vestry meeting and the financial year of each parish of mission in the diocese, and in the date for the election of delegates to the Synod as determined by 22 Vict. chap. 139.

Montreal, 17th November, 1919.

L. H. DAVIDSON,

4348—47–4 Solicitor for applicant.

Notice is hereby given that the "Société coopérative agricole des fromagers de Québec," having its principal place of business in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to authorize it to change its name to that of "Coopérative centrale des agriculteurs de Québec",, to grant it additional powers to those enumerated in articles 1971 and following of the Quebec Revised Statutes, 1909, and especially authorizing it to increase its capital up to $1,000,000.00; to convent the shares now issued, to pass any by-laws in respect to the issue and allotment of the new capital; to increase its borrowing power and to issue bonds ; to provide for the gouping of its members and their representation at the meetings of the society ; and generally to grant it all other powers enumerated in said bill.

Montreal, 18th November, 1919.

YVON & TRUDEL,

4406—47–4 Attorneys for petitioner.

Avis est, par les présentes, donné que monsieur Charles Montminy, étudiant en droit, des cité et district de Québec, s'adressera, avec l'autorisation du Conseil général du barreau de la province de Québec, à la législature, à sa prochaine session, pour faire passer une loi antidatant son admission à l'étude du droit et l'admettant à pratiquer le droit, dans cette province, après les examens réguliers pour la pratique de la dite profession.

Le procureur du requérant,
4349—47—4 P.-E. LANCTOT.

Notice is hereby given that Mr. Charles Montminy, student at law, of the city and district of Quebec, will present, with the approval of the general Council of the bar of the Province of Quebec, at the next session of the Quebec Legislature, a bill antedating his admission to study law and admitting to practise law in this Province, after the regular examinations for the practice of said profession.

P. E. LANCTOT,
4350—47—4 Attorney for petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Dame Yvonne Larivière, veuve de Joseph-Arthur Villeneuve, en sa qualité de tutrice à ses quatre enfants mineurs, M. l'abbé Albert Benoit prêtre curé, en sa qualité de subrogé-tuteur aux dits enfants mineurs, Israël Dupré, comptable, George Antoine Bourdeau, notaire, et Séraphin Bock, gérant, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve ayant-droits de la succession de feu Léonidas Villeneuve, Joseph Lamoureux, bourgeois, Alphonse Morin, avocat, et Israel Dupré, comptable, ces trois derniers en leur qualité d'exécuteurs testamentaires du testament et codicile de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi, validant et confirmant les titres des successions de feu Léonidas Villeneuve et de l'honorable Joseph-Octave Villeneuve, à certains immeubles dont ces dites dernières successions sont devenues respectivement propriétaires en vertu d'un jugement rendu par l'honorable juge Guerin, le 30 juin 1914, dans une action en partage entre ces dites dernières successions et déclarant le dit partage bon et valide à toutes fins que de droit.

Montréal, le 14 novembre 1919.

Le procureur des requérants,
4353—47—4 PERCY BENOIT.

Public notice is hereby given that Dame Yvonne Larivière, widow of the late Joseph Arthur Villeneuve, in her quality of tutrix to her four minor children, Reverend Albert Benoit, priest, in his quality of subrogate tutor to the said minor children, Israël Dupré, accountant, George Antoine Bourdeau, notary, and Seraphin Bock, manager, in their quality of testamentary executors of the estate of the late Joseph Arthur Villeneuve, heirs and assigns of the late Leonidas Villeneuve estate, Joseph Lamoureux, gentleman, Alphonse Morin, advocate, and Israel Dupré, accountant, these last three in their quality of testamentary executors of the last will and testament and codicil thereto of the late Honourable Joseph Octave Villeneuve, all of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act validating and confirming the titles of the estates of the late Léonidas Villeneuve and the late Honourable Joseph Octave Villeneuve, to certain immoveables of which the said last estates became respectively proprietors, through a partition between the said last estates in virtue of a judgment rendered by the Honourable Mr. Justice Guerin, on the 30th June, 1914, and declaring said partition good and valid to all intents and purposes.

Montreal, the 14th Nove aber, 1919.

BERCY BENOIT,
4351—47—4 Attorney for petitioners.

CITÉ DE MONTRÉAL.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et aux différentes lois qui l'amendent, sur les matières suivantes : soupapes de sûreté automatiques ; production de plans et devis par les compagnies d'utilité publique de leurs travaux souterrains ; vente d'immeubles pour taxes ; amendes imposées par les règlements municipaux ; vente de l'eau dans la cité ; vente et louage des rues et ruelles cédées à la cité ; expropriations annuelles ; fonds de roulement ; délai additionnel pour exécuter les obligations imposées par les lois d'annexion ; taxes pour améliorations locales, pavages et trottoirs et taxe pour réparer et refaire ces travaux ; vente d'immeubles à l'encan ; taxes sur les courtiers étrangers ; budget annuel ; taxes pour égouts collecteurs ; taxes sur les compagnies d'utilité publique et sur personnes occupant propriétés de la Couronne ; pavage des ruelles; système de tacation; contrôle des poteaux et des fils électriques dans les rues ; rues résidentielles et commerciales ; ratification du contrat de vente par la cité de Montréal à la Commission des écoles catholiques, en date du 6 novembre 1919, du contrat du 14 avril 1919 entre la cité de Montréal et la Compagnie des abattoirs et du règlement No 679 ; du règlement concernant les maladies vénériennes ; signature litographiée du maire ou du président de la commission administrative sur lesbons, débentures ou rentes inscrites;

CITY OF MONTREAL.

Public notice is hereby given that the city of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for certain amendments to itscharter, the Act 62 Victoria, chapter 58, and to the various Acts amending the same, on the following matters : automatic safety valves ; filling of plans and specifications by public utility companies, of their underground works ; sale of immoveables for taxes ; fines imposed by municipal by-laws ; sale of water in the city ; sale and renting of streets and lanes ceded to the city; annual expropriations; working capital ; additional delay for carrying out the obligations imposed by the annexation acts ; taxes for local improvements, pavings and sidewalks and tax for repairing and enewing the same; sale of immoveables by public auction ; taxes on outside brokers ; annual budget ; taxes for main sewers ; taxes on public utility companies and on persons occupying crown properties ; paving of lanes ; taxatio system ; control of poles and electric wires in the streets ; residential and commercial streets ; ratification of the deed of sale by the city of Montreal to the catholic Board of School Commissioners, under date of 6th November, 1919, of the contract of the 14th April 1919, between the city of Montreal and the abattoir Company, and of by-law No. 679 ; of the by-law concerning venereal diseases ; lithographed signature of the mayor or of the president of the administrative commission on bonds, debentures or registered stock ; debentures, bonds or registered

débentures, bons ou rentes inscrites de la cité placés dans son fonds d'amortissement ; fonctions du trésorier de la cité.

Par ordre,
Bureau du greffier, Hôtel de ville.
Montréal, 17 novembre 1919.
Le greffier de la cité et secrétaire de la Commission administrative,
4373—47-4 RENE BAUSET.

Avis est par les présentes donné que la ville de East Angus fera application à la législature, prochaine cession, pour faire amender sa charte, 2 George V, chapitre 72, aux effets suivants : pour obtenirle droit d'imposer une taxe spéciale, n'excédant pas $0.50 sur chaque poteau placé dans ses rues, ou dans d'autres endroits publics, en la ville d'East Angus ; le droit d'acquérir, de développer et d'exploiter des forces hydrauliques dans la ville d'East Angus et en dehors ; le droit d'acheter toute compagnie d'éclairage, exploitant dans la ville d'East Angus, et le droit de fournir au public en général, dans la ville d'East Angus et en dehors, l'énergie électrique pour toutes fins commerciales et industrielles, y compris l'éclairage ; pour demander que le maire et le secrétaire-trésorier de la ville soient tenus de parler les deux langues ; pour faire dire que le règlement 134 de la corporation de Westbury, tel qu'amendé par le conseil de comté, du comté de Compton, à sa session le 3 juillet 1907, est expité, et que l'amendement du 3 juillet est légal ; pour permettre à la ville de se porter acquéreur des immeubles vendus pour taxes ; autorisant la ville à faire toutes dépenses nécessaires pour annoncer les avantages de la ville et pour faire les réceptions officielles jugées nécessaires ; pour autoriser la ville à payer les dépenses de délégations qu'elle jugera à propos d'envoyer dans différentes missions ; obligeant le conseil municipal à donner sur requête un référendum sur la question de savoir s'il est à propos de donner quatre conseillers au lieu de deux, au quartier nord ; pour autoriser le conseil à passer tous règlements qu'elle jugera à propos touchant la construction, le maintien de l'aqueduc, touchant la construction des édifices publics et privés ; la construction des chemins et trottoirs et généralement toutes constructions ayant un intérêt public ; pour amender la loi de façon à donner le droit de vote aux employés de la ville ; pour autoriser la ville à emprunter sur bons ou débentures d'annuité ; pour faire dire et déclarer que certaines rues non encore homologuées sont des rues publiques ; et pour faire dire et déclarer que certains articles des Statuts refondus ne s'appliquent pas à la ville d'East Angus, et généralement pour faire amender la charte de la ville d'East Angus.

Sherbrooke, le 17 novembre 1919.
Les procureurs du requérant,
4381—47-4 NICOL, LAZURE & COUTURE.

Avis public est par les présentes donné que monsieur Norman-Scott Cameron, étudiant, domicilié dans les cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir la passation d'un bill pour régulariser sa cléricature afin de pouvoir se présenter aux examens à la pratique du droit, suivant les dispositions du règlement 41-A du barreau de la province de Québec, concernant les candidats à la pratique du droit qui ont fait du service actif.

Montréal, 17 novembre 1919.
Les procureurs du requérant,
LAMOTHE, GADBOIS & NANTEL.
4387—47-4

---

stock of the city placed in its sinking fund ; duties of the city treasurer.

By order,
City clerk's office, City Hall.
Montreal, 17th November, 1919.
RENE BAUSET,
City clerk and secretary of the Administrative Commission.
4374—47-4

Notice is hereby given that the town of East Angus will apply to the Legislature, at its next session, to have its charter, 2 George V, chapter 72, amended as follows : to obtain the right to impose special taxes, not exceeding $0.50, on all posts placed in its streets or in public places ; to obtain the right to purchase, to develop and operate water powers in the town of East Angus and outside ; the right to purchase lighting companies in the town of East Angus, and the right to furnish to the public generally in the town of East Angus and outside, electrical power for industrial and commercial purposes including lighting ; to ask that the mayor and the secretary-treasurer of the town of East Angus be required to speak both languages ; to have declared that by-law 134 of the corporation of Westbury, as amended by the Compton county council, at its sitting of the third of July 1907, is expired, and that the amendment of the third of July, 1907, is legal ; to authorize the city to buy immoveables sold for taxes ; to authorise the city to make all necessary expenses for the purpose of advertising the city and to defray the expenses of official receptions ; to authorize the city to pay the expenses of delegations which it thinks proper to send on different missions ; to oblige the municipal concil to grant, upon petition, a referendum, to have decided whether or not four councillors shall be given to the north ward instead of two ; to authorise the council to pass whatever by-laws it thinks proper, touching the construction and the maintenance of aqueducts, public and private buildings and touching the constructions of roads and sidewalks, and generally touching any constructions in which the public is interested, and to amend the law, so that the city employees will have the right to vote ; to authorize the city to borrow upon bonds and debentures on the annuity system ; to have it said and declared that certain streets not yet homologated are public streets ; to have it said and declared that certain articles of the Revised Statutes do not apply to the city of East Angus, and generally to have the charter of the city of East Angus amended

Sherbrooke, 17th November, 1919.
NICOL, LAGURE & COUTURE,
4382—47-4 Attorneys for petitioner.

Public notice is hereby given that Mr Norman-Scott Cameron, student, having his domicile in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to have a law enacted regularizing his studentship to enable him to appear for the examinations for admission to the practice of law, according to the dispositions of by-law 41-A of the bar of the Province of Quebec, concerning the candidates to the practice of law having served at the front during the war.

Montreal, 17th November, 1919.
LAMOTHE, GADBOIS & NANTEL,
4388—47-4 Attorneys for petitioner.

Avis public est par les présentes donné que le curé et les marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-de-Shawinigan, dans le district des Trois-Rivières, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une législation spéciale pour les fins suivantes :

Pour pourvoir, avec l'approbation de l'Ordinaire du diocèse, à la construction d'une église et d'une sacristie et à leur ameublement, sur le terrain de la fabrique ;

Pour aussi pourvoir à l'emprunt des sommes nécessaires pour la construction des dites église et sacristie et à leur ameublement ;

Pour pourvoir à un ou des emprunts temporaires ou à long terme pour leur remboursement, pour imposer et prelever, chaque année, sur les propriétés des catholiques romains résidents ou non résidents dans la paroisse, une cotisation basée sur le rôle annuel d'évaluation municipal et de n'affecter les propriétés qu'au paiement des cotisations échues ;

Pour substituer à la corporation des syndics de paroisse, un organisme moins complexe ;

Pour donner des facilités spéciales d'emprunt et de remboursement aux susdits curé et marguilliers.

Shawinigan Falls, le 17 novembre 1919.

L'avocat des cures et marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-de-Shawinigan,

4385—47-4 A.-E. PAQUETTE.

Avis est par le présent donné que l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir un amendement à sa charte à l'effet d'accorder des bénéfices funéraires au décès du conjoint de ses membres.

Le secrétaire,

4375—47-4 ALF. CROWE.

Avis est par le présent donné que la ville Lasalle demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 2, Geo. V, ch. 73, aux fins d'être autorisée : 1. D'établir un service d'omnibus et d'autobus pour le transport des voyageurs sur les rues de la ville et sur le chemin Lasalle et la 6ième avenue jusqu'à l'intersection de la rue Notre-Dame, à Lachine, et d'aider toute personne qui entreprendra tel service ; 2. A annoncer la ville ; 3. A détourner le chemin Lasalle vers le nord et ce depuis la voie du chemin de fer Canadien du Pacifique vers l'ouest jusqu'aux limites nord-est de la ville, et à repartir le coût de ces travaux; de faire rendre applicables à la ville les dispositions du Code municipal concernant les inspecteurs agraires ; d'abroger l'article 4 de la loi 7 Geo. V, ch. 75, et pour autres fins.

Lasalle, 17 novembre 1919.

Le procureur de la ville Lasalle,

4377—47-4 A.-S. PELLETIER.

Monsieur Léon-Mercier Gouin, avocat, de Montréal, donne avis qu'à la prochaine session de la législature de Québec, lors de l'étude du bill de la cité de Montréal, il demandera l'amendement de la loi 62 Victoria, chapitre 58, telle qu'amendée, quant à la constitution de la Cour du recorder de la dite cité, de manière à ce qu'une pension soit accordée à certains fonctionnaires de la dite Cour.

Montréal, le 19 novembre 1919.

4491—47-4 LEON-MERCIER GOUIN.

Public notice is hereby given, that the curé and church wardens of the fabrique of the parish of Saint-Pierre-de-Shawinigan, in the district of Three Rivers, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, to have a special legislation passed for the following purposes ;

To provide, with the assent of the Ordinary of the diocese, to the construction of a church and a sacristy, and also its furniture, upon the gound of the fabrique ;

To provide for the borrowing of the necessary sums for the construction of said church and sacristy and its furniture ;

To provide for one or several temporary or long term loans, for their reimbursement, and to levy and collect, each year, upon the properties of roman catholics, residents or non residents, a tax based upon the annual municipal roll of evaluation, and to effect the properties solely for the payment of assessments due ;

To substitute to the body of parish trustees a more expedient organism ;

To give to the curé and the church wardens easier powers to borrow and to reimburse the necessary loans.

Shawinigan Falls, the 17th November, 1919.

A. E. PAQUETTE,

Attorney for the curé and church wardens of the Fabrique of the parish of Saint Pierre de Shawinigan 4386—47-4

Notice is hereby given that l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to amend its charter to the effect of granting funeral benefits at the death of the consoit of its members.

ALF. CROWE,

4376—47-4 Secretary.

Notice is hereby given that the town of Lasalle will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to amend its charter, the act 2, Geo. V., ch. 73, to abtain the authorzation : 1. To establish an omnibus and autobus service for the conveyance of passagers in the streets of the town and in Lasalle road and 6th avenue to the intersection of Notre-Dame street, at Lachine, and to aid any person undertaking such service ; 2. To advertise the town ; 3. To deviate Lasalle road towards the north and that from the Canadian Pacific Railway line towards the west to the northeast limits of the town, and to aportion the cost of such works ; to render applicable to the town the provisions of the Municipal Code respecting rural inspectors ; to repeal article 4 of the act 7 Geo. V, ch. 75, and for other purposes.

Lasalle, 17th November, 1919.

A. S. PELLETIER,

4378—47-4 Attorney for the t wn of Lasalle.

Mr. Leon-Mercier Gouin, advocate, of Montreal, hereby gives notice that at the next session of the Legislature of Quebec, when the bill of the city of Montreal will be examined, he well ask for an amendment to Act 62 Victoria, chapter 58, as amended, as to the constitution of the Recorder's Court of said city, so that a pension be granted to some officers of said Court.

Montreal, 19th November, 1919.

4492—47-4 LEON-MERCIER GOUIN.

Avis public est par le présent donné que le village de Kénogami, comté de Chicoutimi, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, son incorporation comme ville, pour être soumise à l'avenir aux dispositions de la loi des cités et villes de la province, avec certaines modifications concernant l'étendue de son territoire ; l'annexion de certains terrains voisins ; le nombre des échevins à élire ; la date des élections : l'approvation des règlements municipaux ; la qualification des personnes aptes à voter aux dites élections et sur les dits règlements ; le pouvoir de taxer les poteaux de télégraphe, téléphone, lumière et pouvoir électrique ; le pouvoir d'emprunt ; le pouvoir de taxer personnes et propriétés et autres matières.

Le procureur requérant,
4335—47-4 L.-G. BELLEY.

Avis est par les présentes donné que Dame Jennie C. Brown, de la cité de Sherbrooke, épouse séparée de biens de Frank Norcross, gérant, du même endroit, et par ce dernier dûment autorisée, et que les héritiers de feu Charles G. Brown feront application à la législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi légalisant le testament de Charles G. Brown, fait sous forme holographe, et dûment homologué par les protonotaires Leonard & Bachand, de la Cour supérieure du district de Saint-François, le 9 avril 1919, et plus particulièrement pour être autorisé à vendre et disposer des meubles et immeubles de la dite succession de feu Charles G. Brown, de les hypothéquer et pour obtenir une autorisation spéciale de disposer de certains immeubles ; pour faire nommer un exécuteur et étendre ses pouvoirs au-delà du jour et an fixés par la loi, et généralement pour autoriser le dit exécuteur à régler la dite succession.

Sherbrooke, le 17 novembre 1919.
Les procureurs du requérant,
4383—47-4 NICOL, LAZURE & COUTURE

Avis est donné que la Société de Construction de Montréal, constituée en encorporation en vertu des articles 7097 et suivants des Statuts Refondus de Québec, 1909, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi lui accordant de plus amples pouvoirs ; ratifiant et déclarant valides les règlements jusqu'ici adoptés par ladite Société et ratifiant et validant les conventions et contrats faits par elle, et validant les titres des propriétés acquises par elle ou dans lesquelles elle est intéressée ; accordant à ses directeurs et à ses officiers des pouvoirs plus étendus ; et d'une façon générale autorisant la société à faire les affaires d'une compagnie ordinaire de construction ; à cette fin, de prélever des deniers, de fixer le capital-actions de la société, de faire souscrire des actions et de les émettre, de faire des emprunts ou des prêts garantis par hypothèque ou autrement ; de louer, vendre ou autrement aliéner ses immeubles sans être astreinte aux restrictions prévues dans lesdits Statuts refondus, et pour d'autres fins.

Montréal, 19 novembre 1919.
Les procureurs de la requérante,
DESSAULLES, GARNEAU, DESY &
4437—47-4 LORRAIN.

Avis public est par les présentes donné que la ville d'Iberville s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'amender sa charte 7 Edouard VII, chapitre 72, concernant les matières suivantes : nomination d'auditeurs

Public notice is hereby given that the village of Kenogami, county of Chicoutimi, will apply to the Legislature of Quebec, at the next session thereof, for its incorporation as a town, to be governed in the future by the provisions of the cities and towns' Act of the Province, with certain modifications respecting the extent of its territory ; the annexion of certain neighboring territory ; the member of aldermen to be elected ; the date of elections ; the approval of municipal by-laws, the qualification of persons capable of voting at said elections and on said by-laws ; the power to tax telegraph, telephone, light and electric power poles ; the borrowing power, the power to tax persons and property and other matters.

L. G. BELLEY,
4336—47-4 Attorney for petitioner.

Notice is hereby give that Dame Jennie C. Brown, of the city of Sherbrooke, wife separate as to property of Frank Norcross, of the same place, manager, and by him duly authorized, and generally the heirs of the late Charles G. Brown, will apply to the Legislature, at its next session, for the passing of a bill to legalize the last will and testament of the said Charles G. Brown, made in the holograph form, and duly homologated by Leonard & Bachand, prothonotaries of the Superior Court, district of Saint Francis, on the ninth day of the month of April, 1909, and more particularly to be authorized to sell, alienate, and thorwise dispose of the moveables and immoveables of the said late Charles G. Brown, to mortgage the same and to make special provisions as to the disposal of certain immoveables ; to have an executor appointed ; to extent the power of said executor beyond the day and year fixed by law, and generally to authorise the executor to settle the estate of the said Charles G. Brown.

Sherbrooke, 17th November, 1919.
NICOL, LAZURE & COUTURE,
4384—47-4 Attorneys for petitioner.

Notice is hereby given that "La Société de Construction de Montréal," incorporated under and by virtue of articles 7097 and following of the Quebec Revised Statutes, 1909, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to grant it additional powers ; to ratify and declare valid the by-laws adopted to date by said society and to ratify and validate the agreements and contracts made by it and, to validate the titles to property acquired by it or in which it is interested ; to grant to it directors and officers extended powers ; and to generally authorize the society to carry on the business of an ordinary building company ; to that end, to raise money, fix the capital stock of the society to collect subscriptions for shares and issue same ; to make or contract loans secured by hypothecs or otherwise ; to lease, sell or otherwise alienate its immoveables without being subject to the restrictions provided in said Revised Statutes, and for other purposes.

Montreal, 19th November, 1919.
DESSAULLES, GARNEAU, DESY
& LORRAIN,
4438—47-4 Attorneys for petitioner.

Public notice is hereby given that the town of Iberville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter, the act 7 Edward VII, chapter 72, respecting the following matters : appointement of auditors and assessors and to

et d'estimateurs et abroger ou amender à ce sujet articles 14 et 15 de la charte 5363 S.R.Q., 1909 et autres, taux de la taxe foncière, pouvoir d'imposer, répartir, prélever spécialement pour fins d'améliorations ou d'utilités publiques tels que aqueduc, puits artésiens, réservoir, éclairage, égoûts, rues, place publiques trottoirs, etc., avec effet rétroactif dans certains cas, pouvoir de consolider dette flottante, convertir et renouveler une partie de la dette consolidée et d'ajuster les finances de la ville au moyen d'emprunts sur bons et amender ou abroger à ces fins la charte de la ville et les articles 5639, 5641, 5645 à 5653, 5666 à 5672, 5782 à 5789 des Statuts refondus de Québec, 1909, enfin pour obtenir tous autres amendements jugés nécessaires pour la meilleure administration des affaires de la ville d'Iberville.

Le procureur de la ville d'Iberville,
HORMISDAS PELLETIER.

Iberville, 19 novembre 1919. 4435—47–4

Avis est par les présentes donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi 7 George V, chapitre 28, et autres lois régissant cette commission ; pour obtenir un pouvoir d'emprunt de $1,000,000.00 pour l'achat de terrains, la construction de nouvelles écoles et le paiement d'obligations contractées par les municipalités annexées et pour autres fins.

Le secrétaire-trésorier de la commission des Ecoles Catholiques de Montréal.
AYME LAFONTAINE.

Montréal, 19 novembre 1919. 4459—47–4

Avis est par le présent donné au public qu'on sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant en corporation le "Saint Andrews Protestant Cemetery" pour que lui soient dévolus le contrôle, l'administration et l'entretien de la propriété maintenant connu sous le nom de "Saint Andrews Protestant Cemetery", pour aussi pourvoir à son extension et agrandissement.

Saint Andrews, le 15 novembre 1919.

Les syndics,
WILLIAM BROWN,
WILLIAM McCLINTOCK.

4473—47–4

UNIVERSITE DE MONTREAL.

Avis est donné que demande sera adressée à la législature de Québec, à saprochaine session, de constituer en corporation l'Université de Montréal. Cette demande sera faite par : les administrateurs de l'université Laval à Montréal ; la faculté de droit de l'université Laval à Montréal; l'école de médecine et de chirurgie de Montréal faculté de médecine de l'université Laval à Montréal ; l'école de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal ; l'école de chirurgie dentaire de Montréal et l'hôpital dentaire Laval ; l'école de pharmacie Laval de Montréal.

L'Université de Montréal succédera activement et passivement à toutes ces corporations. Son siège social sera à Montréal. Elle comprendra entre autres : la faculté de théologie ; la faculté de droit ; la faculté de médecine ; la faculté de philosophie ; la faculté des lettres (ancienne faculté des arts); la faculté des sciences ; l'école de médecine comparée et l'hôpital vétérinaire ; l'école de chirurgie dentaire et l'hôpital dentaire ; l'école de pharmacie ; toutes les autres facultés ou écoles qui pourront être admises dans la société. Cette corporation aura pour objet de donner l'enseignement moderne, spécial, pédagogique, classi-

repeal or amend to that effect articles 14 and 15 of its charter, 5363 of the Q.R.S. 1909, and other articles, rate of assessments on immoveables, the power to assess, allot and levy specially for improvement or public utility purposes such as waterworks, artesian wells reservoir, lighting sewers, streets, public squares, sidewalks, etc., with retroactive effect in certain cases, power to consolidate its floating debt, convert and renew a part of its consolidated debt and ajust its finances by means of loans on bonds and to amend or repeal to that purpose the charter of the town and articles 5369, 5641, 5645 to 5653, 5666 to 5672, 5782 to 5789 of the Quebec Revised Statutes, 1909, and finally to obtain all other amendments deemed necessary for the proper administration of the affairs of the town of Iberville.

HORMISDAS PELLETIER,
Attorney for the town of Iberville.

Iberville, 19th November, 1919. 4436—47–4

Public notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to amend the Act 7 Geo. V, chpater 28, and other laws governing said commission ; to obtain aborrowing power of $1,000,000.00 for the purchase of land, the construction of new schools and the payment of obligations contracted by annexed municipalities and for other purposes.

AYME LAFONTAINE.
Secretary-Treasurer of the Montreal
Catholic School Commission.

Montreal, 19th November, 1919. 4460—47–4

Public notice is hereby given by the undersigned that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the Saint Andrews Protestant Cemetery for the purpose of being vested with the control management and maintenance of the property now known as the Saint Andrews Protestant Cemetery, and to provide for the extension and enlargement of the same.

Saint Andrews, 15th November, 1919.

WILLIAM BROWN,
WILLIAM McCLINTOCK
Trustees.

4474—47–4

UNIVERSITE DE MONTREAL.

Notice is given that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, to incorporate l'Université de Montréal. Such application shall be made by : les administrateurs de l'université Laval à Montréal ; la faculté de droit de l'université Laval à Montréal ; l'école de médecine et de chirurgie de Montréal ; faculté de médecine de l'université Laval à Montréal ; l'école de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal ; l'école de chirurgie dentaire de Montréal et l'hôpital dentaire Laval ; l'école de pharmacie Laval de Montréal.

L'Université de Montréal shall actively and passively take the place of all the said corporations. Its place of business shall be at Montreal. It shall inlude among others : the faculty of divinity ; the faculty of law ; the faculty of medicine ; the faculty of philosophy ; the faculty of letters (formerly faculty of arts) ; the faculty of sciences ; the school of comparative medicine and veterinary hospital ; the school of dental surgery and dental hospital ; the school of pharmacy; any other faculties or schools that may be admitted into the association. The said corporation shall have for object modern, special, peda-

que et supérieur. Elle demandera tous les pouvoirs des corporations et, entre autres, celui de décerner les grades et diplômes de bâchelier, de licencié, de maître et de docteur, d'établir des succursales et des chaires, de constituer d'autres facultés ou écoles, d'exporprier, d'acquérir, posséder toutes propriétés meubles et immeubles, les aliéner, hypothéquer, louer ou échanger, de recevoir des aides et suventions de tous les corps publics ou privés.

Cette corporation étant d'intérêt public demandera d'être exemptée de tout impôt provincial, de tout impôt municipal, y compris la taxe scolaire.

Cette corporation demandera d'amender les lois 44-45 Victoria, chap. 46, et 2 Georges V, c. 1, ced. C, pour autant que cette cédule affecte l'université Laval de Montréal, et d'abroger les lois suivantes : 55-56 Vict., chap. 64, 8 Vict., ch. 81, 59 Vict., ch. 79, les Statuts refondus, Québec, 1909, arts. 5046, 5047, 5080, pour autant que ces articles affectent l'école de chirurgie dentaire de Montréal et l'hôpital dentaire Laval ; 6 Ed. VII, chap. 88, 2 Georges V, ch. 1, cédule C, pour autant que cette cédule affecte la faculté de droit de l'université de Montréal.

Montréal 17 novembre 1919.

Pour les pétitionnaires :

Les procureurs,

4463—47-4 PERRAULT & RAYMOND.

CORPORATION DE LA CITE DES TROIS-RIVIERES

Avis public est par le présent donné, par la soussignée, "La Corporation de la cité des Trois-Rivières", qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisée à emprunter certaines sommes pour les fins de sa juridiction et pour amender sa charte, 5 George V, c. 90 et ses amendements, concernant :

L'imposition de taxes sur certaines personnes ou choses ;

La procédure sur la votation des règlements soumis aux électeurs propriétaires ;

Pour être autorisée à encourager et aider la construction de maisons d'habitation ;

Pour être autorisée à créer et règlementer un fonds de secours pour les œuvres de charité ;

Pour être autorisée à règlementer la construction, le prolongement et l'amélioration des systèmes d'aqueduc et d'égoûts ;

Pour nommer ou élire des commissaires d'écoles distincts des membres du conseil ;

Pour être autorisée à ériger ou à aider à l'érection de monuments dans la cité.

Le greffier,

ARTHUR BELIVEAU.

Trois-Rivières, 19 novembre 1919.

4461—47-4

Avis est par le présent donné que William Laird Kitchen, gérant, Allan Keay Grimmer, ingénieur urbain, Frank Osmond White, ingénieur, Sven Arvid Salmonson, surintendant, et Hilaire-Emile Daoust, gentilhomme, tous résidant dans le canton non organisé de Gendreau, dans le comté de Témiscamingue, dans la province de Québec, et Kipawa Company, Limited, corporation de Montréal, solliciteront de la Législature, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Kipawa, dans le territoire faisant partie dudit canton Gendreau, amendant les dispositions de la loi des cités et villes qui s'y appliquent, et organisant ladite ville comme suit, à savoir :

a. Nommer les premiers maire et échevins pro-

gogic, classical and superior education. It shall apply for all the powers of corporations and, among others, that of awarding the grades and diplomas of bachelor, licentiate, master and doctor, establish branches and chairs, establish other faculties or schools, expropriate, acquire, hold any moveable and immoveable property, alienate, hypothecate, lease or exchange same, receive assistance and subsidies from any public or private bodies.

The said corporation being of public interest shall apply to be exempt from any provincial and municipal tax including the school tax.

The said corporation shall make application to amend the acts 44-45 Victoria, chap. 46, and 2 George V, c. 1, sch. C, in so far as the said schedule affects l'université Laval de Montréal, and repeal the following acts : 55-56 Vict., ch. 64, 8 Vict ; ch. 81, 59 Vict., ch. 79, the Revised Statutes of Quebec, 1909, arts. 5046, 5047, 5080, in so far as such articles affects l'école de chirurgie dentaire de Montréal et l'hôpital dentaire Laval ; 6 Ed. VII, chap. 88, 2 George V, ch. 1, schedule C, in so far as such schedule affects la faculté de droit de l'université de Montréal.

Montreal, 17th November, 1919.

For the applicants,

PERRAULT & RAYMOND,

4464—47-4 Attorneys.

CORPORATION OF THE CITY OF THREE RIVERS.

Public notice is hereby given by the undersigned, "The Corporation of the city of Three Rivers", that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to be authorized to borrow certain sums for the purposes of its jurisdiction and to amend its charter 5 George V, c. 90 and amendments, respecting :

The leveying of taxes on certain persons or things ;

The procedure on the voting of the by-laws submitted to the electors who are proprietors ;

To be authorized to encourage and aid the building of dwelling houses ;

To be authorized to establish and regulate a relief fund for works of charity ;

To be authorized to regulate the construction, prolongation and improvement of the waterworks and sewer systems ;

To appoint or elect school commissioners separate from the members of the council ;

To be authorized to erect or assist in the erection of monuments in the city.

ARTHUR BELIVEAU,

Clerk.

Three Rivers, 19th November, 1919.

4462—47-4

Notice is hereby given that application will be made, at the next session of the Legislature, by William Laird Ketchen, manager, Allan Keay Grimmer, town engineer, Frank Osmond White, engineer, Sven Arvid Salmonson, superintendent, and Hilaire Emile Daoust, gentleman, all residing in the unorganized township of Gendreau, in the county of Temiscamingue, in the Province of Quebec, and Kipawa Company Limited, a body corporate of Montreal, for the passing of an act to incorporate the town of Kipawa, in territory forming part of the said township of Gendreau, and to amend the provisions of the cities and towns act applicable thereto and to provide for said town as follows, namely :

a. To name the first or provisional mayor and

visoires, remplir les vacances, faire les élections des conseillers, et permettre aux non résidents d'occuper ces charges ;

b. Pourvoir à l'élection d'un gérant par les propriétaires fonciers, avec pouvoir de remplir les fonctions de surintendants, adminstrateurs et contrôleurs autrement exercées par le maire et le conseil, mais sauf le droit exclusif du conseil d'édicter des règlements, de voter des deniers et de fixer les allocations à ces fins et définir ses pouvoirs et devoirs, pourvoir à sa démission ;

c. Pourvoir à la nomination d'autres officiers, y compris l'ingénieur de la ville, de déterminer leurs pouvoirs, devoirs, appointements, le cautionnement à être fourni, les conditions de renvoi ou de démission de tous officiers ;

d. Permettre aux propriétaires de bâtisses ou de propriétés semblables, sises sur le terrain d'un autre, de voter comme propriétaires et exiger autorisation des personnes qui voteront au nom des corporations ;

e. Pourvoir à la tenue de la première session du conseil et faire étudier régulièrement par le conseil un budget comportant estimé des recettes et dépenses, fixer les taux de cotisations, permettre au conseil d'approprier annuellement des deniers pour fins administratives, y compris un fonds contingent et un de réserve, déterminer aussi le pouvoir du gérant de dépenser ces deniers ;

f. Exiger pour tous règlements comportant dépenses de deniers, l'assentiment de la majorité des propriétaires, suivant le rôle d'évaluation;

g. Autoriser un emprunt de cinq mille piastres pour dépenses initiales ;

h. Exiger que la ville s'empare de certaines rues, de certains carrés, de certaines propriétés pour les fins municipales et les services, moyennant un prix n'excédant pas le coût réel plus 6% d'intérêt, autoriser aussi la " Kipawa Company, Limited" ou ses ayant-droits à poser et entretenir, dans la ville, tous les tuyaux et canaux nécessaires à son exploitation, tous fils, conduits, autres outillages et appareils nécessaires pour fournir le fluide électrique, et charger pour cela pas plus que cinq sous par k. w. h. pour l'éclairage, et 1½ sou par k. w. h. pour autres fins, protéger cette compagnie contre les réclamations résultant des dommages causés par des exhalaisons de fumées, gaz et déchets, s'ils ne sont pas nocifs ou délétères à la santé ;

i. Pourvoir à la procédure dans les questions d'expropriation relativement au serment que devront prêter les arbitres, et à la rectification des erreurs dans les sentences arbitrales, se faire dispenser de nommer les personnes ayant droit aux compensations, autoriser les arbitres à accorder des dépens, à fixer leurs honoraires et ceux du secrétaire comme étant partie des dépens, et faire remplir les vacances ;

j. Se dispenser de préparer une liste électorale plus souvent qu'une fois tous les deux ans, tenir un seul bureau de votation, faire élire le maire par les électeurs, l'autoriser à donner un vote en sus de son vote prépondérant, lorsque les questions controversées exigent une majorité absolue ou fixe ;

k. Autoriser l'envoi d'un avis spécial à plusieurs personnes et faire qu'un seul certificat soit relatif à plus d'un service ;

l. Se dispenser de tenir une élection ou un bureau de votation de propriétaires si un nombre requis signe une déclaration écrite d'approbation, exiger l'approbation de la majorité de leurs votes, d'après la valeur cotisée et non d'après le nombre, premettre aux personnes fiduciaires de voter comme propriétaires sur présen-

aldermen and provide for vacancies and for elections to council and allow non-residents to hold such offices ;

b. To provide for the election of a manager by proprietors of immoveable property, with power to exercise the duties of superintendence, administration and control otherwise performed by the mayor and council, but subject to the council's exclusive right of making by-laws and of voting monies and limiting appropriations for all purposes and to define his powers and duties and provide for his dismissal ;

c. To provide for the appointment of other officers, including town engineer and to define their powers, duties and remuneration and the security to be furnished and for the dismissal or resignation of all officers ;

d. To enable proprietors of buildings or similar property situated on the land of another, to vote as proprietors and to require authorization for persons casting votes for corporations ;

e. To provide for the first session of the council and for the regular submission to council of a budget of estimated receipts and expenditures, and for fixing tax rates, and for the council to appropriate monies each year for administration purposes, including a contingent fund and a reserve fund, and to limit the manager's power to expend such monies ;

f. To require for all by-laws involving expenditure, the approval of a majority of proprietors, according to assessed values ;

g. To authorize a loan of five thousand dollars for initial expenses ;

h. To require the town to take over certain streets and squares and property supplied for municipal purposes and services at a price not exceeding actual cost and 6% interest, and to authorize Kipawa Company, Limited, or its assigns to lay and maintain in the town all pipes and flumes necessary for its operation and all wires, conduits and other equipment and apparatus required for supplying electric current and to charge therefor not more than five cents per k.w.h. for lighting and 1½ cents per k.w.h. for other purposes, and to protect such company against claims for damages for emitting fumes, odors and refuse, if not poisonous or deleterious to health ;

i. To provide procedure in expropriation matters for swearing of arbitrators and correcting defects in awards, dispensing with namings of parties entitled to wards, to authorize arbitrators to award costs and to fix their fees and secretary's fees as part of costs, and to provide for filling of vacancies ;

j. To dispense with the preparation of an electoral list more often than once in two years, to provide for a single polling place, to require election of mayor by the electors, to enable him to give a vote in addition to casting vote when questions require an absolute or fixed majority ;

k. To permit a special notice to be addressed to several persons and to have one certificate refer to more than one service ;

l. To dispense with an election or a poll of proprietors if the required number sign a written statement of approval, to require for approval a majority of their votes, according to assessed value and not according to number, to allow persons in fiduciary capacity to vote as owners on presentation of proper authorisation and to

tation d'une autorisation valable, et les dispenser de la condition de paiement des taxes pour voter dans ces cas ;

m. Faire déclarer que la généralité des pouvoirs du conseil d'édicter des règlements ne sera pas considérée comme restreinte par des pouvoirs spécifiques ;

n. Porter le maximum de la taxe à trois pour cent de la valeur réelle des immeubles et le maximum de la taxe commerciale ou honoraire de licence à $500 ;

o. Autoriser la Cour à nommer un seul arbitre à défaut par les parties de convenir d'un prix, ou nommer un arbitre dans les questions d'expropriation ;

p. Louer, pour fins commerciales ou autres, aucune bâtisse municipale, ou partie d'icelle disponible ;

q. Autoriser le conseil à faire des règlements pour les fins suivantes :

1. Nommer une ou plusieurs commissions des membres du conseil ou autre pour surveiller, fixer et contrôler l'emplacement, la hauteur, la forme et l'architecture des bâtisses, régulariser et étudier le développement de la ville ;

2. Régulariser les subdivisions et pourvoir à leur approbation ;

3. Régler et contrôler les travaux de plombage, de chauffage et d'électricité ;

4. Controler et régler l'emplacement des hôpitaux, écoles et institutions de charité, en acquérir un permis, prohiber aucun tel établissement ;

5. Règler et restreindre les annonces et les prohiber, excepté celles des négociants à leurs places d'affaires ;

6. Régler l'emplacement des jardins et prévenir l'accumulation du fumier et des déchets, et en disposer aux frais du propriétaire ; exiger la destruction des mauvaises herbes et plantes aux dépens du propriétaire, permettre, régler et prohiber la collection et le dépôt des rebuts, détruire ou utiliser les abatis et déchets ;

7. Acheter, vendre et faire le commerce d'immeubles dans les limites de la ville ou en dehors ;

8. Construire et tenir des bibliothèques, théâtres, gymnases, terrains de jeux, endroits d'amusements, de distraction et de récréation ;

9. Exiger l'enregistrement des naissances, mariages et décès ;

10. Exiger pour les voitures l'usage de lumières et de freins ;

11. Faire apposer la signature des officiers de la ville et leur permettre de signer à l'étampe ou à la lithographie ;

12. Permettre le paiement des taxes par semestres ou par trimestres, accorder aussi des escomptes sur les paiements anticipés de taxes et d'autres deniers ;

13. Exempter de la totalité ou d'aucune partie du coût de l'ouverture d'une rue aucun propriétaire qui fera une cession gratuire de terrains à cette fin ;

14. Etablir des lignes de construction sur les rues, prohiber et règlementer la construction de bâtisses ou structures dans les limites circonscrites à partir des lignes ;

15. Instaler un système téléphonique municipal et l'exploiter ;

16. Prélever, par cotisation spéciale ou autrement, des deniers pour les améliorations mentionnées dans les articles 5639, 5641, 5646, 5647 et 5685 des S. R. Q., 1909, repartir la totalité ou une partie du coût en une seule somme ou par versements sur les propriétaires de biens-fonds sur l'un des côtés d'une rue ou route publique ou sur

dispense with requirement of payment of taxes for voting in such matters ;

m. To declare that the generality of the council's powers to pass by-laws shall not be deemed restricted by specific powers ;

n. Increasing the maximum tax to three per cent of the real value of immoveables and the maximum business tax or license fee to $500.;

o. Enabling the Court to appoint a sole arbitrator in default by any party to agree on a price, or to name an arbitrator in expropriation matters ;

p. To let, for commercial or other purposes, any municipal building or part not immediately required;

q. To authorize the council to make by-laws for the following purposes :

1. To appoint one or more boards or commissions from members of council or otherwise to supervise, regulate and control the location, height, shape and design of buildings and regulate and advise upon the development of the town ;

2. To regulate subdivisions and provide for their approval ;

3. To regulate and control plumbing, heating and electrical work ;

4. To control and regulate the location of hospitals, schools and charitable institutions, and to require a permit therefor, and to prohibit any such establishment ;

5. To regulate and restrict advertisements and prohibit them, except those by traders at their places of business ;

6. To regulate the location of gardens and prevent the accumulation of manure and refuse and provide for its disposal at the proprietor's expense ; to compel the destruction of noxious weeds and plants at the owner's expense, to license, regulate and prohibit the collection and storage of waste material and to provide for the destruction or utilization of garbage and refuse;

7. To buy, sell and deal in real estate in or outside of the town ;

8. To provide for the construction and operation of libraries, theatres, gymnasiums, athletic fields and places of amusement, entertainment and recreation ;

9. To compel the registration of births, marriages and deaths ;

10. To compel the use of lights and brakes on vehicles ;

11. To provide for affixing the signature of town officials and permit singing by stamp or lithograph ;

12. To allow payment of taxes semi-annually or quaterly and grant discounts for prepayment of taxes and other monies ;

13. To exempt from all or part of the cost of opening a street any proprietor making gratuitous cession of land therefor ;

14. To establish building lines on streets and prohibit or regulate the erection of buildings or structures within fixed distances from street lines ;

15. To instal and carry on a municipal telephone system ;

16. To raise, by special assessment or otherwise, monies for improvements mentioned in articles 5639, 5641, 5646, 5647 and 5685 R.S.Q., 1909, and to assess the whole or part of the cost in one sum or in instalments against proprietors of real estate on one or both sides of any street or public place or any section thereof, or in a

les deux, ou sur aucune section d'icelle, ou sur une étendue délimitée, si elle profite directement des travaux, le tout conformément à la partie antérieure ou à une autre base équitable, payer aussi aucun residu du coût avec le produit des émissions d'obligations avec les revenus ou avec d'autres deniers ; faire donner avis à chaque propriétaire concerné de la nature de l'amélioration ainsi que du montant du pourcentage ou du coût à être cotisé contre lui, recourir à l'arbitrage si la majorité des propriétaires concernés s'objecte à la cotisation spéciale, la sentence devant être finale, et, au cas où le coût fixé n'est pas diminué par cette sentence, ajouter les dépens de l'arbitage aux frais payables par ses protestataires, prélever une taxe spéciale sur les valeurs foncières seulement pour couvrir la part de la ville dans aucune telle amélioration ;

17. Dresser un ou plusieurs rôles de cotisation spéciaux pour ces travaux, en distrayant le coût d'aucune rue ou section, et faire un seul rôle pour la part de la ville dans des améliorations passées et présentes, pour prélèvement sur les valeurs foncières, donner avis et faire homologuer aucunes telles cotisations et cotisations additionnelles, faire aussi de toutes ces cotisations des réclamations prévilégiées avec intérêt à six pour cent ;

18. Acquérir aucun terrain nécessaire à aucunes telles fins ;

19. Avoir un mode équitable de cotisation pour les lopins ou terrains d'encoignure irréguliers de forme ou d'emplacement ;

20. Autoriser l'acquisition de terrains dans ou hors la ville, construire ou acquérir, fournir et maintenir aucunes bâtisses nécessaires et acquérir une plus grande étendue que celle requise, vendre le résidu et employer le produit de cette vente aux frais d'aucune amélioration ;

21. Autoriser la Cour supérieure à permettre la rectification d'aucune erreur dans aucune sentence arbitrale, aucun rapport ou rôle, faire un nouveau rôle de cotisation si le précédent est annulé, protéger les droits d'un acheteur d'aucun immeuble à l'encontre du vendeur, ou autrement, en rapport avec le nouveau rôle ou en rapport avec aucun acompte versé d'après le rôle précédent ;

22. Exiger l'amélioration ou la restauration des bâtisses vieilles ou de mauvaise apparence; démolir aucune structure ou construction qui viole les règlements, et percevoir le coût de ces travaux par privilège contre le propriétaire ;

23. Autoriser la confiscation d'aucun article vendu ou offert en vente en contravention du règlement ;

24. Déterminer la hauteur, la forme, l'architecture et la construction des bâtisses dans la cité ainsi que dans les divers quartiers ou rues ;

25. Contraindre les citoyens à contribuer à l'extinction des incendies ;

26. Inspecter et régler les sources, l'approvisionnement et la vente de la glace ;

27. Défendre la garde d'animaux ou oiseaux dangereux ;

28. Fermer aucune rue ou route publique et vendre le terrain sous réserve des droits aux dommages à être réglés par l'arbitrage ;

29. Faire nettoyer et arroser les rues, trottoirs, en percevoir le coût par privilège contre les propriétaires adjacents ;

30. Forcer les propriétaires de ruelles privées à les entretenir en état de propreté et réparation, en repartir le coût contre les propriétaires ou occupants, faire paver les ruelles publiques et privées, en repartir le coût contre les propriétaires adjacents, d'après leur façade ou d'une autre manière juste ;

fixed area, if directly benefited by the work, the whole according to frontage or other equitable basis, and to pay any balance of cost from the proceeds of bond issues or from revenues or other funds ; and to provide for notification to each proprietor affected of the nature of the improvement and of the amount of percentage or cost to be assessed against him, and to provide for arbitration if a majority of proprietors affected object to the special assessement, and that the award therein shall be final and, in case the cost fixed is not diminished by such award, to add the cost of arbitration to the costs payable by such objecting parties, and to provide for a special tax on land values only to meet the town's share of any such improvement ;

17. To make a special assessment roll or rolls for such work keeping separate the cost of any street or section, and to make one roll for the town's share of past and present improvements, for levy on land values only, and to provide for notice and homologation of any such assessments and for additional assessments therefor, and to make all such assessments privileged claims bearing interest at six per cent ;

18. To acquire any necessary land for any such purposes ;

19. To provide and equitable mode of assessment on corner lots or lands of irregular shape or location ;

20. To authorize the acquisition of lands inside or outside the town and to erect or acquire and furnish and maintain any buildings needed and to acquire a larger area than may be required, and to sell the balance and apply the proceeds towards the cost of any improvement ;

21. To authorize the Superior Court to permit the rectification of any error in any ward, report or roll, and to provide for a new assessment roll if a former roll is annulled, and to preserve the rights of a purchaser of any immoveable against the vendor, or otherwise, in respect of the new roll and of any payment made on account of the former roll ;

22. To compel the improvement or restoration of buildings out of repair or unsightly ; to demolish any work or construction in violation of the by-laws, and to collect the cost of any such work by privilege against the proprietor ;

23. To authorize the confiscation of any article sold or offered for sale in contravention of the by-law ;

24. To determine the height, shape, design and construction of buildings in the city and in various districts or streets ;

25. To provide for compelling citizens to assit in putting out fires ;

26. To inspect and regulate the sources, supply and sale of ice ;

27. To prohibit the keeping of objectionable animals or fowl ;

28. To close any street or public place and sell the land reserving rights in damages to be settled by arbitration ;

29. To provide for cleaning and watering streets, sidewalks, and to collect the cost by privilege against adjoining proprietors ;

30. To compel owners of private lanes to keep them clean and in repair and to assess the cost against the owners or occupants, and to provide for the paving of public and private lanes and assess the cost against adjoining proprietors, according to frontage or other equitable manner ;

31. Exiger que les citoyens permettent, sauf leur recours en dommages, que l'on pose sur leurs terrains et bâtisses des conduits, fils, tubes et autres appareils nécessaires ou utiles pour aucun système d'éclairage, de chauffage, d'aqueduc, de drainage ou autre service public ;

32. Faire l'évaluation des biens-fonds sans les bâtisses dans les cas d'évaluation des valeurs foncières, déterminer aussi la valeur réelle de la propriété, terrains et bâtisses compris, et autoriser la taxation des bâtisses appartenant à une seule personne, si elles sont situées sur le terrain d'une autre ou sur des terrains publics, et ne pas exiger que l'on réfère aux numéros cadastraux en faisant de ces bâtisses, logements de plein-pied ou résidences superposées ;

33. Autoriser la ville à payer le coût de l'obtention de la charte.

Montréal, le 14 novembre 1919.

Les avocats des requérants,

4339—47–5 WELDON & HARRIS.

Avis est par les présentes donné que Léon Gélinas, comptable, de la cité de Montréal, s'adressera, en sa qualité d'administrateur et exécuteur-testamentaire de la succession de feu Louis-Raymond Plessis-Belair, à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire étendre ses pouvoirs comme tel administrateur et exécuteur-testamentaire, pour la vente des biens meubles et immeubles de la succession, pour le partage définitif desdits biens entre tous les héritiers, pour obtenir un mode spécial d'assignation desdits héritiers, dans toutes procédures qui pourraient être intentées relativement au partage desdits biens ou à toutes autres questions concernant la dite succession, pour faire définir certaines clauses du testament et pour toutes autres fins.

Montréal, 15 novembre 1919.

Les avocats du requérant,

ST. GERMAIN, GUERIN

4351—47–4 & RAYMOND.

Province de Québec,
Ville de Longueuil.

Avis public est par le présent donné que la ville de Longueuil, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte (7 Ed. VII, et amendements) pour les objets suivants : définir les limites actuelles de son territoire ; faire, amender et abroger des règlements aux fins de faire payer le coût des pavages qui ont été faits dans les rues depuis l'année 1912, notamment sur les rues Saint-Thomas, chemin de Chambly, Guillaume, Saint-Jean, Saint-Laurent, Saint-Charles, Labonté, Grant, Queen, Saint-Sylvestre, Saint-Alexandre, Saint-Jacques, Lorne et Dufferin et ceux qui le seront à l'avenir dans la proportion de 50% par les propriétaires riverains suivant la dimension du terrain faisant face à la rue pavée ou à être pavée et 50% par une taxe spéciale générale payable par tous les propriétaires de terrains de la ville, suivant la valeur desdits terrains telle que portée au rôle d'évaluation en force, le coût du pavage des intersections de rues ainsi que les rues ou parties de rues riveraines aux terrains appartenant à la ville devant être payé au moyen de la taxe spéciale générale et, aux fins ci-dessus, pouvoir emprunter l'argent nécessaire et pourvoir au remboursement de tels emprunts ; déterminer l'effet de tels emprunts sur la dette de la ville ; pouvoir faire, amender et abroger des règlements pourvoyant à la réparation et entretien des rues et en faire payer le coût par les propriétaires au

31. To require persons to permit conduits, wires, tubes and other apparatus necessary or useful for any system of lighting, heating, water works, drainage or other public service to be placed on their lands and buildings, saving their recourse in damages ;

32. To provide for the valuation of lands exclusive of buildings in case of assessments for land values, and to define the real value of property comprising, land and buildings and to authorize the taxation of buildings belonging to one person, if situate on the land of another or on public lands, and to dispense with the reference to cadastral numbers when valuing such buildings or flats or superinposed dwellings ;

33. To authorize the town to pay the costs of obtaining the charter.

Montreal, 14th November, 1919.

WELDON & HARRIS,

4340—47–5 Solicitors for applicants.

Notice is hereby given that Leon Gélinas, accountant, of the city of Montreal, will, in his capacity of manager and testamentary executor of the estate of the late Louis-Raymond Plessis-Bélair, apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the purpose of having his powers as such administrator and testamentary executor extended, for the objcet of selling the moveable and immoveable assets of the estate, for the object of making a definite partition of the said assets between all the heirs, for the object of obtaining a special mode of summons of the said heirs, in all proceedings which may be taken concerning the partition of the said assets or concerning any other questios tions about said estate and finally, for the object of defining certain clauses of the will and for any other purposes.

Montreal, 15th November, 1919.

ST. GERMAIN, GUERIN

& RAYMOND,

4352—47–4 Attorneys for applicant.

Province of Quebec,
Town of Longueuil.

Public notice is hereby given that the town of Longueuil will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter (7 Ed. VII and amendments) for the following purposes : to define the present limits of its territory ; to make, amend and repeal by-laws to the effect of levying the costs of the paving work done in the streets since 1912, especially in Saint-Thomas, Chemin de Chambly, Guillaume, Saint-Jean, Saint-Laurent, Saint-Charles, Labonté, Grant, Queen, Saint-Sylvestre, Saint-Alexandre, Saint-Jacques, Lorne and Dufferin streets and the paving done in the future, in the proportion of 50% on adjacent proprietors according to the dimension of the lot fronting on the street paved and 50% by a general special tax payable by all the land owners of the town according to the value of their as entered in the valuation roll then in force, the cost of paving the crossings of streets as well as the streets or parts of streets contiguous to lands belonging to the town, to be paid by means of a general special tax, and for the above purposes, to be empowered to borrow the necessary funds and provide for the reimbursement of such loans ; to determine the effect of such loans on the town debts, to make, amend and repeal by-laws providing for the repair and maintenance of streets and to levy a special tax on property owners for the costs thereof ; to force property owners to keep in good order the

moyen d'une taxe spéciale ; pouvoir forcer les propriétaires à entretenir leur terrain vague en face de leurs bâtisses de la manière que le conseil le déterminera ; réduire le nombre des échevins à quatre à être élus par la majorité en nombre des électeurs de la ville et désigner les charges d'échevins par numéros ; pouvoir exproprier les lisières de terrain longeant la rue Saint-Charles et appartenant à la Fabrique de la paroisse de Longueuil et à la communauté des Sœurs des Saints-Noms de Jésus et de Marie, et à faire avec ceux-ci tout arrangement que le conseil jugera à propos pour éviter telle expropriation si possible ; pouvoir faire avec les intéressés, dans le cas d'élargissement, prolongation ou ouverture d'une rue, tout arrangement qu'elle croira utile et dans l'intérêt de cette ville ; réglementer les subdivisions de tout terrain situé dans ses limites ; réglementer ou défendre la suspension des fils conducteurs le long ou à travers toutes les rues, allées ou places publiques ; pourvoir aux moyens de permettre aux personnes dont les noms ont été omis de la liste électorale de voter ; d'annexer

(*a*) le territoire borné et désigné commesuit: au nord-est partie par le chemin public allant de Longueuil à Chambly, et partie par la ligne limitative sud-ouest de la ville, au sud-est par le chemin public connu sous le nom de chemin du Côteau Rouge, au sud-ouest par les Nos 140 et 155 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Antoine-de-Longueuil, et au nord-ouest par la ligne limitative sud-est de la ville de Longueuil ;

(*b*) le territoire borné et désigné comme suit: au nord-est par le ruisseau Saint-Antoine, au sud-est par le No 86 des mêmes plan et livre de renvoi susdits, au sud-ouest par le chemin de Chambly, au nord-ouest par le côté nord-ouest du chemin public connu sous le nom de chemin de Gentilly ;

lesquels deux territoires ci-dessus désignés comprennent les Nos suivants des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil: les numéros 82 et 83, partie des numéros 139, 138, 307, 135, 134, 133 et 85, les numéros de subdivision 1 à 227, inclusivement, du lot originaire 140, 1 à 333, inclusivement, du lot originaire 138, 1 à 139 inclusivement du lot originaire 137, 1 à 162, inclusivement, du lot originaire 136, 329 à 433, inclusivement, du lot originaire 135, 1, 2 et 3 du lot originaire 133, 1 à 384, inclusivement, du lot originaire 84 et 1 à 345, inclusivement, du lot originaire 85

(*c*) Le chemin de Chambly du chemin de Gentilly au chemin du Côteau Rouge.

(*d*) Le chemin du Côteau Rouge du chemin de Chambly à la ligne de division entre les Nos 139 et 140 du cadastre officiel de la paroisse de Longueuil, et d'obtenir de plus des pouvoirs plus étendus sur l'administration de la ville et pour d'autres fins.

Montréal, 19 novembre 1919.

MARTINEAU & JODOIN,

4457—47-4 Procureurs de la ville de Longueuil.

Avis est par le présent donné que John Lorne MacDougall, avocat, William Murdock, avocat, Henry Fitzsimons, ingénieur civil, Charles Watt, gérant d'assurances, et Bernad Moses, industriel, tous de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, solliciteront de la législature, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant en corporation une compagnie ferroviaire sous le nom de "The Bagotville Railway Company", avec pouvoir de construire, tracer et exploiter une ligne de chemin de fer à partir d'un endroit sur

vacant land in front of their budildings in the manner determined by the council ; to reduce the number of aldermen to four who shall be elected by the majority in number of the voters of the town and to designate the seats by numbers ; to expropriate strips of land along Saint-Charles street belonging to the Fabrique of the parish of Longueuil and to the Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, and to enter into any arrangement with them which the council may think fit to avoid such expropriation, if possible, to make with interested parties, in case of the widening, prolongation or opening of a street any arrangement which it may think proper and in the interest of the town, to regulate the subdivisions of any land situated within its limits ; to regulate or prohibit the suspension of transmission lines along or across any streets, alleys or public squares ; to provide means to enable persons whose names have been omitted from the voters' list to vote ; to annex

(*a*) The territory bounded and designated as follows : on the northeast, partly by the public road running from Longueuil to Chambly and partly by the southwest boundary line of the town ; on the southeast by the public road known under the name of "Chemin du Côteau Rouge"; on the southwest by the Nos. 140 and 155 of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de Longueuil and on the northwest by the southeast boundary line of the town of Longueiul ;

(*b*) The territory bounded and designated as follows : on the northeast by Saint-Antoine brook, on the southeast by the No. 86 of same aforesaid official plan and book of reference, on the southwest by the Chambly road, and on the northwest by the northwest side of the public road known by the name of Gentilly road ;

the two above described territories comprise the following numbers of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil: the numbers 82 and 83, part of the numbers 139, 138, 307, 135, 134, 133 and 85, the subdivision numbers 1 to 227, both inclusive, of original lot 140, 1 to 333, both inclusive of original lot 138, 1 to 139, both inclusive, of original lot 137, 1 to 162, both inclusive, of original lot 136, 329 to 433, both inclusive, of original lot 135, 1, 2 and 3 of original lot 133, 1 to 384, both inclusive, of original lot 84 and 1 to 345, both inclusive, of original lot 85

(*c*) Chambly road and Gentilly road to the Coteau Rouge road.

(*d*) Côteau Rouge road of the Chambly road to the divisional line between the Nos. 139 and 140 of the official cadastre of the parish of Longueuil, and to obtain extended powers for the administration of the town and for other purposes.

Montreal, 19th November, 1919.

MARTINEAU & JODOIN,

4458—47-4 Attorneys for the town of Longueuil

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, on behalf of John Lorne Macdougall, barrister, William Murdock, barrister, Henry Fitzsimons, civil engineer, Charles Watt, insurance manager, and Bernard Moses, manufacturer, all of the city of Ottawa, in the Province of Ontario, for an act to incorporate a railway company under the name of "The Bagotville Railway Comany " with power to construct, lay cut and operate a line of railway from a point

le chemin de fer Québec & Saguenay, à ou près de Nair's Falls, dans la province de Québec, de là dans une direction nord-est, par la route la plus praticable, jusqu'à un point dans ou près de la ville de Chicoutimi, dans la province de Québec ; pour aussi construire et exploiter des lignes télégraphiques et téléphoniques et prélever des droits pour leur usage ; développer, recevoir, transformer, transmettre, distribuer et fournir l'énergie ou la force électrique ou autre et disposer de l'excédant d'icelle, en percevoir des loyers et redevances ; construire, acquérir, affrêter, exploiter et disposer de navires à vapeur ou autres, de toute des- cription et nature, construire, acquérir et louer des gares terminales, des commodités, quais, docks, élévateurs, entrepôts et choses semblables, faire affaires comme agents-expéditeurs, propriétaires de quais et d'entrepôts, conclure aussi aucuns arrangements avec d'autres compagnies, spécialement pour louer, vendre ou céder la totalité ou d'aucune partie de ses chemins de fer, voies d'embranchement, extensions, droits, franchises et privilèges.

Daté à Montréal, ce dix-septième jour de novembre 1919.

Les avocats des requérants,
FLEET, FALCONER, PHELAN & BOVEY.

4481—47–4

Avis est par les présentes donné que la ville de Saint-Jérôme s'adressera à la législature de la province de Québec, à la prochaine session, proposera une loi amendant sa charte 1 Geo. V, chapitre 58 et amendements, à l'effet d'étendre le terme d'office du maire et des échevins actuellement en fonctions, en changeant la date des prochaines élections générales, concernant les sessions du Conseil, accordant une indemnité aux membres du Conseil, concernant la nomination des estimateurs, stipulant sur la qualification des électeurs municipaux, sur la forme du serment au bureau de votation, sur la voie et les places publiques, sur l'alignement des constructions, sur l'abattage public et privé des animaux, sur l'aide accordé aux institutions de charité et aux hôpitaux, sur les dépenses d'annonce de réception et de délégation, sur le taux de l'intérêt sur taxes et escompte, sur des taxes locales pour améliorations locales, sur le mode de prélever les taxes, sur le mode d'exproprier, sur la fermeture à bonne heure et pour toutes autres fins légales.

Saint-Jérôme, 19 novembre 1919.

Le procureur de la requérante,
CHS-ED MARCHAND.

4427—47–4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la ville de Grand'-Mère, pour l'adoption d'une loi revisant et refondant sa charte, l'érigeant en cité et amendant les lois générales ou spéciales, concernant les sujets suivants : continuation des droits, pouvoirs, règlements, résolutions, ordonnances, actes documents et droits acquis de la ville de Grand'-Mère ; limites territoriales de la cité et annexion de terrains adjacents ou contigus ; quartiers de la cité ; composition, séances et attributions du conseil et ses pouvoirs de règlementation ; élection et fonctions du maire et des échevins ; nomination et fonctions d'un gérant ; estimateurs et rôle d'évaluation ; permis, taxes et exemptions de taxes ; emprunt et conventions avec les compagnies installées dans la ville, et autres pouvoirs.

Le secrétaire-trésorier de la ville de Grand'Mère,
LOUIS BERUBE.

Grand'Mère, 15 novembre 1919. 4419—47-5

---

on the Quebec & Saguenay Railway at or near Nairn's Falls in the province of Quebec, thence in a northeasterly direction by the most feasible route to a point at or near the town of Chicoutimi in the Province of Quebec; also to construct and operate telegraph and telephone lines and to charge tolls for the use thereof ; to develop receive, transform, transmit, distribute and supply electric or other power and energy and to dispose of the surplus thereof, to collect rents and charges therefor ; to construct, acquire, charter, operate and dispose of steam or other vessels of every kind and description, and to construct, acquire and lease terminal stations, facilities, wharves, docks, elevators, warehouses and the like, and to carry on the business of forwarding agents, wharfingers and warehousemen, and to enter into agreements with other companies, and especially for leasing, selling or transferring the whole of its railway, branches, extensions, rights, franchises and privileges, or any part thereof.

Dated at Montreal, this seventeenth day of November, 1919.

FLEET, FALCONER, PHELAN & BOVEY,
Solicitors for applicants.

4482—47–4

Notice is hereby given that the town of Saint-Jérôme will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter, I Geo. V, chapter 58, and amendments by providing that the terms of office of the mayor and aldermen actually in office be extended, changing the date of the next election, dealing with the sessions of the council, with an indemnity to the members of the council, with denomination of valuators, with the qualifications of the municipal electors, with the form of oath at the poll, with the public streets and squares, with the laying out of a line for constructions, with public and private slaughtering, with the aid to charitable institutions and hospitals, with the expenses of reception and delegations, with the rate of interest and discount on taxes, with local taxes for local improvement, with the mode to levy taxes, with the mode of expropriation, with the early closing of stores and for other purposes.

Saint-Jerôme, 19th November, 1919.

CHS ED MARCHAND,
Attorney for petitioner.

4428—47–4

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the town of Grand'-Mère, for the adoption of a law revising and consolidating its charter ; its incorporation as a city and the amendment of the laws general and special concerning the following subjects : the continuation of the rights, powers, by-laws, regulations, ordinances, acts, documents and acquired rights of the town of Grand'Mère ; territorial limits of the city and annexation of adjoining or contiguous land ; wards of the city ; composition, meetings, privileges and prerogatives of the Council and its powers of regulation ; the election and powers of the mayor and the aldermen ; nomination and powers of a manager ; assessors and valuation roll ; permits, taxes and exemptions of taxes ; loan and agreements with the companies located in the town, and other powers.

LOUIS BERUBE.
Secretary treasurer of the town of Grand'Mère

Grand'Mère, 15th November, 1919. 4420—47-5

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Robert L. Brodie, François-Xavier Décarie et autres, cultivateurs, de la cité de Montréal, pour l'adoption d'une loi obligeant la cité de Montréal à évaluer pour une période définie et à une somme déterminée les terres en culture situées dans ladite cité ainsi que les bâtisses les déservant. Avis est de plus donné que lors de l'étude, devant la dite législature, du projet de loi de la cité de Montréal demandant des amendements à sa charte, semblable demande sera aussi faite par voie d'amendement à cedit dernier projet de loi et pour autres fins.

Les procureurs des requérants,
ALPHONSE DECARY.

Montréal, 18 novembre 1919. 4431—47-4

Province de Québec, district de Montréal.

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville Laval-de-Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'ffet d'amender sa charte, la ratification des contrats passés entre la ville et les compagnies "Gold Medal Broom & Brush Co., Ltd & Montreal Cereal & Milling Co, Ltd", certains pouvoirs relativement aux privilèges qu'elle a accordés à ses industries et pour divers autres objets.

Laval-de-Montréal, 19 novembre 1919.

Le procureur de la ville Laval-de-Montréal,
4439—47-4 (Signé) JOSEPH JEAN.

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à la prochaine session, par Michael James McLaughlin, gérant ; Wm Harnett Hodgson, manufacturier, et Joseph Murphy, gérant, de Montréal, pour incorporer une compagnie sous le nom de "The Guarantee Title Bond & Trust Corporation of Canada", ayant son siège principal d'affaires dans la cité de Montréal, au capital de $1,000,000.00 avec pouvoirs d'agir comme tuteur, subrogé-tuteur, curateur aux biens, liquidateur, auditeur, receveur, conseil judiciaire, gardien judiciaire, sequestre, exécuteur testamentaire, syndic, dépositaire, fiduciaire pour toute personne ou corporation, administrateur de successions ou de biens mobiliers ou immobiliers, agent ou mendataire de toutes manière possibles, de construire, administrer, louer, acheter ou vendre des immeubles pour elle-même ou pour autrui, de placer ses capitaux ou ceux d'autrui sur meubles ou immeubles ou sur garanties mobilières ou immobilières, de garantir les titres à toute propriété mobilière ou immobilière, de garantir toute personne voulant devenir ou étant propriétaire de propriété mobilière ou immobilière, contre toute perte, poursuite, réclamation, etc., à raison de l'insuffisance ou de l'imperfection de titres ou de l'existence de charges, de garantir la validité des prêts hypothécaires ou autres, ou l'émission de débentures, et le remboursement des capitaux ainsi investis et le paiement de leurs intérêts, de garantir tous placements faits par la compagnie pour autrui, de garantir la fidélité des employés, de se porter caution judiciaire ou de toute autre manière, d'acheter ou vendre, soit pour elle-même ou pour d'autres, des actions, débentures ou autres garanties de compagnies et d'investir ses capitaux dans d'autres corporations ou compagnies, ou aussi d'exercer ses pouvoirs de manière à augmenter son capital aux conditions qui pourront être

Notice is given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by Robert L. Brodie, François-Xavier Decarie and others, of the city of Montreal, farmers, for the adoption of a law obliging the city of Montreal to value for a definite period and at a definite amount, the lands under cultivation situated within the said city, as also the buildings in use thereon for the said purposes. Notice is further more given that when the bill of the city of Montreal asking for certain amendments to its charter shall come for examination before the Legislature, similar request shall also be made by way of amendment to this latter bill and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for petitioners.

Montreal, 18th November, 1919. 4432—47-4

Province of Quebec, district of Montreal.

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Laval de Montréal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to amend its charter, to ratify the contracts passed between the town and the companies Gold Medal Broom & Brush Co, Ltd, and Montreal Cereal & Milling Co, Ltd, and to obtain certain powers respecting the privileges it has granted to the above companies and for other purposes.

Laval-de-Montreal, 19th November, 1919.

JOSEPH JEAN,
4440—47-4 Attorney for the town of Laval-de-Montreal.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by Michael James McLaughlin, manager ; Wm Harnett Hodgson, manufacturer, and Joseph Murphy, manager, of Montreal, for the incorporation of a company under the name of "The Guarantee Title Bond & Trust Corporation of Canada", with chief place of business at Montreal, and a capital of $1,000,000.00 with powers to act as tutor, subrogate-tutor, curator to property, liquidator, auditor, receiver, judicial adviser, judicial guardian, sequestrator, testamentary executor, assignee, depositary, trustee for any person or corporation, administrator of estates or of moveables or immoveables, agent or mendatory in all possible manners, to construct, administer, rent, buy or sell immoveables for itself or others, to invest its capital or those of others upon moveables or immoveables, or upon moveable or immoveable guarantees, to guarantee the titles to any moveable or immoveable property, to guarantee any person wishing to become or being proprietor or moveable or immoveable property against any lost, law-suit, claim, etc., by reason of the insufficiency or imperfection of titles, or of the existence of charges, or liens, to guarantee the validity of hypothecary loans or others, or the issue of debentures, and the reimbursement of the sums so invested and the payment of their interest, to guarantee all investments made by the company for others, to guarantee the fidelity of employees, to become judicial surety in any other manner, to buy or sell, either for itself or others, shares, debentures or other guarantees of companies, and to invest its capitals in other corporations or companies, and also to exercise its powers in such a manner as to augment its capital upon conditions which may be determined, and to acquire any other privileges which are habitually

arrêtées, et tels autres droits privilèges qui sont habituellement octroyés aux compagnies du même genre, et pour autres fins.

Montréal, 18 novembre 1919.

Le procureur des requérants,

4433—47-4 ALPHONSE DECARY.

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour définir les droits et obligations de la compagnie des tramways de Montréal, relativement à la construction et à l'entretien des égoûts dans la cité de Monréal, et les autres municipalités où s'étend son réseau ; amender les lois spéciales et générales à cet égard ; et autres fins.

Montréal, 15 novembre 1919.

PATRICK DUBEE,
Secrétaire-trésorier.

4475—47-4 La compagnie des tramways de Montréal.

Avis est par le présent donné que "The Lièvre Valley Power Traction and Manufacturing Company," sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant sa charte, 58, Victoria, chapitre 68 et 5 Edouard VII, chapitre 62, pour permettre à la compagnie de construire si on le croit judicieux, un chemin de fer de petite largeur ; ratifier certains actes de la compagnie; autoriser d'autres actes ; amender les articles des Statuts revisés de Québec applicables à ladite compagnie, prolonger le temps alloué pour compléter la voie ferrée de la corporation."

Buckingham, le 19 novembre 1919.

Les avocats de la requérante,

4477—44-4 AYLEN & AYLEN.

Avis est par le présent donné que la "Industrial Life Insurance Company", de Québec, s'adressera à la prochaine session de la législature pour faire amender sa charte dans le but d'augmenter ses pouvoirs pour le placement des fonds de la compagnie et indiquer de quelle manière devront être évaluées ses polices d'assurance.

Le gérant-général,

4487—47-4 E. P. PAYETTE.

Jean Chauvin, étudiant-en-droit, donne par les présentes avis qu'il s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour régulariser sa clérícature ainsi que pour l'autoriser à se présenter aux examens d'admission à la pratique du droit et à pratiquer comme avocat aussitôt après avoir subi tels examens.

Les avocats du requérant,

4495—47-4 MURPHY, GOUIN & PARENT.

Montréal, 19 novembre 1919.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la ville de Lachute, dans le comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, province de Québec, incorporée en ville par le statut 48 Victoria, chapitre 72, 1885, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte.

Lachute, 20 novembre 1919.

Le procureur de la Corporation de la ville de Lachute,

4489—47-4 L.-L. LEGAULT.

Avis public est par le présent donné que la corporation du village de Lennoxville sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant ledit village en corporation de ville, sous

granted to companies of the same nature, and for other purposes.

Montreal, 18th November, 1919.

ALPHONSE DECARY,

4434—47-4 Attorney for petitioners.

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to determine the rights and obligations of Montreal Tramways Company, with regard to its contribution to the construction and maintenance of sewers in the city of Montreal and other municipalities to which its lines extend; to amend accordingly all laws general and special to that effect ; and for other purposes.

Montreal, 15th November, 1919.

PATRICK DUBEE,
Secretary-treasurer.

4476—47-4 Montreal Tramways Company.

Notice is hereby given that "The Lievre Valley Power Traction and Manufacturing Company" will make application at the next session of the Legislature of the Province of Quebec for an act to amend its charter, 58 Victoria, chapter 68 and 5 Edward VII, chapter 62, and to permit the company, if thought advisable, to build a narrow-gauge railway; to ratify acts of the company; to authorize other acts; to change the articles of the revised Statutes of Quebec applicable to said Company, and to extend the time for the completion of the railway of the company.

Buckingham, 19th November, 1919.

AYLEN & AYLEN,

4478—47-4 Attorneys for applicant.

Notice is hereby given that the "Industrial Life Insurance Company", of Quebec, will present a request to the next session of the Legislature for the purpose of increasing its powers for the investment of the company's funds and of indicating the manner in which ts insurance policies may be valued.

E. P. PAYETTE,

4488—47-4 General manager.

Jean Chauvin, student-at-law, hereby given notice that he will apply to the Legislature oof Quebec, at its next session, for an act to regulate his clericature and to authorize him to undergo his examinations of admission to the practice of law and to practise as advocate immediately after the passing of such examinations.

MURPHY, GOUIN & PARENT,

4496—47-4 Solicitors for applicant.

Montreal, 19th November, 1919.

Public notice is hereby given that the Lachute town Corporation, in the county of Argenteuil, district of Terrebonne, Province of Quebec, duly incorporated into a town by the statute 48 Victoria, chapter 72, 1885, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend its charter.

Lachute, 20th November, 1919.

L. L. LEGAULT,
Attorney for the Lachute town Coporation.

4487—47-4

Public notice is hereby given that the corporation of the village of Lennoxville will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, for an Act incorporating said village as a town, under the provisions of the cities and towns

l'empire des dispositions de la loi des cités et villes, avec dispositions spéciales relativement à ce qui suit :

L'époque de la tenue des premières élections générales; faire de la municipalité en un seul quartier le remplacement par le conseil des personnes cessant d'exercer les fonctions de maire et d'échevin, l'octroi du droit de vote aux corporations et personnes qui ont des arrérages de taxes; la manière de voter et l'endroit où voter; la construction et l'entretien d'aqueducs, avec droit d'imposer une taxe spéciale aux propriétaires de tous immeubles pour ouvrage s'y rapportant, ainsi que la manière de percevoir cette taxe; l'obligation pour les propriétaires de payer pour la distribution de l'eau par les tuyaux de rues; considérer les taxes d'eau et loyers d'hydromètres comme étant une créance privilégiée, tel que pour les cotisations, taxes et loyers dont le propriétaire sera redevable; contracter un emprunt de $75,000.00 pour travaux d'aqueducs, imposer à certaine propriété, exempté en vertu de l'article 5729, des taxes spéciales, et pour autres fins.

Daté, le 19 novembre 1919.

Les avocats de la corporation du village de Lennoxville.

FRASER, RUGG & MIGNAULT.

Sherbrooke, P.Q. 4467—47–4

Act, with special provisions relating to the following :

Time of holding of first general elections, division of the municipality into one ward; the replacing of vacancies in the offices of the mayor and aldermen by the council; the giving of the right to vote unto corporations and persons in arrears for taxes; the manner and place of voting; construction and maintenance of waterworks, including the right of impose a special tax on the owners of all immoveable property for construction in connection therewith, and the manner of collection of such tax, the owners and occupant shall pay for the distribution of water from the street mains; making water rates and meter rentals a privileged claim in the same nmaner as taxes, and for which the owner will be liable, providing for the borrowing of $75,000.00 for water-works, providing that certain property exempt under article 5729 shall pay special taxes, and for other purposes.

Dated, 19th November, 1919.

FRASER, RUGG & MIGNAULT,

Solicitors for the corporation of the village of Lennoxville.

Sherbrooke, P. Q. 4468—47–4

ŒUVRE ET FABRIQUE DE SAINT-IRÉNÉE, MONTRÉAL

Avis est par les présentes donné que les curé et marguilliers de l'Œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Irénée, de Montréal, dit diocèse, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'il soit dérogé à la loi générale concernant les fabriques, en permettant à ladite fabrique d'emprunter, pour un terme de quarante (40) ans, une somme de cent vingt mille (120,000) piastres et de prélever, pour le remboursement dudit emprunt tant en capital qu'en intérêts, une cotisation ne devant pas excéder vingt ($0.20) centins par cent ($100) piastres, annuellement, sur les immeubles de ladite paroisse appartenant à des catholiques résidants ou non.

Pour les pétitionnaires :

Les procureurs,

4503—48–4 BASTIEN & LAMARRE.

ROMAN CATHOLIC PARISH OF SAINT IRENEE, MONTREAL.

Notice is hereby given that the rector and trustees for the Roman Catholic Parish and Fabrique of Saint-Irénée, in the diocese of Montreal, will present, at the next sitting of the Quebec Legislature, a petition to the effect that, notwithstanding the general law concerning parishes and churches, there be enacted a law authorizing them to borrow the sum of one hundred and twenty thousand ($120,000) dollars for a period of forty (40) years and to levy and raise, for the payment of capital and interests on said loan, an annual assessment not exceeding twenty ($0.20) cents per one hundred ($100.) dollars, on the lands and immoveable properties situated in the said parish and owned by Roman Catholics, whether residents or not.

BASTIEN & LAMARRE,

4504—48–4 Solicitors for the said petitioners.

Avis est par les présentes donné que Emile Galibert, manufacturier ; Gonzalve Desaulniers, avocat ; Paul Villard, médecin ; François de Martigny, médecin; André Brisset des Nos, médecin ; Paul Seurot, ingénieur civil ; J.-Antonio Beaudry, journaliste ; Joseph-Avila Bourcier, marchand ; Adolphe-L. Caron, manufacturier ; Arthur Decary, négociant ; Jules-A. Gallat, négociant ; Louis A. Herdt, ingénieur ; Raoul Vennat, négociant, tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la prochaine Législature pour obtenir l'incorporatioy d'un hôpital intitulé : "Hôpital Français", dont le but est d'admettre les personnes malades, de donner des avis médicaux et des médicaments aux indigents, de donner des secours aux personnes qui les demanderont à la suite d'accidents subis, et dans le but de demander d'autres privilèges qui ne sont pas incompatibles avec la présente demande.

Montréal, 18 novembre 1919.

Les procureurs des requérants,

DESAULNIERS & DESAULNIERS.

4507—48–4

Notice is hereby given that Emile Galibert, manufacturer ; Gonzalve Desaulniers, advocate ; Paul Villard, physician, Francois de Martigny, physician ; André Brisset des Nos, physician;, Paul Seurot, civil engineer ; J. Antonio Beaudry, journalist ; Joseph Avila Bourcier, merchant ; Adolphe L. Caron, manufacturer ; Arthur Décary, trader ; Jules A. Gallat, trader ; Louis A. Herdt, engineer ; Raoul Vennat, trader, all of the city and district of Montreal, will apoly to the next Legislature in the purpose of obtaining hospital whose name will be "Hôpital Français", the purposes for which incorporation is sought by the petitioners are : to admit sick persons, to give medical advices and medicaments to poor people, to give assistance to injured people who will ask for it, and to demand other privileges which are not incompatible with the present petition.

Montreal, November 18th, 1919.

DESAULNIERS & DESAULNIERS,

4508—48–4 Attorneys for petitioners.

Avis est donné que demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la constitution en corporation de la "Compagnie de chemin de fer de colonisation de Québec", avec pouvoir de construire et exploiter un chemin de fer à partir d'un point à ou près de Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, dans une direction sud-ouest à un point sur le chemin de fer Canadien du Pacifique à ou près de Maniwaki, dans le comté d'Ottawa, et passant à travers les cantons ou quelques-uns des cantons de Campbell, Kiamika, Dedley, Pope, Robertson, Bouthillier, Kensington, Cameron, Wabassee, Aumond, Egan, Maniwaki and Bouchette, et en partie à travers un territoire non organisé ; de là vers l'ouest dans la direction du Lac Expanse et du Lac des Quinze à un point sur la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique à ou près de Témiscamingue, et passant à travers les cantons ou quelques-uns des cantons de Maniwaki, Egan et Bouchette, en partie à travers un territoire non organisé et en partie à travers les cantons ou quelques-uns des cantons de Delbreuil, Devlin, Brodeur, Latulipe, Baby, Guigues, Gaboury, Laverlochère, Duhamel, Guay, Laperrière, Fabre, Bruchési, Shehyn et Mazenod, dans le comté de Pontiac, et de là dans une direction sud-est à travers les cantons de Tabaret, Mercier et Gendreau ; en outre, avec pouvoir de construire et exploiter un chemin de fer à partir d'un point à ou près de la rivière Coulonge, dans le comté de Pontiac, dans une direction nord à un point sur le chemin de fer National Transcontinental à ou près de Nottaway, et passant en partie à travers un territoire non organisé et en partie à travers les cantons ou quelques-uns des cantons de Vauquelin, Tiblemont et Senneterre, et de là dans une direction nord passant en partie à travers les cantons ou quelques-uns des cantons de Senneterre, Dollard, Courville, Montgay, Brassier, Ducros, Lestres, Bartouille, Josselin, Laas, Tonnancour et partie à travers un territoire non organisé jusqu'à un point de la rivière Bell ou près d'icelle, au nord du Lac Shabogama, le tout avec les raccordements et embranchements nécessaires ; ledit chemin de fer devant être en tout ou en partie à vapeur ou à l'électricité ; d'autoriser ladite compagnie à acquérir et exploiter des vaisseaux et bateaux, et à acquérir et exploiter des forces hydrauliques et électriques, concessions forestières, droits de pêche, permis et brevets, scieries, fabriques de pulpe et papier, mines, minerais et produits tirés de l'argile, et d'exercer tous les commerces s'y rapportant, et pour d'autres fins.

Montréal, 21 novembre 1919.

Les pocureurs desr requérants,
DESSAULLES, GARNEAU, DESY &
LORRAIN.

4505—48-4

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for a charter of incorporation of a company under the name of "Quebec Colonization Railway Company", with power to build and operate a railway line from a point at or near Mont-Laurier, in the county of Labelle, in a south westerly direction to a point on the Canadian Pacific Railway at or near Maniwaki, in the county of Ottawa, and running through the townships or any of the townships of Campbell, Kiamika, Dudley, Pope, Robertson, Bouthillier, Kensington, Cameron, Wabassee, Aumond, Egan, Maniwaki and Bouchette, or partly through unorganized territory ; thence from a point at or near Maniwaki and westerly in the direction of Lake Expanse and Lac des Quinze to a point on the Canadian Pacific Railway ar or near Temiscaming, and partly running through the townships or any of the townships of Maniwaki, Egan and Bouchette, partly through unorganized territory and partly through the townships or any of the townships of Delbreuil, Devlin, Brodeur, Latulipe, Baby, Guigues, Gaboury, Laverlochère, Duhamel, Guay, Laperrière, Fabre, Bruchési, Shehyn and Mazenod, in the county of Pontiac, and thence in a south easterly direction through the townships of Tabaret, Mercier and Gendreau; and further to build and operate a railway line from a point at or near the Coulonge river, in the county of Pontiac, in a northerly direction to a point on the National Transcontinental Railway at or about Nottaway, partly running through unorganized territory and partly through the townships or any of the townships of Vauquelin, Tiblemont and Senneterre, and from the said point at or near Nottaway in a northerly direction, partly running through the townships or any of the townships of Senneterre, Dollard, Courville, Montgay, Brassier, Ducros, Lestres, Bartouille, Josselin, Laas, Tonnancour, and partly through unorganized territory to a point at or near the Bell River, north of Lake Shabogama, the whole with the necessary connecting lines and branches ; such railway lines to be operated wholly or partly by steam or electricity ; to authorize such company to own and operate ships and boats ; to acquire, develop and operate water and electric powers, timber limits, fishing rights, licenses and patents, saw mills, pulp and paper milles, mines, ores and clay products, and to carry on all trades and businesses in connection therewith, and for other objects.

Montreal, 21st November, 1919.

DESSAULES, GARNEAU, DESY &
LORRAIN,
Attorneys for applicants.

4506—48-4

Avis public est par le présent donné que le révérend William MacMillan, le révérend Télesphore Roy et le révérend James F. Belford, tous de la ville de Richmond ; le révérend Galen H. Craik, du canton Melbourne, dans la province de Québec, membres du clergé ; Marcus-G. Crombie, bourgeois ; James Smillie, bourgeois ; Ernest L. Hall, marchand ; Albert S. Raimback, banquier ; George J. Alexander, agent d'assurances ; William J. Irwing, régistrateur ; Percy-C. Duboyce, notaire public ; Arthur V. Glassey, secrétaire-trésorier ; William E. McIver, maître-de-postes, tous de la ville de Richmond, dans la dite province ; Edward C. Atkinson, marchand, l'honorable Walter G. Mitchell, trésorier de la province ; Robert G. Dunbar, cultivateur, tous du canton Melbourne, dans ladite province ;

Public notice is hereby given, that the reverend William MacMillan, Reverend Telesphore Roy and the Revered James F. Belford, all of the town of Richmond, and the reverend Galen-H. Craik of the township of Melbourne, in the Province of Quebec, clergymen ; Marcus-G. Crombie, gentleman ; James Smillie, gentleman ; Ernest L. Hall ; merchant, Albert S. Raimbach, banker ; George J. Alexander, insurance agent ; William J. Ewing registrar ; Percy C. Duboyce, notary public ; Arthur V. Glassey, secretary-treasurer ; William E. McIver, post master, all of the town of Richmond, in said Province ; Edward C. Atkinson, merchant ; Honourable Walter G. Mitchell, Provincial Treasurer; Robert G. Dunbar, farmer, all of the township of Melbourne, in said province ; Thomas Torrance, lumber manufac-

Thomas Torrance, manufacturier de bois, du canton Melbourne ; Stephen Smith, cultivateur, du canton cleveland ; et Theodore Tanner, comptable, de la ville de Richmond, solliciteront l'adoption d'une loi constituant en corporation eux-mêmes et les autres personnes qui s'assucieront à eux plus tard, sous le nom de "The Wales Home", qui aura son siège social et opèrera dans ouprès du canton Melbourne, dans la province de Québec, aux fins de recevoir, prendre soin et entretenir les personnes âgées protestantes désirant être reçues, entretenues et traitées dans ledit asile, conformément aux prescriptions à être établies par les règlements de ladite corporation, pour aussi prendre soin des personnes qui pourront devenir malades durant leur séjour à l'asile, leur donner les soins et le traitement disponiales, avoir le droit de détenir et posséder des immeubles, ainsi que tous les autres pouvoirs qui seront nécessaires à la réalisation de l'objet susmentionné.

Daté à Richmond, ce 18 novembre 1919.

Les avocats des requérants,
4521—48–4 WELLS, WHITE & LYNCH.

turer, of the township of Melbourne ; Stephen Smith, farmer, of the township of Cleveland ; and Theodore Tanner, accountant, of the town of Richmond, will apply for an act to incorporate them and others who may thereafter be associated with them, under the name of "The Wales Home", which will have its situation and carry on its work in or near the township of Mlbourne, in the Province of Quebec, to receive, care for and maintain old people who are Protestants and who are desirous of being admitted, maintained and cared for in said Home, in accordance with the regulations to be provided for by the by-laws of the said corporation, and the caring of such people as may fall sick while in the home, and provide for them such nursing and care only as may be available, and to have the right to hold and posses real estate, with such other powers as may be necessary for the carrying out of the above mentioned object.

Dated at Richmond, this 18th day of November, 1919.

WELLS, WHITE & LYNCH,
4522—48–4 Attorneys for petitioners.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la "Loi concernant la succession de feu John Pratt" savoir : 1 Edouard VII, ch. 94, de la province de Québec et ses amendements, pour : autoriser les exécuteurs-testamentaires et administrateurs de la succession à payer une rente additionnelle à chacun des enfants du dit John Pratt en à avancer à chacun des petits enfants du dit feu John Pratt, et dans le cas de décès d'aucun d'eux à leurs descendants un montant additionnel sur leur part d'héritage et pour les autoriser à payer, à même la succession du dit feu John Pratt, les frais encourus par le procureur chargé de faire passer la présente loi.

Montréal, 20 novembre 1919.

Le procureur,
4509—48–4 ALFRED CINQ-MARS.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend the "Act respecting the estate of the late John Pratt" namely : 1 Edward VII, ch. 94, of the Province of Quebec and amendments thereto, to authorize the testamentary executors and administrators of the estate to pay an additional rent to each of the children of said John Pratt and to advance to each of the grand children of said late John Pratt, and in the event of the death of any of them to their descendants one additional amount out of their share of the estate and to authorize the payment, out of the funds of the estate of said late Johnd Pratt, of the costs incurred by the attorney charged with the passing of the present law.

Montreal, 20th November, 1919.

ALFRED CINQ MARS,
4510—48–4 Attorney.

Avis est donné que Philéas Cantin, notaire, Albert Demers avocat, Henri Bray gérant, Eugène Tanguay, gérant, et Léon Casgrain, avocat, tous de la cité de Québec, s'adresseront à la législature à sa prochaine session, pour qu'ils soient incorporés sous le nom de "Le Soleil, limitée" avec outre les pouvoirs généralement accordés à une compagnie de publication et d'éditeurs, ceux d'exploiter des limites à bois et des pouvoirs d'eau, manufacturer le papier et acheter les propriétés et l'achalandage de l'entreprise commerciale actuellement exploitée par la compagnie de publication "Le Soleil", Limitée, et pour autres fins.

Québec, 22 novembre 1919.

Pour les requérants,
4527—48–4 PHILEAS CANTIN.

Notice is hereby given that Philéas Cantin, notary, Albert Demers, advocate, Henri Bray, manager, Eugène Tanguay, manager, and Léon Casgrain, advocate, all of the city of Quebec, will apply to the Legislature at its next session for an act incorporating them under the name of "Le Soleil, Limitée", with besides the powers generally granted a publishing and editing company, the powers to deal in timber limits and water powers, manufacture of paper and take over as a going concern the enterprise of La Compagnie de Publication Le "Soleil", Limitée, and for other purposes.

Quebec, 22nd November, 1919.

PHILEAS CANTIN,
4528—48–4 For the petitioners.

PAROISSE DE SAINT-AUGUSTIN

Avis public est par les présentes donné que le curé et les marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Augustin, dans la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une législation spéciale touchant les matières suivantes :

Constitution du curé et des marguillers en office et leurs successuers en corporation distincte, sous le nom de "Les Syndics de la paroisse de Saint-Augustin", avec pouvoirs usuels des

PARISH OF SAINT-AUGUSTIN

Public notice is hereby given that the curé and churchwardens of l'œuvre et fabrique of the parish of Saint-Augustin, in the city of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for special legislation relating to the following matters :

The formation of the curé and churchwardens for the time being and their successors as a distinct corporation, under the name of "Les syndics de la paroisse de Saint-Augustin" with the ordi-

syndics ; pouvoir d'emprunter une somme n'excédant pas $200,000.00 ; modes d'emprunt à longue et à courte échéance et dispense de prélèvement de fonds d'amortissement pour emprunts temporaires (art. 4353 S. R. P. Q., 1909) ;prélèvement de cotisation pour les fins de l'emprunt et dérogation à l'article 4335 S. R. P. Q., 1909 ; substitution des curé et marguilliers aux syndics après reddition de compte finale.

Montréal, 21 novembre 1919.

Les procureurs des requérants,
4529—48–4 BEIQUE & BEIQUE.

Avis est par les présentes donné que Mesdemoiselles Alice Martel, en religion sœur Marie-Jésus-Hostie, Corinne Boudreault, en religion Sœur Sainte-Agnès, Marie-Calixte Boily, en religion Sœur Marie de l'Eucharistie, Sara Brassard, en religion Sœur Marie-Salomé, Adélia Plourde, en religion Sœur Saint-Louis-de-Gonzague, toutes de la ville de Chicoutimi, s'adresseront à la prochaine session de la Législature de Québec, pour obtenir un bill intitulé "Loi constituant en corporation l'Orphelinat Apostolique de la Malbaie" laquelle corporation aura son siège social à la Malbaie, et dont le but sera de voir à l'instruction et à l'éducation de la jeunesse; créer et maintenir de nouveaux orphelinats, en tous lieux, dans la province de Québec, et pour des fins d'éducation et d'instruction ;établir des métiers et des industries agricoles, ménagères ou autres, et en vendre les produits au profit de ces œuvres, avec le droit de posséder des meubles et immeubles pour les fins ci-haut mentionnées et les autres pouvoirs nécessaires au maintien et au développement de leur établissement.

Québec, 20 novembre 1919.

Les procureurs des requérants,
4541—48–4 DEMERS & DEMERS.

Avis public est, par les présentes, donné que les soussignés s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale dérogeant aux règles de la prescription décrétée par la charte de Montréal, et par toute autre loi, dans le cas du changement de niveau des rues dans le quadrilatère formé par les rues Hochelaga, Nolan, Désery et Valois, et pour autres fins.

Montréal, 25 novembre 1919.

Les exécuteurs testamentaires,
Succession J. BARSALOU,
HECTOR BARSALOU,
GERALD BARSALOU,
4543—48–4 C. BOURDON.

Théode Bussière, cultivateur ; Charles Laganière, cultivateur ; Alfred Villeneuve, cultivateur ; Bruno Fraser, marchand, et Joseph-S.-N. Turcotte, notaire, tous de Normandin, s'adresseront à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant en corporation une compagnie ferroviaire sous le nom de "La Compagnie du chemin de fer des fermiers de Normandin", pour construire, exploiter une voie ferrée à travers ou près les cantons Roberval, Ashuapmouchouan, Demeules, Dufferin, Normandin, Girard, Albanel, Racine Dolbeau jusqu'à Péribonka, et de là se dirigeant vers le sud-est jusq'à la rivière Saguenay à Saint-Fulgence ou près de cet endroit, à eau profonde, et demanderont aussi tous les pouvoirs nécessaires pour l'accomplissement de ces fins.

Roberval, 24 novembre 1919.

Le procureur des requérants,
4571—48–4 ARMAND BOILY, avocat.

---

nary powers of trustees ; power to borrow a sum not exceeding $200,000.00 ; mode of borrowing for long and short terms and dispensation from raising a sinking fund in case of temporary loans (art. 4353 R. S. P. Q., 1909) ; act of assessment for the purposes of the loan and derogation to article 4335 R. S. P. Q. 1909 ; substitution of the curé and churchwardens to the trustees after a final rendering of account.

Montreal, 21st Nobemver, 1919.

BEIQUE & BEIQUE,
4530—48–4 Attorneys for petitioners.

Notice is hereby given that Alice Martel, in religion Sister Marie Jesus-Hostie, Corinne Boudreault, in religion Sister Saint-Agnès, Marie Calixte Boily, in religion Sister Marie de l'Eucharistie, Sarah Brassard, in religion Sister Marie Salomé, Adélia Plourde, in religion Sister Saint-Louis de Gonzague, all domiciled in the city of Chicoutimi, will pray the Legislative Assembly, at its next session, for the adoption of a law to constitute them in corporation under the name of "L'Orphelinat Apostolique de la Malbaie", which corporation shall have its seat of business at La Malbaie, for the purpose to helping to the instruction and education of the youth, to create and maintain new orphanage, in every place, in the Province of Quebec, and for educational ends, establish and maintain agricultural industries and sell their products for the benefit of the poor, and with the right to own moveables and immoveables for the above purposes with other necessary powers for the maintenance and development of their establishment.

Quebec, 20th November, 1919.

DEMERS & DEMERS,
4542—48–4 Solicitors for applicants.

Public notice is hereby given that the undersigned shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law derogating to the rules of prescription enacted by the charter of the city of Montreal, or by any other law, in the case of alteration of level in the streets, in the quadrilateral formed by Hochelaga, Nolan, Desery and Valois streets, and for other purposes.

Montreal, 25th November, 1919.

Estate J. BARSALOU,
HECTOR BARSALOU,
GERALD BARSALOU,
C. BOURDON,
4544—48–4 Testamentary executors.

Théode Bussière, farmer ; Charles Laganière, farmer ; Alfred Villeneuve, farmer ; Bruno Fraser, merchant, and Joseph S. N. Turcotte, notary, all of Normandin, are asking the Provincial Legislature, at its next session, for the adoption of a law to incorporate a railway company under the name of "La Compagnie du chemin de fer des fermiers de Normandin" to construct and operate a railway line across or near the townships Roberval, Ashuapmouchouan, Dmeules, Dufferin, Normandin, Girard, Albanel, Racine and Dolbeau as far as Péribonka, and from there going towards the south-east direction as far as the Saguenay river, at Saint Fulgence or near that place, at deep water, and will also ask for all the necessary powers for the accomplishment of the above purposes.

Roberval, 24th November, 1919.

ARMAND BOILY, advocate,
4572—48–4 Attorney for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que Jean-Baptiste Desrochers agent, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins de constituer en corporation "Le Crédit International du Canada," avec les pouvoirs afférant aux compagnies de fidéicommis, et certains autres pouvoirs spéciaux.

Montréal, 25 novembre 1919.

4545—48-4 J.-B. DESROCHER.

Public notice is hereby given that Jean-Baptiste Desrochers, agent, of the city and district of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the purposes of incorporating the "International Trust of Canada" with the powers appertaining to trust companies, and with other special powers.

Montreal, 25th November, 1919.

4546—48-4 J. B. DESROCHERS.

Avis est par le présent donné que Daniel Prescott Mowry, de la cité de Montréal, docteur en chirurgie dentaire, sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi autorisant son admission à la pratique de la chirurgie dentaire, lorsqu'il aura subi les examens requis.

Montréal, 25 novembre 1919.

Les avocats du requérant,

4547—48-4 ATWATER, SURVEYER & BOND.

Notice is hereby given that Daniel Prescott Mowry, of the city of Montreal, doctor of Dental Surgery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next sesssion, for an act authorizing his admission to the practice of dentistry, after passing the required examinations.

Montreal, 25th November, 1919.

ATWATER, SURVEYER & BOND,

4548—48-4 Solicitors for applicant.

Avis est par les présentes donné que l'Union Saint-Joseph, de Drummondville, une société de secours mutuels constituée par la loi 54 Victoria, chapitre 69, ayant son siège social dans la ville de Drummondville, district d'Arthabaska, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour solliciter la passation d'une loi aux fins suivantes : accorder à ladite association de secours mutuels des pouvoirs plus étendus et mieux définis, et en particulier pour lui permettre d'accorder à ses membres des bénéfices en cas d'invalidité, une pension aux vieillards ; de payer des rentes viagères à ses membres ; d'assurer la vie des enfants de ses membres ; de permettre la constitution des assemblées générales des membres au moyen de délégués de ses cercles ou succursales ; d'accorder au conseil exécutif de la société des pouvoirs plus étendus dans l'intervalle des assemblées générales ; et en général de lui accorder tous les pouvoirs nécessaires pour atteindre les fins pour lesquelles elle a été constituée.

L'avocat de la requérante,

4557—48-4 JOSEPH MARIER.

Notice is hereby given that L'Union Saint-Joseph, de Drummondville, a mutual benefit association incorporated by the act 54 Victoria, chap. 69, having its head office in the town of Drummondville, district of Arthabaska, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act respecting the following matters : to grant to the said mutual benefit association more extended and better defined powers and particularly to enable it to grant to its members benefits in case of invalidity, old age pensions ; to pay annuities to its members ; to insure the life of the children of its members ; to provide for the constitution of general meetings of its members by means of delegates of its branches ; to grant to the Executive of the association more extensive powers between to general meetings and generally to grant it all the necessary powers for the attainment of the purposes for which it is incorporated.

JOSEPH MARIER,

4558—48-4 Attorney for applicant.

Avis est par les présentes donné que Dame Marie-Louise Quintal, épouse séparée de biens de Joseph-Edmond Dubé, de la cité de Montréal, et Marie-Rose-Anna Quintal, épouse séparée de biens de Alphonse Pallascio résidant à Paris, France, toutes deux grevées de substitution en vertu du testament de feu Narcisse Quintal, et Alphonse Content, architecte, de la cité de Montréal, curateur à la dite substitution, feront application à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant Marie-Rose-Anna Quintal et le curateur à la substitution à contracter des emprunts sur certains immeubles faisant partie de la part de la succession dont elle est grevée, et de plus autorisant Marie-Rose-Anna Quintal et Marie-Louise Quintal et le curateur à la substitution à vendre et disposer des immeubles à elles échus comme grevées de substitution de la succession de feu Narcisse Quintal.

Montréal, 26 novembre 1919.

DESSAULLES, GARNEAU, DESY & LORRAIN.

4577—48-4

Notice is hereby given that Dame Marie Louise Quintal, wife separate as to property of Joseph Edmond Dubé, of the city of Montreal, and Marie Rose Anna Quintal, wife separate as to property of Alphonse Pallascio, residing at Paris, France, both institutes under the will of the late Narcisse Quintal and Alphonse Content, architect, of the city of Montreal, curator for the said substitution, will apply to the législature, at its next session for the passing of a bill, authorizing Marie Rose Anna Quintal, and the curator for the substitution to borrow monies upon certain immoveables being part of the part of the estate for which she is an institute, and moreover authorizing Marie-Rose Anna Quintal and Marie Louise Quintal and the curator for the substitution to sell, alienate and otherwise dispose of the immoveables belonging to them as institutes under the will of the late Narcisse Quintal.

Montreal, 26th November, 1919.

DESSAULLES, GARNEAU, DESY & LORRAIN.

4578—48-4

Avis est par les présentes donné que Jean-Baptiste Brouillette, bourgeois, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi obligeant la cité de Montréal à acquérir

Public notice is hereby given by Jean Baptiste Brouillette, gentleman, of the city and district of Montreal, that he will address himself to the Quebec Legislature, at its next session, to demand the passing of a law obliging the city of Montreal

de lui certains lots dont il est propriétaire dans les limites de la cité, au prix de $15,000.00 et qu'il prendra avantage du fait que la cité de Montréal demandera des amendements à sa charte pour proposer un amendement à la dite charte dans le même sens.

Montréal, 24 novembre 1919.

Le procureur du pétitionnaire,

4579—48-4 H.-A. BEIQUE.

to buy from him at a price of $15,000.00 certain lots of land, his property, and situate within the limits of the city ; and that he will take advantage of the fact that the city will demand certain amendments to its charter to introduce an amendment in the same sense, to said charter.

Montreal, 24th November, 1919.

H. A. BEIQUE,

4580—48-4 Attorney for petitioner.

Avis public est par le présent donné que la cité de Lévis demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit adoptée, amendant sa charte, 6 Edouard VII, chapitre 49, et amendements, ainsi que certains amendements à la "loi des cités et villes" concernant ladite cité de Lévis, aux fins suivantes :

Pour la construction d'un poste de police et de pompiers dans le quartier Notre-Dame au lieu du quartier Villemay ; pour appliquer à la construction dudit poste dans le quartier Notre-Dame, une somme de $8,000.00 destinées à la construction du poste dans le quartier Villemay ; pour être autorisé à emprunter sur règlement du conseil une somme de $27,000.00 pour parfaire le prix de construction dudit poste dans le quartier Notre-Dame ; pour augmenter la limite des emprunts temporaires qui peuvent être effectués par le conseil chaque année ; pour pourvoir à certaines omissions qui peuvent être faites au rôle d'évaluation ; et pour autoriser le conseil à appliquer les produits de vente d'immeubles à certaines fins.

Avis est aussi donné par les présentes que lors de la prise en considération de la demande ci-dessus, par le comité des bills privés de l'Assemblée-législative, des amendements seront proposés par ladite cité à l'effet de délimiter certaines parties de la cité, spécialement les côtes Patton et Dawson, et à l'effet de changer le mode actuel de confection du rôle d'évaluation, de porter les plaintes audit rôle, et amendant généralement pour ladite cité les articles de la "loi des cités et villes" qui concerne les estimateurs et le rôle d'évaluation.

Lévis, 27 novembre 1919.

Le procureur de la cité de Lévis,

4603—48-4 ALPHONSE BERNIER.

Public notice is hereby given that the city of Levis will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter, 6 Ed. VII, ch. 49, and amendements, and certain articles of the "cities and town act", as regards said city of Levis, viz : For the construction of a fire and police station in Notre-Dame ward instead of Villemay ward ; to apply for the construction of said station in Notre Dame ward a sum of $8,000.00 intented for the construction of said station in Villemay ward ; to be authorized to borrow a sum of $27,000.00 to complete the cost of construction of said station in Notre-Dame ward ; to increase the limit of temporary loans which may be made by the Council each year ; to provide for certain omissions in the assessment roll ; and to authorize the Council to apply to certain ends the proceeds of sale of immoveables ;

Notice is also given that at the time of taking of consideration of the above application, by the private bills committee of the Legislative Assembly, amendments will be proposed by said city in order to settle the limits of certain parts of the city, specially Patton and Dawson hills, and in order to change the actual mode of confection of the assessment roll, to carry complaints against said roll, and amending generally for said city the "cities and towns act" concerning the assessors and the assessment roll.

Levis, 27th November, 1919.

ALPHONSE BERNIER,

4604—48-4 Solicitor for city of Levis.

Avis est par le présent donné au public par Messieurs Price Brothers & Company Limited, "The Saguenay Land Company", sir William Price, négociant, J. Leonard Apedaile, gérant, Henry Edward Price, négociant; Arthur-John Price, négociant; John-H. Price, négociant, et George-H. Thomson, négociant, tous de la cité de Québec, qu'ils solliciteront de la Législature de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Saguenay, dans un certain territoire faisant partie de la paroisse de Chicoutimi, en vertu des dispositions de la "loi des cités et villes", articles 5256 à 5884, inclus, des Statuts refondus de 1909, amendant les dispositions de la "loi des cités et villes" qui s'y appliqueront, et disposant ainsi qu'il suit en faveur de ladite ville, à savoir :

a. Aptitude des non-résidents à exercer les fonctions de maire et d'échevin ;

b. Prolongation à cinq (5) ans du terme d'office du maire et des échevins ;

c. Election par le conseil d'un administrateur des affaires de la ville, et définition de ses pouvoirs ;

d. Tenue d'une première élection générale pour le maire et les échevins, choix de la date à

Public notice is hereby given, on behalf of Messrs. Price Brothers & Company, Limited ; "The Saguenay Land Company"; Sir William Price, merchant; J. Leonard Apedaile, manager ; Henry Edward Price, merchant ; Arthur John Price, merchant ; John H. Price, merchant, and George H. Thomson, merchant, all of the city of Quebec, that they will apply at the next session of the Quebec Legislature for the passing of an Act to incorporate the town of Saguenay, in a certain territory, forming part of the parish of Chicoutimi, under the provisions of the "Cities and Towns' Act", articles 5256 to 5884, inclusive, of the Revised Statutes, 1909, and to amend the provisions of the "Cities and Towns' Act" applicable thereto, and to provide for said town, as follows, viz :

a. To allow non-residents to hold the office of mayor and aldermen ;

b. To extend to five (5) years the term of office of mayor and aldermen ;

c. To provide for the election by the council of a manager to administer the affairs of the town and to define his powers ;

d. To provide for the first general election of mayor and aldermen, the date thereof and the

laquelle et de l'endroit où elle aura lieu, qualifications des électeurs à cette première élection générale ;

e. Octroi de la capacité d'électeur municipal à toute personne du sexe masculin, à une veuve, une fille majeure, un tuteur, administrateur, curateur à la personne ou aux biens, grevé de substitution et fiduciaire dont le nom apparaît sur le rôle d'évaluation en vigueur, soit comme propriétaire *bona fide* ou occupant de propriété dans la municipalité d'une valeur de $200. ou plus, ou d'un revenu annuel de $20. ou plus, la qualification d'un électeur municipal ;

f. Octroi à toute corporation possédant un immeuble dans les limites de la ville du droit de voter à aucune élection et sur aucun règlement ou aucune résolution qui pourrait être soumis à la considération des électeurs municipaux ;

g. Investir la ville du pouvoir de prélever, par règlement approuvé par les contribuables, de la manière ordinaire, au moyen de taxes directes, les deniers nécessaires à aucun objet de la compétence du conseil, sur toute propriété imposable, ou simplement sur la propriété immobilière imposable de la ville ;

h. Investir la ville du pouvoir d'imposer et percevoir, par règlement, une taxe annuelle sur tous les poteaux de télégraphe, de téléphone, de lumière électrique ou de transmission de l'énergie, sis dans les rues et les places publiques, pourvu que cette taxe n'excède pas 0.25 sous l'an par poteau ;

i. Autorisation à la ville de contracter des emprunts temporaires,sur billets ou autres instruments négociables, à un taux n'excédant pas 6% l'an, et un montant de pas plus que $15,000.00 par simple résolution du conseil ;

j. Autorisation pour la ville de contracter des emprunts en offrant en garantie ses obligations ou débentures ;

Et autrement.

Québec, le 27 novembre 1919.

Pour les requérants,
PENTLAND, GRAVEL & THOMSON.

4605—48-4

Avis public est donné que Dame Elodie Gauthier, des cité et district de Montréal, veuve de Louis-Herménégilde Hébert, en son vivant du même lieu, négociant en gros, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à sa fille mineure Magdeleine, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi augmentant sa rente mensuelle et viagère mentionnée au testament dudit feu Louis-Herménégilde Hébert, reçu devant Henri-P. Pepin et confrère, notaires, à Montréal, le 31 août 1907, et modifiant la loi 7 George V, chapitre 125, en augmentant la rente annuelle de ladite Magdeleine Hébert fixée par ladite loi, et pour d'autres fins.

Montréal, le 20 novembre 1919.

Les avocats de la requérante,
DESSAULLES, GARNEAU, DESY & LORRAIN.

4607—48-4

Dominion Corset Company, corporation ayant le siège de ses afiaires à Québec, donne avis par les présentes qu'elle présentera un bill à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'autoriser à augmenter son capital-actions, faire une nouvelle répartition de ses actions et autres pouvoirs.

Québec, 28 novembre 1919.

4609—48-4 DOMINION CORSET COMPANY.

---

place where it shall take place, and the qualification of electors at such first general election ;

e. To give every male person, widow, spinster, tutor, administrator, curator to the person or property, institute under a substitution and trustee whose name is entered on the valuation roll in force, either as a *bona fide* owner or occupant of property in the municipality, of the assessed value of $200 or upwards, or of the annual value of $20 or upwards, the qualification of municipal elector ;

f. To give every corporation owing an immovable within the limits of the town, the right to vote at any election and upon any by-law or resolution which may be submitted to the vote of the municipal electors ;

g. To give power to the town to levy, by by-law,approved by the rate-payers,in the usual way, by means of direct taxes, the monies needed for any object within the powers of the council, upon all taxable property, or merely upon the taxable immovable property in the town ;

h. To give the power to the town to impose and levy, by by-law, an annual tax on all telegraph, telephone, electric light or power poles in the streets and public places, provided such tax shall not exceed 25c. per annum per pole ;

i. To authorize the town to make temporary loans, by means of notes or other negotiable instruments, at a rate not exceeding 6% per annum, and for an amount not exceeding $15,000.00 on a simple resolution of the Council ;

j. To authorize the town to effect loans by giving its bonds or debentures as security ;

And for other purposes.

Quebec, 27th November, 1919.

PENTLAND, GRAVEL & THOMSON,
For applicants.

4606—48-4

Public notice is hereby given that Dame Elodie Gauthier, of the city and district of Montreal, widow of the late Louis Herménégilde Hébert, in his lifetime of the same place, wholesale merchant, as well personally as in her quality of tutrix to her minor daughter Magdeleine, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act increasing the life rent granted to her in virtue of the last will and testament of the said late Louis Herménégilde Hébert, made before Henri P. Pepin and colleague, notaries, at Montreal, on the 31st August 1907, and further amending the act 7, George V, chapter 125, by increasing the annuity of the said Magdeleine Hébert determined in such act, and for other purposes.

Montreal, 20th November, 1919.

DESSAULLES, GARNEAU, DESY & LORRAIN,
Attorneys for applicant.

4608—48-4

Notice is hereby given that Dominion Corset Company will apply to the Legislature, at its next session, for an act authorizing said company to increase its capital stock and provide for a new allotment for other purposes.

Quebec, 28th November, 1919.

4610—48-4 DOMINION CORSET COMPANY.

Avis est par le présent donné que Carl Busch Thorne, de Hawkesbury, dans la province d'Ontario, ingénieur civil ; William Laird Ketchen, gérant ; Allan Keay Grimmer, ingénieur de la ville ; Hilaire-Emile Daoust, bourgeois, et Sven Arvid Salmonson, surintendant, tous résidant dans le canton non-organisé de Gendreau, dans le comté de Témiscamingue, dans la province de Québec, solliciteront de la Législature, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant en corporation la "Kipawa Housing Company", aux fins générales de construire des maisons d'habitation, dans ledit territoire, pour les ouvriers et autres citoyens, s'assurer que les valeurs foncières resteront à un niveau équitable et ne constitueront pas un fardeau pour la communauté, et, pour ladite compagnie, pourvoir, amender les dispositions de la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, des lois de construction d'habitations de 1919 et 1914, ainsi que de la loi générale y applicable, de la manière suivante :

(*a*) fixer le capital autorisé à $200,000, le faire augmenter ou changer le nom de la compagnie par lettres-patentes émises en vertu de la loi des compagnies ;

(*b*) fixer le nombre des directeurs, le quorum d'iceux, avec faculté de les changer ;

(*c*) limiter les dividendes ou les profits de la compagnie aussi longtemps qu'elle n'aura pas satisfait à toutes ses obligations en vertu des lois d'habitations ;

(*d*) donner à la compagnie le pouvoir de (1) acquérir, détenir, développer, utiliser, vendre et grever des terrains ; (2) acquérir, construire et exploiter des résidences, hôtels, fabriques, bureaux, hôpitaux ainsi que d'autres établissements et bâtisses ; (3) d'acheter, détenir des actions et valeurs dans d'autres compagnies, d'en disposer, de payer icelles ainsi qu'aucuns terrains, aucunes bâtisses ou propriétés avec des actioas ou valeurs de la présente compagnie ; (4) de placer les deniers de la compagnie sur des actions, obligations ou autrement ; (5) de faire, dans les contrats, des stipulations par lesquelles la compagnie peut défendre, restreindre et contrôler la cession, l'aliénation ou l'usage d'aucune propriété vendue ou louée ; (6) de vendre, louer ou disposer d'immeubles en faveur des personnes ou catégories de personnes que la compagnie jugera à propos ; (7) de racheter la totalité ou aucune partie de ses actions émises en payant la valeur au pair, avec ou sans prime sur icelles ; (8) de se prévaloir des prêts consentis en vertu des lois de construction d'habitations et, nonobstant la loi de construction d'habitations de 1914, vendre les maisons et structures construites avec les deniers ainsi empruntés, se faire exempter de l'obligation relative à la dissolution et de certaines autres obligations y pourvues.

Montréal, 27 novembre 1919.

Les avocats des requérants,
WELDON & HARRIS.

4617—49-4

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature, by Carl Busch Thorne, of Hawkesbury, in the Province of Ontario, technical engineer ; William Laird Ketchen, manager ; Allan Keay Grimmer, town engineer ; Hilaire Emile Daoust, gentleman, and Sven Arvid Salmonson, superintendent, all residing in the unorganized township of Gendreau, in the county of Temiscamingue, in the Province of Quebec, for the passing of an act to incorporate "Kipawa Housing Company", for the general purpose of providing homes in said territory for workingmen and other citizens, and to ensure that land values shall remain on a fair basis and not constitute a burden on the community, and to provide for said company and to amend the provisions of the joint stock companies' general clauses act and the 1914 and 1919 housing acts and the general law applicable thereto as follows :

(*a*) fixing the authorized capital at $200,000, and providing for increasing capital or changing name by letters patent under the Companies' Act ;

(*b*) fixing the number and quorum of directors, with power to change the same ;

(*c*) limiting the company's dividends or profits as long as it has not discharged all its obligations under the Housing Acts ;

(*d*) empowering the company, (1) to acquire, hold and develop, use, sell and hypothecate lands ; (2) to acquire, construct and operate dwellings, hotels, factories, offices, hospitals and other establishments and buildings ; (3) to buy, hold and dispose of shares and securities in other companies, and pay for the same and for any lands, buildings and properties with shares or securities of this company; (4) to invest the company's money in shares, securities or otherwise ; (5) to make stipulations in contracts whereby the company may prohibit, restrict and control the transfer, alienation or use of any property sold or lease ; (6) to sell, lease or dispose of real estate only to such persons or classes of persons as the company may deem advisable ; (7) to redeem all or part of its outstanding shares on paying the per value, with or without a premium thereon ; (8) to avail itself of the loans provided for under the Housing Acts and, notwithstanding the 1914 Housing Act, to sell houses and works constructed with the monies so borrowed, and to be exempt from the liability to dissolution and certain other restrictions therein provided.

Montreal, 27th November, 1919.

WELDON & HARRIS,
Solicitors for applicants.

4618—49-4

Avis est par les présentes donné que la compagnie La Prévoyance (The Prevident), ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi augmentant ses pouvoirs de manière à ce qu'elle puisse faire toutes les opérations d'assurance et de réassurance contre le feu et ses conséquences.

Montréal, 19 novembre 1919.

Le procureur de la pétitionnaire,
PAUL-E. LANCTOT.

4619—49-4

Notice is hereby given that the company The Provident (La Prévoyance), having its head office in the city oand district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to increase its powers so as to do all kinds of business of insurance and re-insurance against fire and the consequences thereof.

Montreal, 19th November, 1919.

PAUL E. LANCTOT,
Attorney for the petitionner.

4620—49-4

Québec, 2 décembre 1919.

AMENDEMENTS A L'ACTE D'INCORPORATION DE LA CITE DE QUEBEC.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la Législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, savoir : pour étendre le délai pour le remboursement de la taxe de l'eau; pour créer un fonds de pension et de retraite pour les membres de la police et de la brigade du feu; pour faire exempter de la taxe provinciale les vehicules-moteurs employés par la cité; pour réglementer la circulation des voitures dans les rues et places publiques; pour autoriser le recorder à tenir des enquêtes pour le remboursement, à la cité, des frais d'écoles de réforme, d'industrie, d'asiles d'aliénés; pour autoriser la cité à mettre un fonds d'amortissement de 1% pour les emprunts à courte échéance autorisés par 4 et 5 Georges V; pour se faire autoriser à fermer certaines rues et pouvoirs à cette fin; pour exempter de la taxe personnelle de $2.00, certaines personnes au-dessus de soixante ans; pour créer un bureau municipal de censure pour les cinémas de la cité ; pour autoriser l'entretien par la cité, pendant l'hiver de certaines rues, chemins ou parties de rues, et pour autres fins.

Par ordre,
H.-E. LAVIGUEUR,
Maire de Québec

H.-J.-J.-B. CHOUINARD,
4663—49-4 Greffier de la cité.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la ville de la Pointe-aux-Trembles, pour l'adoption d'une loi amendant la loi constituant ladite ville en corporation, concernant les sujets suivants : obligations garanties par la ville ; acquisition de propriétés par expropriations ou de gré à gré ; autorisation pour un emprunt spécial et les conditions de cet emprunt, et autres pouvoirs.

Pointe-aux-Trembles, 5 décembre 1919.
Le secrétaire-trésorier de la ville de la Pointe-aux-Trembles.
4671—49-5 J.-C.-V. ROY.

Les soussignés, contribuables de la ci-devant cité de Maisonneuve, donnent, par les présentes, avis qu'ils désirent greffer sur le bill de la cité de Montréal, qui sera présenté à la prochaine session de la Législature de Québec, un amendement au bill susdit pour faire réduire l'imposition foncière et être mis sur le pied d'égalité avec les autres contribuables de la cité de Montréal.

Et nous avons signé :
J.-H.-W. RENAUD,
OSCAR LALONDE,
NAP. HOULE,
M.-J.-D. DUFRESNE,
GEDEON DANIS,
REAL CLOUTIER,
J.-C. TAYLOR,
ALPHONSE GRATTON,
LOUIS BOIS,
OMER PELLETIER,
TREFFLE BLEAU,
4683—49-4 CHS-A. REEVES.

Avis est par les présentes donné que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie) et la caisse de Remboursement, corporations légalement constituées ayant leur siège social en la cité de Montréal, demanderont

Quebec, 2nd December, 1919

AMENDMENTS TO THE CHARTER OF THE CITY OF QUEBEC.

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at its next session, for certain amendments to its charter, namely : for extension of the delay for the refund of the water tax; for creating a pension fund for members of the police force and fire brigade; for exemption of the motor-vehicles employed by the city from the provincial tax; for regulation of the circulation of vehicles in the streets and public places; for authorizing the Recorder to held enquetes for the refund to the city of the costs of reformatory and industrial schools and insane asylums; for authorizing the city to establish a sinking fund of 1% for the short term loans authorized by 4 and 5 Georges V; for authorization to close certain streets and powers to such effect; for exemption from the personal tax of $2.00 of certain persons above sixty years of age; for creating a municipal board of censors for moving pictures in city ; to authorize the city to undertake, during the winter season, the maintenance of certain streets, roads or portions of streets, and for other purposes.

By order,
H. E. LAVIGUEUR,
Mayor.

H. J. J. B. CHOUINARD,
4664—49-4 City clerk.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the town of La Pointe-aux-Trembles, for the adoption of a law amending the law incorporating the said town, concerning the following subjects : bonds guaranteed by the town ; acquisition of properties by expropriations or by private contract ; authorization for a special loan and the conditions of this loan, and other powers.

Pointe-aux-Trembles, 5th December, 1919.
J. C. V. ROY,
Secretary-treasurer of the town of
4672—49-5 Pointe-aux-Trembles.

The undersigned, ratepayers of the heretofore city of Maisonneuve, hereby give notice that they desire to add to the bill of the city of Montreal which will be presented at the next session of the Quebec Legislature, an amendment to the aforesaid bill to obtain a reduction of the real estate assessment and to be put on the same footing with the other ratepayers of the city of Montreal.

And we have signed :
J. H. W. RENAUD,
OSCAR LALONDE,
NAP. HOULE,
M. J. D. DUFRESNE,
GEDEON DANIS,
REAL CLOUTIER,
J. C. TAYLOR,
ALPHONSE GRATTON,
LOUIS BOIS,
OMER PELLETIER,
TREFFLE BLEAU,
4684—49-4 CHS A. REEVES.

Notice is hereby given that the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie) and La caisse de Remboursement, corporations duly incorporated, having their head offices in the city of Montreal, will apply to the

à la Législature de la province de Québec, à sa session commençant le 10 décembre 1919, d'amender les différentes lois régissant ces dites corporations afin d'obtenir de plus amples pouvoirs et spécialement aux fins suivantes : 1. Permettre au sociétaire inscrit dans les classes additionnelles autres que A et B ou de deuxième période de cesser ses paiements après avoir rempli toutes ses obligations comme membre de la caisse pendant cinq années consécutives ; 2. Déterminer de façon plus précise la part revenant à la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal à même les sommes payées par les sociétaires de la caisse ; 3. Obtenir le pouvoir de placer les fonds de la Caisse Nationale d'Economie sur bons ou obligations émis par les fabriques, les corporations scolaires ou les corporations de cités ou villes en cette province ; 4. Obtenir pour le Conseil de la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal le droit de modifier par règlement le maximum de la rente à laquelle le sociétaire de deuxième période pourra avoir droit ; 5. Déterminer de façon plus précise à quels héritiers la Caisse de Remboursement devra faire ses paiements ; 6. Déterminer de façon plus précise les droits de la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, lors du décès d'une personne détenant des actions relativement au Monument National ; 7. Obtenir pour le Conseil de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal le droit de créer une corporation subsidiaire sous le nom de "Société Nationale de Colonisation" et dont le siège social sera en la cité de Montreal.. Elle demandera pour cette corporation appelée "Société Nationale de Colonisation", créée en vue d'aider au peuplement et à la colonisation en cette province, les pouvoirs des corporations civiles et en plus ceux des sociétés d'agriculture, des syndicats coopératifs, le droit de devenir membre des caisses populaires, des sociétés ou syndicats coopératifs, le droit de créer un fonds spécial afin d'aider à la colonisation en cette province.

Montréal, 2 décembre 1919.

Les procureurs des requérantes,

4697—49-4 PERRAULT & RAYMOND.

Avis est par les présentes donné que requête sera faite à la prochaine session de la Législature au nom de la "Merchant's Bank of Canada", une corporation de banque ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, pour la passation d'une loi en vue d'amender la charte de la cité de Westmount, et en particulier l'acte 2 George V, chapitre 60, amendant ladite charte, en faisant disparaître toute restriction contre la commercialization d'une section de la rue Sherbrooke, dans ladite cité, et permettant au conseil d'accorder à la requérante la permission d'établir un édifice de banque au coin sud-ouest des rues Sherbrooke et avenue Metcalfe

Montréal, 3 décembre 1919.

Les avocats de la requérante,

4719—49-4 WELDON & HARRIS.

Avis est donné par les présentes qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de la part de la "Quebec Eastern Railway Company", pour faire amender sa charte (7 Ed. VII, ch. 87 et 1 Geo. V, 2e session, ch. 79) à l'effet d'accorder à ladite compagnie :

a. La prolongation du délai fixé pour la construction de sa ligne de chemin de fer au 1er octobre 1925 ;

b. Une modification de la situation faite à ladite compagnie par la loi 2 Geo. V, ch. 85, section 5, ou la suppression d'icelle ;

Legislature of the Province of Quebec, at its session beginning on the 10th December, 1919, for amendments to the different laws governing the said corporations and to obtain more extended powers, specially for the following purposes : 1. To allow a member inscribed in the additional classes, other than classes A and B or second period class, to cease his payments after having fulfilled all his obligations as member of the caisse during five consecutive years ; 2. To determine in a more precise manner the share accruing to the Société Saint-Jean-Baptiste de Montreal, out of the sums paid by the members of the Caisse ; 3. To obtain the authorization to invest the funds of the Caisse Nationale d'Economie in bonds or debentures issued by fabriques, school corporations or corporations of cities or towns in this Province ; 4. To obtain for the Council of the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, the right to modify by by-law the maximum of the rent to which a member of the second period class may be entitled to ; 5. To determine in a more precise manner to what heirs the Caisse de Remboursement shall make its payments ; 6. To determine in a more precise manner the rights of the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, at the death of a person holding shares in connection with the Monument National ; 7. To obtain for the Council of the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, the right to create a subsidiary corporation under the name of "Société Nationale de Colonisation" the head office of which will be in the city of Montreal. It shall ask for this corporation called "Société Nationale de Colonisation", created in view of assisting in the settlement and colonization of this Province, the powers of civil corporations together with those of agricultural societies, co-operative syndicates, the right to become member of co-operation people's banks co-operative societies and syndicates, the right to create a special fund so as help colonization in this Province

Montreal, 2nd December, 1919.

PERRAULT & RAYMOND,

4698—49-4 Attorneys for petitioners.

Notice is hereby given that application will be made, at the next session of the legislature, on behalf of The Merchants' Bank of Canada, a banking corporation having its head office in the city and district of Montreal, for the passing of an act to amend the charter of the city of Westmount, and in particular the act 2 George V, chapter 60, amending said charter, by removing the restriction against the commercialization of a section of Sherbrooke street, in said city, and enabling the council to permit the applicant to establish banking premises on the south easterly corner of Sherbrooke street and Metcalfe avenue.

Montreal, 3rd December, 1919.

WELDON & HARRIS.

4720—49-4 Solicitors for Applicant.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the "Quebec Eastern Railway Company", to amend its charter (7 Ed. VII, ch. 87 and 1 Geo. V, 2nd session, ch. 79) for the purpose of granting to the said company ;

a. The extension of the delay fixed for the construction of its railway line to the 1st of October, 1925 ;

b. A modification of the situation caused the said company by the act 2 Geo. V, ch. 85, section 5, or the suppression of same ;

c. Le pouvoir pour ladite compagnie de s'amalgamer avec ou d'absorber d'autres compagnies incorporées pour les mêmes fins.

Les procureurs de la requérante,
4747—50-2 DECHENE & CHOQUETTE.

c. The power for the said company to amalgamate with or absorb other incorporated companies for the same purposes.

DECHENE & CHOQUETTE,
4748—50-2 Attorneys for petitioner.

Département de l'Instruction publique

Québec, 4 décembre 1919.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Monts, paroisse, comté de Gaspé :

1. Dans le canton Tourelle, le rang 1 au complet composé des lots A, B, C, D et des lots depuis et y compris le numéro un jusqu'au numéro 37b, inclusivement, ainsi que de leurs subdivisions ;

Dans le rang 2, les lots depuis et y compris le numéro 13a jusqu'au numéro 46, inclusivement, et dans le rang 3 les lots depuis et y compris le numéro 13a jusqu'au numéro 49, inclusivement, ainsi que de leurs subdivisions ;

Dans le rang 4, les lots depuis et y compris le lot numéro 13 jusqu'au numéro 51, inclusivement ;

Dans le rang 5, les lots depuis et y compris le lot numéro 12 jusqu'au lot numéro 22 et ceux depuis le lot numéro 45 jusqu'au numéro 54, inclusivement.

2. Dans le canton Christie, les lots A-1, A-2 et No 1 du premier rang, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Joachim". 4789—50-2

Department of Public Instruction

Quebec, 4th December, 1919.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte-Anne-des-Monts, parish, county of Gaspé :

1. In the township of Tourelle, the whole of range I composed of the lots A, B, C, D and the lots from and including number one to the number 37b, inclusive, together with their subdivisions ;

In range 2, the lots from and including the number 13a to the number 46, inclusive, and in the range 3 the lots from and including the number 13a to the number 49, inclusive, together with their subdivisions ;

In range 4, the lots from and including the number 13 to the number 51, inclusive ;

In range 5, the lots from and including the lot number 12 to the lot number 22 and those from and including the lot number 45 to the number 54, inclusive.

2. In the township of Christie, the lots A-1, A-2 and No. 1 of the first range, and to erect the whole of the above territory into a district school municipality, under the name of "Saint Joachim"
4790—50-2

Département du trésor

Avis est par le présent donné que "The Montreal Diet Dispensary", de Montréal, a obtenu un permis et a été enregistré comme une société chartiable ayant pour objet de pourvoir à donner une nourriture approriée aux malades pauvres et à en prendre soin en toute manière, tel que mentionné dans la déclaration qui a été transmise au secrétaire provincial, conformément à la loi 62 Victoria, chapitre 32, paragraphe 2, le trentième jour de mars 1905.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-septième jour de novembre 1919.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.
Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 4613—49-2

Treasury Department

Notice is hereby given that "The Montreal Diet Dispensary, of Montreal", has been licensed and registered as a charitable association for the purpose of providing suitable nourishment for the sick and caring in various ways for the poor, as set forth in the declaration which was filed with the Provincial Secretary, pursuant to the act 62 Victoria, chapter 32, paragraph 2, on the 30th day of March, 1905.

Given pursuant to the provision of article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty-seventh day of November, 1919.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance, P. Q. Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 4614—49-2

Ministère de l'agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Avila Tessier, cultivateur, de la paroisse de Saint-André-Avellin, comté de Labelle, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole régionale des fermiers de Saint-André-Avellin", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-André-Avellin, dans le comté de Labelle.

Les objets pour lesquels cette société est formée

Department of Agriculture

Notice is hereby given that under the act respecting co-perative agricultural associations, 1908, Mr. Avila Tessier, farmer, of the parish of Saint-André-Avellin, county of Labelle, and others, have formed a co-perative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole régionale des fermiers de Saint-André-Avellin", with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint-André-Avellin, in the county of Labelle.

The objects for which the association is formed

sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 5 décembre 1919.

Le ministre de l'agriculture,

4751 JOS.-ED CARON.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Philippe Dufour, cultivateur, de la paroisse de La Malbaie, comté de Charlevoix, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie,avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de La Malbaie, dans le comté de Charlevoix.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 9 décembre 1919.

Le ministre de l'agriculture,

4791 JOS-ED CARON.

are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, 5th December, 1919.

JOS. ED CARON,

4752 Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that under the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Philippe Dufour, farmer, of the parish of La Malbaie, county of Charlevoix, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie" with its chief place of business in the municipality of the parish of La Malbaie, in the county of Charlevoix.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, 9th December, 1919.

JOS ED CARON,

4792 Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour supérieure, No 450. Dame Georgianna Bessette, de la paroisse de Sainte-Marie-Monnoir, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Hormisdas Lapalme, de la ville de Marieville, dit district, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse ; vs ledit Hormisdas Lapalme, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 29ième jour de novembre 1919, contre le défendeurs.

Saint-Hyacinthe, 6 décembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,

4737—50-5 BEAUREGARD & LABELLE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3414. Dame Agnès Bélanger, épouse commune en biens de Delphis Caron, tous deux des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice,demanderesse ; vs Delphis Caron, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dixième jour de novembre 1919.

Montréal, 1er décembre 1919.

Les avocats de la demanderesse,

LETOURNEAU, BEAULIEU, MARIN

4623—49-5 & MERCIER.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Saint-Hyacinthe Superior Court, No. 450. Dame Georgianna Bessette, of the parish of Sainte-Marie-Monnoir, district of Saint-Hyacinthe, wife common as to property of Hormisdas Lapalme, of the town of Marieville, said district, duly authorized *à ester en justice*, plaintiff ; vs the said Hormisdas Lapalme, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 29th of November, 1919, against the defendant.

Saint-Hyacinthe 6th of December, 1919.

BEAUREGARD & LABELLE,

4738—50-5 Solicitors for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3414. Dame Agnès Bélanger, wife common as to property of Delphis Caron, both of the city and district of Montreal, and duly authorized *à ester en justice*, plaintiff ; vs Delphis Caron, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case the tenth day of November, 1919.

Montreal, 1st December, 1919.

LETOURNEAU, BEAULIEU,

MARIN & MERCIER,

4624—49-5 Attorneys for plaintiff.

Cour supérieure pour le district de Montréal, province de Québec, No 1419. Dame Alma Thesserault, épouse commune en biens de Alphonse Amiot, électricien, de la ville de Lachine, district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Alphonse Amiot, électricien, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 21 novembre 1919.

L'avocat de la demanderesse,
4499—48-5 CHAS-AUG.-H. BERTRAND.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2404. Adrienne-Alice Genicot, de Montréal, épouse de Paul-Camille Mauborgne, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Paul-Camille Mauborgne, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 3 novembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,
4563—48-5 MASSON & BILLETTE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4318. Françoise Arnaud, de Montréal, épouse de Albert-Elie Faustin, dûment autorisée à ester en justice ; demanderesse ; vs Albert-Elie Faustin, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 3 novembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,
4565—48-5 MASSON & BILLETTE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3397. Anna Perreault, de Montréal, épouse de Georges Baillargeon, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Georges Baillargeon, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 7 novembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,
4567—48-5 MASSON & BILLETTE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 333. Dame Arzélie Bernard, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Robitaille, du même lieu, comptable, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes en vertu d'un jugement de cette Honorable Cour, demanderesse; vs ledit Louis Robitaille, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Montréal, le 14 novembre 1919.

Les avocats de la demanderesse,
4327—47-5 BROSSARD & PEPIN.

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la Cour supérieure, No 2543.

Dame Louise Gauthier, épouse commune en biens de Charles Tremblay, journalier, de Saint-Malachie, comté de Dorchester, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Charles Tremblay, journalier, de Saint-Malachie, comté de Dorchester, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le onzième jour de novembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,

Québec, 11 novembre 1919.

FITZPATRICK, DUPRE & GAGNON.
4257—46-5

Superior Court for the district of Montreal, Province of Quebec, No. 1419. Dame Alma Thesserault, wife common as to property of Alphonse Amiot, electrician, of the city of Lachine, district of Montreal, duly authorized *à ester en justice*, plaintiff ; vs the said Alphonse Amiot, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, to-day, against the defendant.

Montreal, 21st November, 1919.

CHAS AUG. H. BERTRAND,
4500—48-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2404. Adrienne Alice Genicot, of Montreal, wife of Paul Camille Mauborgne, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Paul Camille Mauborgne, of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Montreal, 3rd November, 1919.

MASSON & BILLETTE,
4564—48-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4318. Françoise Arnaud, of Montreal, wife of Albert Elie Faustin, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Albert Elie Faustin, of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Montreal, 3rd November, 1919.

MASSON & BILLETTE,
4566—48-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3397. Arma Perreault, of Montreal, wife of Georges Baillargeon, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Georges Baillargeon, of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Montreal, 7th November, 1919.

MASSON & BILLETTE,
4568—48-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 333. Dame Arzélie Bernard, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Robitaille, of the same place, accountant, and duly authorized by this Honourable Court for the purposes herein, plaintiff ; vs the said Louis Robitaille, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, this day.

Montreal, November 14th, 1919.

BROSSARD & PEPIN,
4328—47-5 Attorneys for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec. In the Superior Court. No. 2543.

Dame Louise Gauthier, wife common as to property of Charles Tremblay, laborer, of Saint-Malachie, county of Dorchester, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Charles Tremblay, laborer, of Saint Malachie, county of Dorchester, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the eleventh day of November, 1919.

Quebec, 11th November, 1919.

Attorneys for plaintiff.
FITZPATRICK, DUPRE & GAGNON,
4258—46-5

Cour supérieure. Arthabaska, No 305. Marie-Jeanne Lacourse, de Saint-Albert-de-Warwick, épouse de Alexandre Baril, cultivateur, de Saint-Albert-de-Warwick ; vs ledit Alexandre Baril.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29 octobre 1919.

Arthabaska, le 10 novembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,
LALIBERTE & MARCHAND. 4255—46–5

Superior Court. Arthabaska, No. 305. Marie Jeanne Lacourse, of Saint-Albert of Warwick, wife of Alexandre Baril, farmer, of Saint-Albert of Warwick ; vs the said Alexandre Baril.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 29th October, 1919.

Arthabaska, 10th November, 1919.

Attorneys for plaintiff.
LALIBERTE & MARCHAND, 4256—46–5

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4929. Dame Eva McKeown, demanderesse ; vs Edward Fitzgerald, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée en cette cause contre le défendeur, le 25 novembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,
ELLIOTT & DAVID.
Montréal, 1er décembre 1919. 4621—49-5

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4929. Dame Eva McKeown, plaintiff ; vs Edward Fitzgerald, defendant.

An action in separation as to bed and board and as to property has been issued in this cause against the defendant, on the twenty-fifth day of November, 1919.

ELLIOTT & DAVID,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 1st December, 1919. 4622—49-5

Assemblées

ASSEMBLÉE D'ACTIONNAIRES

L'assemblée générale annuelle des actionnaires du "Canada & Gulf Terminal Railway" aura lieu au siège social de la compagnie, 602 immeuble "McGill", à Montréal, mardi, le 16 décembre 1919, à 2.30 hrs p. m., pour attendre le rapport annuel de la compagnie élire les administrateurs et transiger aucune autre affaire qui sera soumise à l'assemblée.

Par ordre du conseil d'administration,
Le secrétaire-trésorier,
4749 A. BECK.

Province de Québec, district de Trois-Rivières. *In re :* l'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières en liquidation sous l'empire des articles 7063 et suivants des S.R. de Q.).

Avis est donné qu'à une assemblée générale spéciale des membres de l'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières, tenue à Trois-Rivières le 18 août 1919, et par résolution y adoptée et dûment confirmé le 19 août 1919, par un jugement de la Cour supérieure, district des Trois-Rivières, le soussigné a été nommé liquidateur de l'Union St-Joseph des Trois-Rivières, sous l'empire des dispositions de la loi des Assurances de Québec, art. 7063 et suivants des Statuts refondus de Québec.

Toutes réclamations contre ladite société devront m'être transmises dans les trente jours de la publication du présent avis à mon adresse ci-dessous.

CHS DUQUETTE,
395 Ave Viger, Montréal, P.Q.
2 décembre 1919. 4669—49–2

Meetings

SHAREHOLDERS MEETING

The annual general meeting of the shareholders of the "Canada & Gulf Terminal Railway" will be held at the head office of the company, 602 "McGill" building, Montreal, on Tuesday, 16th December, 1919, at 2.30 p. m., for the purpose of receiving the annual report of the company, the election of the board of directors and the transaction of any other business which may be brought before the meeting.

By order of the board.

A. BECK,
4750 Secretary-treasurer.

Province of Quebec, District of Three Rivers. *In re :* l'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières, (in liquidation under art. 7063 and seq. R.S. of Q).

Notice is hereby given that at a general special meeting of the members of "L'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières" held at Three Rivers on 18th August, 1919, and by resolution there at adopted and duly confirmed the 19th August, 1919, by judgment of Superior Court, district of Three Rivers, the undersigned was appointed liquidator of the sa d society "L'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières", under the provisions of the Quebec Insurance law art. 7063 and following of the R. S. of Q.

All claims against the said society are hereby called to be fyled with the undersigned liquidator at his address hereinafter given within thirty days of the publication of the present notice.

CHS DUQUETTE,
395 Viger Ave, Montreal, P.Q.
2nd December, 1919. 4670—49–2

Canada, province de Québec, district de Terrebonne.

Une session de la Cour du banc du Roi ayant juridiction criminelle dans et pour le district de Terrebonne, se tiendra au palais de justice, dans le village de Sainte-Scholastique, dit district, le vendredi, seizième jour de janvier prochain 1920, à dix heures de l'avant-midi.

En conséquence, je donne avis public à tous ceux qui auront à poursuivre aucune personne maintenant détenue dans la prison commune de ce district ou toute autre personne, qu'ils soient présents là et alors.

Je donne aussi avis à tous les juges de paix, coroners et officiers de la paix pour le district susdit, qu'ils aient à s'y trouver avec tous leurs records pour qu'ils puissent agir en leur qualité respective.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif.
Sainte-Scholastique, 4 décembre 1919.
4739—50-2

Canada, province de Québec, village de Bagotville.

Avis public est par les présentes donné qu'à une session spéciale du Conseil du village de Bagotville, tenue au lieu et à l'heure ordinaire des sessions du dit conseil, le quizième jour de novembre 1919, le Conseil du dit village de Bagotville, a ordonné statué et décrété l'érection de son territoire en municipalité de ville, sous l'empire de la loi des cités et villes, sous le nom de Bagotville (devise du sceau, *In mari via tuae*), laquelle ville sera comprise, d'après le cadastre officiel du village actuel de Bagotville, dans les bornes suivantes, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir : "Vers le nord par le lot numéro 14 du rang de l'Anse-à-Philippe du canton de Bagot ; vers le nord-ouest par le lot numéro I du premier rang nord-est, et le lot numéro I du premief rang sud-ouest du dit canton ; vers l'ouest par le lot numéro 5 du quatrième rang du même canton ; vers le sud par la Rivière à Mars ; vers l'est par la Baie des Ha ! Ha !, comprenant aussi toutes les îles de la Rivière à Mars situées à l'est du dit lot numéro 5 du quatrième rang, couvrant une étendue d'environ sept cents acres.

Fait et signé à Bagotville, ce quizième jour de novembre 1919.

Le secrétaire-trésorier,
4355—47-4 LOUIS-PH. CHAYER.

En vertu de la loi des liquidations et de ses amendements :

—

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 34, Cour supérieure.

Dans l'affaire de "Roxton Falls Manufacturing Company, Limited", en liquidation, et Félix Roméo Paquet et Joseph-Omer Bonnier, liquidateurs.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé, chez F.-R. Paquet et J.-O. Bonnier, liquidateurs de la dite compagnie en liquidation, à leurs bureaux, 120 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, un certain acte de vente, passé devant J.-E. Beauchamp, notaire public, le vingt et unième jour de novembre mil neuf cent dix-neuf, de la part de "Roxton Falls Manufacturing Co, Limited", en liquidation à J.-A. Desmarteau, manufacturier de Roxton-South, dans lequel acte de

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne.

A session of the Court of King's Bench (Crown side), holding criminal jurisdiction in and for the district of Terrebonne, will be held in the Court House, at the village of Sainte-Scholastique, said district, on Friday, the sixteenth day of January next, 1920, at ten o'clock in the forenoon.

In consequence, I give notice to all who intend to proceed against any prisoners now in the common goal of the said district and all others, that they must be present then and there.

I also give notice to all justices of the peace, coroners and peace officers in and for the said district, that they must be present with their records, in order to do these things which belong to them in their respective capacities.

J. W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's office.
Sainte-Scholastique, 4th December, 1919.
4740—50-2

Canada, Province of Quebec, village of Bagotville.

Public notice is hereby given that at a special meeting of the Council of the village of Bagotville, held at the customary place and time of the sittings of said Council, on the fifteenth day of November, 1919, the council of said village of Bagotville has ordered, enacted and decreed the erection of its territory into a town municipality, under the cities and towns' act, under the name of Bagotville (seal motto, *In mari via tuae*) which town shall be comprised, according to the official cadastre of the present village of Bagotville, within the following limits, namely :

All the territory bounded as follows, to wit : "Towards the north by the lot number 14 of the range of l'Anse-à-Philippe of the township of Bagot ; towards the northwest by the lot number 1 of the first northeast range, and the lot number 1 of the first southwest range of said township ; towards the west by the lot number 5 of the fourth range of same township ; towards the south by the River à Mars ; towards the east by Ha ! Ha ! Bay, comprising also all the islands of river à Mars situated to the east of said lot number 5 of the fourth range, covering an area of about seven hundred acres.

Made and signed at Bagotville, this fifteenth day of November, 1919.

LOUIS PH. CHAYER,
4356—47-4 Secretary treasurer.

Under the Winding-up act and its amendments.

—

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 34.

In the matter of Roxton Falls Manufacturing Company, Limited, in liquidation and Felix Romeo Paquet and Joseph Omer Bonnier, liquidators.

Notice is hereby given that there has been deposited with F. R. Paquet and J. O. Bonnier, liquidators of the said company in liquidation, at their office 120 Saint James street, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before J. E. Beauchamp, notary public, on the twenty first day of November nineteen hundred and nineteen, from Roxton Falls Manufacturing Co, Ltd, in liquidation to J. A. Desmarteau, manufacturer of South Roxton, in which deed of sale

vente la propriété transportée est décrite comme suit, savoir :

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cent cinquante-quatre (154) aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Roxton-Falls —avec les bâtisses dessus construites, et les machineries contenues dans les bâtisses.

Et de plus, prenez avis que le certificat du registrateur sur la dite propriété immobilière a aussi été déposé chez les liquidateurs, à leurs bureaux à Montréal.

Que la propriété ci-haut décrite a été détenue et possédée par la "Roxton Falls Manufacturing Company, Limited", depuis le 1er mars 1916 par J.-Oscar Fauteux, du 17 novembre 1915 au 1er mars 1916 ; par la corporation de la municipalité de Roxton Falls, du 29 juillet 1914 au 17 novembre 1915 et antérieurement à la "Poirier Casket & Chair Company".

Que les dits acte de vente et certificat du registrateur ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909 et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions des dits articles et afin de donner à la dite vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Daté en la cité de Montréal, dans la province de Québec, ce vingt et unième jour de novembre mil neuf cent dix-neuf.

Les liquidateurs,
F.-R. PAQUET,
4415—47-5 J.-O. BONNIER.

Province de Québec, district de Bedford, Vail Neighborhood Cemetery Company.

Avis public est par le présent donné par George M. Beach, cultivateur, William E. Vail, cultivateur, et George E. Ford, cultivateur, tous du canton de Dunham, dans le district de Bedford ; et Edmund A. Fitchett, marchand, Walter-J. Bell, commerçant, les deux du village de Cowansville, dit district, que, après deux mois du présent avis, ils demanderont au lieutenant-gouverneur l'adoption d'un arrêté ministériel ratifiant l'acte de vente à eux fait du lot 323 des plan et livre de renvoi officiels dudit canton Dunham, mesurant un demi acre en superficie, et de coin nord-est du lot 322 dudit canton de Dunham, mesurant un demi acre de superficie, que les parties susnommées acquièrent pour former une compagnie de cimetière, en vertu des dispositions des articles 6821 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, à être connue et désignée sous le nom de "Vail Neighborhood Cemetery Company", par acte de vente passé à Cowansville susdit, le 18 septembre 1919, pardevant maître Jules Côté, notaire public, sous le numéro 3630 des minutes dudit notaire.

Cowansville, P. Q., 29 octobre 1919.
L'avocat des requérants,
4125—45-9 W. U. COTTON.
[Première publication, 8 novembre 1919.]

the property conveyed is described as follows, to wit :

A lot of land bearing number one hunded and fifty four (154) of the official plan and book of references of the village of Roxton Falls-with the buildings thereon erected and the machineries contained therein, the whole as it stands.

And further take notice that the registrar's certificate of search against the said immoveable property has also been deposited with the said liquidators, at their offices in Montreal.

That the immoveable property described above has been owned and possessed by the Roxton Falls Manufacturing Co, Ltd, since the first of March 1916, by J. Oscar Fauteux, from November 17th, 1915, to March 1st, 1916, by the Corporationof the village of Roxton Falls, from July the 29th, 1914 to November 17th 1915, and previously to the Poirier Casket & Chair Company.

That the said deed of sale from the Roxton Falls Manufacturing Company Limited, in liquidation and registrar's certificate have been so deposited and in pursuance of the provisions of article 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at the city of Montreal, in the Province of Quebec, this twenty first day of November, 1919.

The liquidators,
F. R. PAQUET,
4416—47-5 J. O. BONNIER.

Province of Quebec, district of Bedford, Vail Neighborhood Cemetery Company.

Public notice is hereby given by George M. Beach, farmer, William E. Vail, farmer, and George E. Ford, farmer, all of the township of Dunham, in the district of Bedford ; and Edmund A. Fitchett, merchant, and Walter-J. Bell, trader, both of the village of Cowansville, said district, that at the expiration of two months from the present notice, they intend to apply to the Lieutenant Governor for an Order-in-Council confirming that certain deed of sale unto them of lot 323 of the official plan and book of reference of said township of Dunham, containing one-half acre in superficies, and the north east corner of lot 322 of said township of Dunham, containing one-half acre in superficies, which the parties above mentioned acquired for the purposes of forming a cemetery company, under the provisions of articles 6821 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, to be known and designated as the Vail Neighbourhood Cemetery Company, by a deed of sale passed at Cowansville aforesaid, the 18th day of September, 1919, before maître Jules Côté, notary public, under number 3630 of said notary's records.

Cowansville, P. Q., 29th October, 1919.
W. U. COTTON,
4126—45-9 Attorney for applicants.
[First publication, 8th November, 1919.]

Faillite—avis de

In re : Lacroix & Bouvrette, électriciens-manufacturiers, de la cité de Montréal, insolvables.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la Cour, en date du 9ième jour de décembre 1919, le soussigné a été nommé curateur aux

Notice of Bankruptcy

In re : Lacroix & Bouvrette, électrician-manufacturers, of the city of Montreal, insolvents.

Notice is hereby given that pursuant to an order of the Court, dated the 9th day of December 1919, the undersigned has been appointed

biens desdits Lacroix & Bouvrette, qui ont fait cession de leur biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

Montréal, 10 décembre 1919.

Le curateur,
JOSEPH PROULX.

4763

curator to the assets of the said Lacroix & Bouvrette, who have made an assignment of their assets for the benefit of their creditors.

All parties having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.

Montreal, 10th December, 1919.

JOSEPH PROULX,
Curator.

4764

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure. *In re* : Eugène Bolduc, marchand, Saint-Valier, comté de Bellechasse, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au vingt-neuf décembre courant (1919).

Ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le trente décembre courant (1919).

Le curateur,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau : 44-46 rue Dalhousie,
Edifice "Canada Steamship Lines, Ltd.".
Québec, 10 décembre 1919. 4765

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court. *In re* : Eugène Bolduc, merchant, Saint-Valier, county of Bellechasse, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until the twenty ninth of December instant, (1919).

The said dividend will be payable at my office on or after the thirtieth of December instant, (1919).

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44-46 Dalhousie street.
"Canada Steamship Lines, Ltd.", building.
Quebec, 10th December, 1919. 4766

Canada, Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure. *In re* Feu J. O. Diamond, Shawinigan Falls.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au sept janvier prochain (1920).

Ce dividende sera payable à mon bureau le ou après le huit janvier prochain (1920).

Le curateur,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau : 44-46 rue Dalhousie,
Edifice, Canada Steamship Lines, Ltd.
Quebec, 10 décembre 1919. 4767

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court. *In re* : J. O. Diamond, Shawinigan Falls.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until the seventh day of January next (1920).

This dividend will be payable at my office on or after the eighth of January next (1920).

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44-46 Dalhousie street,
Canada Steamship Lines, Ltd, bldg.
Quebec, 10th December, 1919. 4768

Cour supérieure, district de Montréal. Dans l'affaire de McLeod Hawthorne Company, Ltd., Montréal, en liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende, en faveur des créanciers ordinaires et privilégiés, a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 29 décembre 1919, date à ou après laquelle le dividende sera payable à mon bureau, 142 rue Notre-Dame ouest, à Montréal.

Le liquidateur,
GORDON W. SCOTT.

McLEOD HAWTHORNE COMPANY,
LTD.,
En liquidation.

Bureau de P. S. Ross & Sons,
142 rue Notre-Dame, ouest,
à Montréal. 4769

Superior Court, district of Montreal. In the matter of McLeod Hawthorne Company, Ltd., Montreal, in liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend to secured and unsecured creditors has been prepared in this matter and is open to objection until the 29th day of December, 1919, on and after which date the dividend will be payable at my office, 142, Notre-Dame street west, Montreal.

GORDON W. SCOTT,
Liquidator.

McLEOD HAWTHORNE COMPANY,
LTD.,
In liquidation.

Office of P. S. Ross & Sons,
142, Notre-Dame street, west,
Montreal. 4770

Soumissions

PROVINCE DE QUÉBEC

CITÉ DE SHERBROOKE

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Sherbrooke demande des soumissions pour la vente des obligations municipales suivantes : $50,000. 3½%, échéant le 1er octobre, 1940 ; $150,000. 5%, échéant le 1er novembre 1947, $142,500. 5%, échéant le 1er juin 1939 ; l'intérêt est payable semi-annuellement sur coupons à Sherbrooke, Montréal et New-York. Les

Tenders

PROVINCE OF QUEBEC

CITY OF SHERBROOKE

Public notice is hereby given that the city of Sherbrooke is calling for tenders for the sale of the following debentures : $50,000. 3½%, maturing 1st October, 1940 ; $150,000. 5%, maturing 1st November, 1947 ; $142,500. 5%, maturing 1st June, 1939 ; interest payable on coupons half-yearly at Sherbrooke, Montreal and New-York. Tenders must be accompanied

soumissions doivent être accompagnées d'un chèque accepté égal à 1% du montant de la soumission et spécifier si l'offre est faite avec les intérêts accrus ou non. Elles seront prises en considération à la séance publique du conseil le lundi, 5 janvier prochain (1920), à 8 heures du soir ou aussitôt après que le conseil ou l'un de ses comités pourra le faire, ou aux ajournements de la séance. La plus basse ni aucune des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

Donné à Sherbrooke, ce quatrième jour de décembre 1919.

Le secrétaire-trésorier,
E.-C. GATIEN.

4735

by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the tender and specify whether made with accrued interest or not. Such tenders will be considered at the public meeting of the council, Monday, the 5th of January next (1920), at 8 o'clock p. m., or so soon thereafter as the council, or one of its committees, can do so, or at its adjournments. The lowest nor any of the tenders necessarily accepted.

Dated at Sherbrooke, this fourth day of December, 1919.

E. C. GATIEN,
Secretary-treasurer.

4736

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville de La Tuque demande des soumissions pour la vente de cinquante mille piastres de ses obligations, avec coupons d'intérêt, datés du premier septembre 1919, et comportant des échéances annuelles jusqu'au premier septembre 1943, portant intérêt au taux de six pour cent par an, payable semi-annuellement le premier de septembre et le premier mars aux bureau de la Banque Nationale, à La Tuque, à Québec, et à Montréal.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque accepté égal à un pour cent du montant de l'emprunt, et spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus au moment de la livraison.

Lesdites soumission seront prises en considération à la séance publique du conseil de la ville de La Tuque, qui sera tenue le 29 décembre 1919.

Lesdites soumissions devront être remises au secrétaire-trésorier avant midi le 29 décembre 1919.

La Tuque, Qué., 10 décembre 1919.

Le secrétaire-trésorier,
P. E. RIBERDY.

4783.

Public notice is hereby given that the corporation of the town of La Tuque asks for tender for the sale of fifty thousand dollars of its debentures, with interest coupons, dated the first September, 1919, maturing yearly up to the first September, 1943, bearing interest at the rate of six per cent per annum, payable semi-annually the first September and first March at the offices of the Banque Nationale, at La Tuque, Quebec and Montreal.

The tenders must be accompanied with an accepted cheque equal to one per cent of the amount of the loan, and specify whether the price offered does or does not include the accrued interests at the time of delivery.

The above tenders will be considered at a public sitting of the council of the town of La Tuque, which will be held on the 29th December, 1919.

The said tenders must be in the hands of the secretary treasurer before noon of the 29th December, 1919.

La Tuque, Que., 10th December, 1919.

P. E. RIBERDY,
Secretary treasurer.

4784

Vente d'immeubles

Canada, province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 486. *In re:* Succession vacante de feu l'honorable E.-F. de Varennes, en son vivant conseiller législatif et notaire public de la ville de Waterloo, dit district ; et Louis Jodoin *et al*, créanciers demandeurs ; et Louis-Joseph Jodoin, curateur dûment nommé en justice en vertu d'une ordonnance émanée par l'hon. M. F. Hackett, juge de la Cour supérieure, dans et pour le district de Bedford, en date du deuxième jour de juin 1919.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain (1919), à UNE heure P. M., seront vendus à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-Bernandin-de-Waterloo, les immeubles composant et dépendant de la susdite succession vacante, savoir :

1. Certains terrains connus comme étant les lots numéros trois cent dix-huit et trois cent dix-neuf (318-319) du cadastre officiel du village maintenant dite ville de Waterloo—avec une bâtisse en briques occupée comme bureau ; sauf cette partie du lot numéro trois cent dix-neuf (319) occupée par Charles A. Nutting, avocat, et sur laquelle est construit le bureau de ce dernier, et l'usage en commun pour ledit Nutting et ledit feu E.-F. de Varennes, du passage se trouvant du côté sud du bureau dudit Nutting,

Sale of immoveables

Canada, Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 486. *In re:* Vacant estate of the late Hon. E.-F. de Varennes, in his lifetime notary public, of the town of Waterloo, said district ; and Louis Jodoin *et al*, creditors ; and Louis-Joseph Jodoin, curator duly appointed as such by an order of the Court, bearing date second day of June nineteen hundred and nineteen, issued by the Hon. M. F. Hackett, Judge of the Superior Court in and for the said district of Bedford.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY-THIRD day of DECEMBER now next (1919), at ONE o'clock p. m., at the church door of the parish of Saint-Bernardin of Waterloo, will be sold the hereinafter described immoveable properties composing and depending of the above mentioned vacant estate, viz:

1. Certain pieces of land known as being lots numbers three hundred and eighteen and three hundred and nineteen of the official plan and book of reference of the village, now the said town of Waterloo—with the brick building occupied as an office ; save and except that part of lot three hundred and nineteen occupied and owned by CharlesA. Nutting, advocate, and upon which is erected his law office, including the use in common for the said Nutting and the said late E.F. de Varennes of the passage on the

et de trente-cinq pieds de profondeur à l'arrière sur la largeur dudit bureau Nutting ;

2*a*. Le lot numéro cent quatre-vingt-treize (193) des plan et livre de renvoi officiel du village maintenant dite ville de Waterloo, de la contenance de vingt-sept mille neuf cent cinquante-deux pieds carrés en superficie, plus ou moins—avec une maison et autres dépendances dessus construites ;

3*b*. Partie du lot numéro cent quatre-vingt-neuf (189) du même cadastre de Waterloo, de la contenance de deux mille neuf cents pieds carrés en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus, décrites comme suit, savoir : Commençant à une borne en pierre avec de la vaisselle en dessous, sur la ligne de division entre lesdits lots 189 et 193, et étant le coin nord-ouest d'un lot à bâtir sur l'extrémité nord-est dudit lot 189, la propriété de Grant W. Forest, de là vers le sud-est le long de la ligne sud-ouest du lot à bâtir, quarante-cinq pieds jusqu'à une borne semblable à la première, de là vers le sud-ouest parallèlement à une grange sur le lot 189, quatre-vingts pieds jusqu'à une autre borne en pierre située sur le prolongement de la ligne de division entre les parties nord-est et sud-ouest dudit lot 193, de là dans une direction nord-ouest le long de ladite ligne de division, trente-cinq pieds et six pouces jusqu'à une autre borne en pierre sur ladite ligne de division entre lesdits lots Nos 189 et 193, de là vers le nord-est le long de ladite ligne de division, soixante-huit pieds et six pouces jusqu'au point de départ ;

4-3*c*. Un terrain formant partie dudit lot No 189 du même cadastre de Waterloo,décrit comme suit: savoir : commençant à une borne en pierre avec de la vaisselle en dessous, située sur la ligne de division entre les lots Nos 189 et 193 étant le coin sud-ouest du lot appartenant à Grant W. Forest ou représentants, de là se dirigeant vers l'est le long de la ligne dudit lot, une distance de quarante-cinq pieds jusqu'à une autre borne semblable à la première, de là déviant vers la droite à un angle de quatre-vingt-quinze degrés et parcourant une distance de quatre-vingts pieds jusqu'à une autre borne en pierre située sur le prolongement de la ligne de division entre les parties nord-est et sud-ouest dudit lot No 193, de là déviant vers la droite à un angle de quatre-vingt-quinze degrés et suivant la ligne de division en dernier lieu mentionné, une distance de trente-cinq pieds et six pouces jusqu'à une autre borne en pierre située sur la ligne de division entre les lots Nos 189 et 193, de là vers le sud-est le long de ladite ligne de division, une distance de soixante-huit pieds et six pouces jusqu'au point de départ ; ledit morceau de terre contenant deux mille neuf cents pieds carrés en superficie ; les dites parties de lots marqués A.B.C. forment un immeuble complet ;

5. Tous les droits de propriété, possession et autres sur un emplacement connu comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-douze (192) du cadastre du village maintenant dite ville de Waterloo—avec une maison dessus; lesdits droits résultant à la succession vacante dudit feu E.-F. de Varennes en vertu d'une vente de droits consentie à ce dernier par Tancrède Pagé, électricien, ci-devant de ladite ville de Waterloo, devant Mtre J.-A. Perras, notaire, le quinze août mil neuf cent seize.

Le curateur,
LOUIS-JOSEPH JODOIN, N. P.
Waterloo, 8 novembre 1919. 4325—47-2

south side of the said Nutting's office, being thirty-five feet in depth at the rear of the said office and of the width of the said Nutting's office.

2*a*. Lot number one hundred and ninety-three of the official plan and book of reference of the village now the said town of Waterloo, containing twenty-seven thousand nine hundred and fifty-two square feet in superficies, more or less—with a house and other buildings thereon ;

3*b*. Part of lot number one hundred and eighty-nine of the same official plan and book of reference of Waterloo, containing two thousand nine hundred square feet in superficies, more or less—with the buildings thereon, described as follows, to wit : commencing at a stone boundary with crokery under, on the division line between lots numbers 189 and 193, and being the north west corner of a building lot at the north east end of said lot number 189 owned by Grant W. Forest, from thence towards the south east along the south west line of the building lot, forty-five feet to a boundary similar to the first one, thence south westerly parallel to a barn erected upon lot No. 189, eighty feet to an other stone boundary situate upon the continuation of the division line between the north east and south west parts of said lot No. 193, from thence in anorth westerly direction along the said division line, thirty-five feet and six inches to an other stone boundary upon the division line between said lots Nos. 189 and 193, from thence north easterly along the said division line sixty-eight feet and six inches to the point of departure ;

4-3*c*. An other piece of land forming part of said lot No. 189 of the same official plan and book of reference of Waterloo, described as follows : commencing at a stone boundary with crockery under, situate on the division line between lots numbers 189 and 193 being the south west corner of lot owned by Grant W. Forest or representatives, from thence easterly along the line of said lot, a distance of forty five feet to an other boundary similar to the former, from thence turning to the right to an angle of ninety five degrees and extending at a distance of eighty feet to an other stone boundary situate on the continuation of the division line between the north east and south west part of said lot number 193, from thence to the right at an angle of ninety five degrees and following the division line lastly above mentioned, a distance of thirty five feet and six inches to an other stone boundary on the division line between the lots Nos. 189 and 193, thence south easterly along the said division, line a distance sixty eight feet and six inches to the points of departure ; the said piece of land containing two thousand nine hundred square feet in superficies; the said parts of lots marked A-B-C forming one complete immoveable ;

5. All the rights of ownership, possession and others upon an emplacement known as being lot number one hundred and ninety two of the same official plan and book of reference of Waterloo—with a house thereon ; the said rights resulting to the said vacant estate under a deed of sale of rights consented to the said E. F. de Varennes by Tancrède Pagé, before Me J. A. Perras, notary, on the fifteenth day of August, one thousand nine hundred and sixteen.

LOUIS JOSEPH JODOIN, N. P.
Curator
Waterloo, 8th November, 1919. 4326—4-2

VENTE PAR LE SHÉRIF
ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Arthabaska, à savoir : } DAME VITALINE
No 328. } DUROCHER,
demanderesse ; vs G.-ANTONIO PICHE, défendeur, esqualité et DAME MALVINA PANNETON, mise-en-cause.

Comme appartenant au défendeur, esqualité.

Un emplacement situé dans la ville de Drummondville et connu et désigné comme étant le lot No 88 du cadastre officiel du quartier sud de la dite ville de Drummondville—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric-de-Drummondville, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain (1919), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.
Arthabaska, 14 novembre 1919.

[Première publication, 22 nobemvre 1919].
4329—47-5

SHERIFF'S SALE
ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Arthabaska, to wit : } DAME VITALINE
No. 328. } DUROCHER,
plaintiff ; vs G. ANTONIO PICHE, defendant, es-qual., and DAME MALVINA PANNETON, *mise-en-cause.*

As belonging to the defendant, esqual.

An emplacement situated in the town of Drummondville and known and designated as being the lot No 88 of the official plan and book of reference of the south ward of the said town of Drummondville—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Frederick of Drummondville, on the TWNEHTY FOURTH day of DECEMBER, next (1919), at TWO o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office.
Arthabaska, 14th of November, 1919.

[First publication, 22nd November, 1919].
4330—47-5

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir : } BERNARD VEILLEUX,
No 4549. } demandeur ; contre DOLOR FOSTER, défendeur.

La moitié indivise d'une terre de forme triangulaire située en le premier rang du canton de Jersey, comté de Beauce, contenant quatre arpents de front et quinze arpents de largeur à la profondeur, le tout plus ou moins, et sans aucune garantie de mesure précise, le plus ou le moins étant au profit ou à la perte des acquéreurs, sur la profondeur du rang, les lignes de chaque côté étant obliques; bornée la dite terre du côté sud-est au terrain de Auguste Paquet et du côté nord à Thomas Jolicœur, à l'ouest par la rivière Chaudière, à l'est à la profondeur du dit terrain, étant la dite terre connue et désignée comme étant partie du lot numéro quinze "A" (15A,) du cadastre officiel du dit premier rang de Jersey—avec les bâtisses dessus érigées et dépendances;

2. Un emplacement faisant partie du lot numéro neuf-A (9-A du rang un du canton de Shenley et borné comme suit : en front à la route des côtés nord et est J.-Emery Poulin, et à l'ouest à Hormisdas Grondin—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendus l'emplacement en deuxième lieu décrit à la porte de l'église de la paroisse Saint-Martin, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et la terre en premier lieu désigné,

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit : } BERNARD VEILLEUX,
No. 4549. } plaintiff ; against DOLOR FOSTER, defendant.

The undivided half of a farm of triangular outline situate in the first range of the township of Jersey, county of Beauce, containing four arpents in front and fifteen arpents in width at the depth, all more or less, and without warranty of exact measurement, the more or the less being at the profit or loss of the purchasers, on the depth of the range, the lines of each side being oblique ; the said farm being bounded on the southeast side by the land of Auguste Paquet and on the north side by Thomas Jolicœur, on the west by the Chaudière river, on the east at the depth of the sais land, being the said farm known and designated as being part of the lot number fifteen-A (15A) of the official cadsatre of the first range of Jersey—with the buildings erected thereon and dependencies ;

2. An emplacement forming part of the lot number nine-A (9-A) of range one of the township of Shenley and bounded as follows : in front by the road on the north and east sides by J. Emery Poulin, and on the west by Hormisdas Grondin—with buildings and dependencies.

To be sold the emplacement secondly described at the church door of the parish of Saint-Martin, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER, next, at TEN o'clock in the forenoon, and the farm firstly designated, on the same day, at the

le même jour à la porte de l'église de la paroisse Saint-Georges, à DEUX heures ET DEMIE de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Saint-Joseph, Beauce, 18 novembre 1919.

Le shérif,

4389—47-2 GUSTAVE GARANT.

[Première publication, 22 novembre 1919].

church door of the parish of Saint-Georges, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

Saint Joseph, Beauce, 18th November, 1919.

GUSTAVE GARANT,

4390—47-2 Sheriff.

[First publication, 22nd November, 1919].

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Cour supérieure—Chicoutimi.

No 6095. LA BANQUE NATIONALE; vs WILLIE ET STANISLAS ARSENEAULT, du village de Kénogami.

Comme appartenant aux défendeurs :

Un terrain situé dans le village de Kénogami et étant le lot connu et désigné au cadastre officiel pour le troisième rang du canton de Jonquières sous le numéro vingt-deux-A cent dix-huit-quatre (22-A 118-4), ce terrain mesurant cinquante pieds de largeur vers le nord au sud, côté ouest en suivant la ligne du chemin public et aussi cinquante-six pieds de largeur vers le sud au nord au bout de la profondeur qui est de cent trente pieds, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église du village de Kénogami, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE 1919, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L. ALAIN.

Bureau du shérif.

Chicoutimi, 15 novembre 1919. 4337—47-2

[Première publication, 22 novembre 1919].

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Superior Court—Chicoutimi.

No. 6095. LA BANQUE NATIONALE; vs WILLIE AND STANISLAS ARSENEAULT, of the village of Kenogami.

As belonging to the defendants :

That parcel of land situate in the village of Kenogami and being the lot known and designated on the official cadastre for the third range of the township of Jonquières, under the number twenty two-A one hundred and eighteen-four (22-A 118-4), said parcel of land measuring fifty feet in width from north to south, west side along the line of the public road and fifty six feet in width from south to north at the end of the depth which is of one hundred and thirty feet, the whole more or less, without warranty as to precise measurements—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the village of Kenogami, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER, 1919, at TEN o'clock in the forenoon.

L. ALAIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Chicoutimi, 15th November, 1919. 4338—47-2

[First publication, 22nd November, 1919].

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Rimouski.

Rimouski, à savoir : No 6383. REVEREND P.-FELIX SIROIS, curé de la paroisse de Sainte-Luce, district de Rimouski, demandeur ; contre JACQUES-EDMOND CHICOYNE, ci-devant de Saint-Pierre-de-Malbaie, No 1, dans le comté et le district de Gaspé, et maintenant de la cité de Québec, défendeur.

Un lopin de terre sis et situé à un endroit appelé Vauquelin, dans la municipalité de Saint-Pierre-de-Malbaie, No 1, mesurant cent acres, plus ou moins, en étendue, étant le lot 5, du rang nord de la rivière, dans le canton de Malbaie, comté de Gaspé, et désigné sous le No 5 du cadastre officiel dudit canton de Malbaie—avec une maison, une grange et d'autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre-de-Malbaie, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain 1920, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Percé, 6 décembre 1919.

Le shérif,

4741—50-2 JAS. T. TUZO.

[Première publication, 13 décembre 1919.]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Rimouski.

Rimouski, to wit : No. 6383. REVEREND P. FELIX SIROIS, curé of the parish of Sainte-Luce, district of Rimouski, plaintiff ; against JACQUES EDMOND CHICOYNE, heretofore of Saint-Pierre-de-Malbaie, No. 1, in the county and district of Gaspé, and now of the city of Quebec, defendant.

A certain lot of land lying and situate at a place called Vauquelin, in the municipality of Saint-Pierre-de-Malbaie, No. 1, containing one hundred acres more or less in superficies, being the lot 5, in the range north of the river, in the township of Malbaie, county of Gaspé, and designated under No. 5 of the official cadastre of the said township of Malbaie—with a dwelling house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Pierre-de-Malbaie, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, 1920, at ELEVEN o'clock, in the forenoon.

Sheriff's office.

Percé, 6th December, 1919. 4742—50-2

JAS. T. TUZO,

4742—50-2 Sheriff.

[First publication, 13th December, 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour supérieure.—District de Gaspé

Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure, No 3327.

ALPHONSE LEBLANC, de New-Richmond, comté et district susdits, journalier, demandeur ; contre les meubles et effets, terres et héritages de EMILE LEBLANC, de Montréal et d'autres, à New-Richmond susdit, défendeurs :

1. Une propriété immobilière située dans le rang 4 du canton de New-Richmond, étant la partie est du lot originaire No 16, et maintenant comme étant une partie du lot No 620 du cadastre officiel dudit canton de New-Richmond, mesurant un acre de terre en largeur par trente-trois acres et un tiers de profondeur, plus ou moins ; bornée à l'est par Joseph LeBlanc ((Antoine) et Diana LeBlanc Loubert, à l'ouest par François-Xavier LeBlanc, au nord par le trait carré du 5e rang, et au sud par le trait-carré du 4e rang—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ;

2. Une autre propriété immobilière située dans le 4e rang du canton de New-Richmond, étant la partie ouest du lot originaire No 17, et maintenant connue comme étant une partie du lot No 621 du cadastre officiel dudit canton de New-Richmond, mesurant un acre de terre en largeur par vingt-neuf acres de profondeur, plus ou moins ; bornée à l'est par Joseph LeBlanc (Antoine), à l'ouest par Diana LeBlanc Loubert, au nord par le trait-carré du 5e rang, et au sud par Joseph LeBlanc (Antoine), circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saints-Anges-Gardiens, de Cascapédia, JEUDI, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain (1920), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

New-Carlisle, 9 décembre 1919.

Le shérif, C. B..

4743—50-2 W. M. SHEPPARD.

[Première publication, 13 décembre 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court.—District of Gaspé.

Province of Quebec, District of Gaspé, County of Bonaventure, No. 3327.

ALPHONSE LEBLANC, of New-Richmond, county and district aforesaid, laborer, plaintiff ; against the goods and chattels, lands and tenements of EMILE LEBLANC, of Montreal, and others, in New-Richmond, aforesaid, defendants :

1. An immoveable property situate in the 4th range of the township of New-Richmond, being the east part of the primitive lot No. 16, and now known as part of lot No. 620 of the official cadastre of the said township of New-Richmond, containing one acre of land in width by thirty three acres and one third of an acre in depth, more or less ; bounded on the east by Joseph LeBlanc (Antoine) and Diana LeBlanc Loubert, on the west by François-Xavier LeBlanc, on the north by the *trait-carré* of the 5th range, and on the south by the *trait-carré* of the 4th range—together with all the buildings thereon eredted, circumstances and dependencies;

2. Another immoveable property situate also in the 4th range of the township of New-Richmond, being the west part of the primitive lot No. 17, and now known as part of lot No. 621 of the official cadastre of the said township of New-Richmond, containing one acre of land in width by twenty nine acres in depth, more or less ; bounded on the east by Joseph LeBlanc (Antoine), on the west by Diana LeBlanc Loubert, on the north by the *trait-carré* of the 5th range, and on the south by Joseph LeBlanc (Antoine), circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saints - Anges - Gardiens - de - Cascapedia, on THURSDAY, the FIFTEENTH day of JANUARY next (1920), of the hour of TEN in the forenoon.

Sheriff's office.

New-Carlisle, 9th December, 1919.

W. M. SHEPPARD,

4744—50-2 Sheriff, C. B.

[First publication, 13th December, 1919.]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 3655. J.-ARTHUR GUERTIN, demandeur; vs EUCLIDE LEGAULT, défendeur.

Un certain lot de terre ou emplacement en la cité de Montréal connu et désigné sous le numéro officiel 295 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet ; borné comme suit : en front par le boulevard Gouin, en arrière par la rivières des Prairies et sur les deux côtés par l'emplacement de M. Gordien Menard ou de ses représentants—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Montréal, 10 décembre 1919.

Le shérif,

4773—50-2 L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 13 décembre 1919.]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 3655. J. ARTHUR GUERTIN, plaintiff ; vs EUCLIDE LEGAULT, defendant.

That certain lot of land or emplacement lying in the city of Montreal known and designated under the official number 295 on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Recollet ; bounded in front by Gouin boulevard, in rear by the river des Prairies and on both sides by the emplacement of Mr. Gordien Menard or his representatives—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montreal, 10th December, 1919.

L.-J. LEMIEUX,

4774—50-2 Sheriff.

[First publication, 13th December, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 1384. DAME WILHELMINA DORVAL, épouse maintenant séparée de corps et de biens de L. Joseph Conroy, par jugement de cette honorable Cour, rendu le 9 juin 1916, demanderesse ; vs LAWRENCE JOSEPH CONROY, défendeur.

La moitié indivise d'un lot de terre situé à Montréal, connu et désigné comme étant le lot officiel numéro 943 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, dans la division d'enregistrement de Montréal-Ouest--avec la bâtisse dessus construite sur la rue Centre, dans la cité de Montréal; ladite bâtisse consistant en une boutique et une résidence connues sous le No civique 291 de ladite rue Centre, dans la cité de Montréal, avec tous les droits, dépendances, servitudes, etc., se rattachant audit lot.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Montréal, le 10 décembre 1919.

Le shérif

4771—50-2 L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 13 décembre 1919].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 4178. DAME MARIE ROY, veuve de feu JOSEPH JOLIN, en son vivant charpentier, de la ville de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, en sa qualité de tutrice à son enfant mineur, Napoléon Jolin, demanderesse ; vs ARTHUR LEMIEUX, des cité et district de Montréal, et ALDEI LEMIEUX, autrefois du même endroit et maintenant de lieux inconnus, ci-devant faisant affaires ensemble et en société comme charretiers, défendeurs.

Comme appartenant à Arthur Lemieux, l'un des défendeurs :

Deux lots de terre dans la cité de Montréal, connus sous les numéros 572 et 573 de la subdivision du lot numéro 3617 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant chacun vingt-cinq (25) pieds de largeur par quatre-vingt-dix (90) pieds de profondeur et ayant une superficie de deux mille deux cent cinquante (2,250) pieds, mesure anglaise, et ayant front sur la rue d'Aragon—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Montréal, 10 décembre 1919.

Le shérif,

4775—50-2 L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 13 décembre 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 1861. JAMES BEGBIE HILLS, demandeur ; vs LEOPOLD ORKIN, défendeur.

L'emplacement ayant front sur l'avenue Rosedale, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâces, de la cité de Montréal, faisant partie du lot numéro cent cinquante et un des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et plus particulièrement connu sur le plan de subdivision dûment dressé et de record dudit lot officiel sous le numéro de subdivision trois cent vingt-deux (No 151-322), mesurant quarante pieds de largeur par cent quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 1384. DAME WILHELMINA DORVAL, wife now separate from bed and board from L. Joseph Conroy, according to judgment of this Honourable Court on the 9th of June, 1916, plaintiff ; vs LAWRENCE JOSEPH CONROY, defendant.

The undivided half of a lot of land situated in Montreal and known and designated as lot official number 943 of the official plan and book of reference of Saint Ann's ward, in the registration division of Montreal-West—together with the building thereon erected on Centre street, in the city of Montreal; said building consisting of a shop and dwelling and known as civic No. 291 of the said Centre street, in the city of Montreal, with all rights and appurtenances, servitudes, &c., belonging to the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montreal, 10th December, 1919.

L. J. LEMIEUX,

4772—50-2 Sheriff.

[First publication, 13th December, 1919].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 4178. DAME MARIE ROY, wife of the late Joseph Jolin, in his lifetime, carpenter, of the town of Valleyfield, in the district of Beauharnois, in her quality of tutrix to her minor child, Napoléon Jolin, plaintiff ; vs ARTHUR LEMIEUX, of the city and district of Montreal, and ALDEI LEMIEUX, formerly of the same place and now of parts unknown, heretofore carrying on business together and in partnership as carters, defendants.

As belonging to Arthur Lemieux, one of the defendants :

Two lots of land in the city of Montreal, known under the numbers 572 and 573 of the subdivision of the lot number 3617 on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, each measuring twenty five (25) feet in width by ninety (90) feet in depth and having an area of two thousand two hundred and fifty (2,250) feet, English measurement, and fronting on Aragon street—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

Montreal, 10th December, 1919.

L. J. LEMIEUX,

4776—50-2 Sheriff.

[First publication, 13th December, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 1861. JAMES BEGBIE HILLS, plaintiff ; vs LEOPOLD ORKIN, defendant.

That certain emplacement fronting on Rosedale avenue, in the Notre-Dame-de-Grâces ward, of the city of Montreal, forming part of lot number one hundred and fifty one of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and more particularly known on the subdivision plan duly made and fyled of the said official lot as subdivision number three hundred and twenty-two (No. 151-322) measuring forty feet in width by one hundred and fifteen feet in depth, English measure and more or less.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.
Montréal, 19 novembre 1919. 4441—47-2
[Première publication, 22 novembre 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 475. GEORGE IRVING, comptable, ALBERT R. WIGHTMAN, commis, les deux de la cité de Westmount, et GEORGE R. LIGHTHALL, de la cité de Montréal, notaire public, tous agissant en leur qualité d'exécuteurs du dernier testament de George Irving, en son vivant de Montréal, payeur, demandeurs ; contre HOOPER MALLET, défendeur.

Les lots de terre situés dans le quartier Notre-Dame-de-Grâces, de la cité de Montréal, connus sous les Nos 11 et 12 sur le plan de subdivision du lot numéro cent quarante-sept (147-11 et 12) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal. Lesdits lots ayant front sur l'avenue Bathurst.

Le lot de terre situé rue Coronation connus et désignés sous le numéro de subdivision quatre-vingt-trois du lot originaire numéro cent quarante-sept (147-83) des plan et livre de renvoi de la paroisse de Montréal, mesurant trente-quatre pieds de largeur par soixante et onze pieds de profondeur, plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.
Montréal, 19 novembre 1919.

Le shérif,
4443—47-2 L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 22 novembre 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 2632. DAME VICTORIA BACCRINI, épouse séparée de biens de J.-Eugène Garneau, marchand, des cité et district de Montréal, et ledit J.-Eugène Garneau pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs JOSEPH PELLETIER, défendeur, et L.-A. BEDARD, curateur au délaissement.

Un lot de terre connu et désigné comme étant le lot No 270 de la subdivision officielle du lot No 51 sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; le dit lot, ayant front sur la rue Watson, maintenant boulevard Décarie, et mesurant 25 pieds en front par 100 pieds en profondeur—avec tous les droits et privilèges y appartenant.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.
Montréal, 19 novembre 1919. 4445—47-2
[Première publication, 22 novembre 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 1718. TELESPHORE MERCIER, demandeur; vs OCTAVE-ALFRED-VALIDA EMOND, défendeur.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 19th November, 1919. 4442—47-2
[First publication, 22nd November, 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 475. GEORGE IRVING, accountant, ALBERT R. WIGHTMAN, clerk, both of the city of Westmount, and GEORGE R. LIGHTHALL, of the city of Montreal, notary public, all acting in their quality of executors under the last will and testament of George Irving, in his lifetime of Montreal, paymaster, plaintiffs ; against HOOPER MALLET, defendant.

Those certain lots of land situated in the Notre-Dame-de-Grâces ward, of the city of Montreal, being known as Nos. 11 and 12 upon the subdivision plan of lot number one hundred and forty-seven (147-11 and 12) upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal. Said lots fronting on Bathurst avenue.

That certain lot of land situated on Coronation street known and designated as subdivision number eighty three of the original lot number one hundred and forty-seven (147-83) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring thirty-four feet in width by seventy-one feet in depth, English measure and more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.
Montreal, 19th November, 1919.

L. J. LEMIEUX,
4444—47-2 Sheriff.
[First publication, 22nd November, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: No. 2632. DAME VICTORIA BACCRINI, wife separate as to property of J. Eugène Garneau, merchant, of the city and district of Montreal, and the said J. Eugène Garneau to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff ; vs JOSEPH PELLETIER, defendant, and L.-A. BEDARD, curator to the surrender of property.

That certain lot of land known and designated as being the lot No. 270 of the official subdivision of lot No. 51, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; said lot fronting on Watson street, now Décarie boulevard, and measuring 25 feet in front by 100 feet in depth—with all rights and privileges appertaining thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 19th November, 1919. 4446—47-2
[First publication, 22nd November, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 1718. TELESPHORE MERCIER, plaintiff ; vs OCTAVE ALFRED VALIDA EMOND, defendant.

Deux lots de terre situés dans la cité de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, comme faisant partie des lots numéro trois cent quatorze et trois cent quinze de la subivision officielle du lot numéro cent soixante-six (166-P. 314 et 315) contenant, ces deux parties de lot, cinquante pieds et demi de front par cinquante-huit pieds de profondeur; bornées en front, les dites deux parties de lot, par la rue Frontenac, par derrière au résidu des dits lots Nos 314 et 315, avec droit de passage sur le dit résidu des dits lots Nos 314 et 315; tenant d'un côté, les dites deux parties de lot, au No 313, de l'autre côté au lot No 316, des dits plan et livre de renvoi—avec maison et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jur de DECEMBRE prochain, à MIDI.

Bureau du shérif.

Montréal, 19 novembre 1919.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

4449—47–2

[Première publication, 22 novembre 1919].

Two lots of land situated in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, as forming part of the lots numbers three hundred and fourteen and three hundred and fifteen of the official subdivision of the lot number one hundred and sixty six (166-pt. 314 and 315), containing, said two parts of lot, fifty feet and a half in front by fifty eight feet in depth; bounded in front, the said parts of lot, by Frontenac street, in rear by the residue of said lots Nos 314 and 315, with right of passage on said residue of said lots Nos 314 and 315; bounded on one side, the said two parts of lot by the No. 313, and on the other side by the lot No. 316, of said plan and book of reference—with a house and other dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER next, at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office.

Montreal, 19th November, 1919.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

4450—47–2

[First publication, 22nd November, 1919].

OTTAWA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de circuit, comté de Hull, siégeant à Gracefield,

Hull, à savoir: } CHARLES E. LOGUE ET AL,
No 826. } demandeurs; contre HORMISDAS LURETTE, défendeur, à savoir:

Les lots numéros cinquante-deux et cinquante-trois (52 et 53) du premier rang du canton Aumond, comté et district de Hull—avec les circonstances et dépendances s'y rattachant.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

C. M. WRIGHT.

Bureau du shérif.

Hull, le 19 novembre 1919. 4465—47–2

[Première publication, 22 novembre 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Hull.

Hull, à savoir: } JOSEPH FOURNIER, de-
No 5041. } mandeur; contre HARRY HELLAND ET AL., défendeurs, à savoir:

Le lot numéro vingt-cinq-A (25-A) du treizième rang du canton Eardley, dans le district de Hull avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures et QUART de l'avant-midi.

Le shérif,

C.-M. WRIGHT.

Bureau du shérif.

Hull, le 19 novembre 1919. 4469—47–2

[Première publication, 22 novembre 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Hull.

Hull, à savoir: } WILLIAM A. McCALLUM, ET AL, ES-QUAL.,
No 5021. } demandeurs; contre JOSEPH, ARTHUR BERNARDIN, défendeur, à savoir:

Le numéro quatre cent quinze (415) du cadastre de la ville de Buckingham, dans le district de Hull, et cet autre lot connu et désigné comme

OTTAWA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court, County of Hull, sitting at Gracefield.

Hull, to wit: } CHARLES E. LOGUE ET AL,
No. 826. } plaintiffs; against HORMISDAS LURETTE, defendant, to wit:

Lots numbers fifty-two and fifty-three (52 and 53) in the first range of the township of Aumond, county of district of Hull—with the members and appurtenances there unto belonging.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Hull, 19th November, 1919. 4466—47–2

[First publication, 22nd November, 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superiour Court.—District of Hull.

Hull, to wit: } JOSEPH FOURNIER, plaintiff;
No. 5041. } against HARRY HELLARD ET AL, defendants, to wit:

Lot number twenty five-A (25-A) in the thirteenth range of the township of Eardley, in the district of Hull—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER next, at a QUARTER PAST TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Hull, 19th November, 1919. 4470—47–2

[First publication 22nd November 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Hull, to wit: } WILLIAM A. McCALLUM ET AL, ES-QUAL.,
No. 5021. } plaintiffs; against JOSEPH ARTHUR BERNARDIN, defendant, to wit:

The number four hundred and fifteen (415) of the cadastre of the town of Buckingham, in the district of Hull, and that other lot known

étant la moitié ouest du lot numéro trois cent quatre-vingt-douze (392) du cadastre de la ville de Buckingham, et borné comme suit : au nord par le lot No 416, au sud par le lot No 415, à l'ouest par la rue Principale de ladite ville, à l'est par la prolongation de la ligne est du lot No 415, au côté nord du lot No 416 ; le tout suivant les plan et livre de renvoi officiels pour ladite ville de Buckingham—avec les bâtisses et améliorations dessus.

Pour être vendu, sujet aux droits et réserves, et aux servitudes actives et passives qui en dépendent ou s'y rapportent, les immeubles ci-dessus décrits et appartenant au défendeur.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Grégoire-de-Nazianze, à Buckingham, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
C. M. WRIGHT.

Bureau du shérif.
Hull, 19 novembre 1919. 4471—47-2
[Première publication, 22 novembre 1919.]

and designated as being the west half of the lot number three hundred and ninety two (392) of the cadastre of the town of Buckingham, and bounded as follows : on the north by the lot No. 416, on the south by the lot No. 415, on the west by the Main street of said town, on the east by the prolongation of the east line of the lot No. 415, to the north side of the lot No. 416; the whole according to the official plan and book of reference for the said town of Buckingham—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold, subject to the rights and reserves, active and passive servitudes attached or appertaining, to the immoveables hereabove described and belonging to the defendant.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Grégoire-de-Nazianze, at Buckingham, on the TWENTY-FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff.

Sheriff's office.
Hull, 19th November, 1919. 4472—47-2
[First publication, 22nd November, 1919.]

PONTIAC

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Pontiac.

No 1802. J.-E. GABOURY, demandeur ; vs WILLIAM CHASSE, défendeur.

Tout le lopin ou la lisière de terre faisant partie d'une portion ou section du lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton Waltham, dans le comté de Pontiac, sous le numéro cinq du rang "A" (L. 5, R. A.) du susdit canton Waltham, mesurant soixante-six pieds de largeur par quatre-vingt-dix-neuf pieds de profondeur, et borné comme suit : en front ou du côté ouest par le chemin public, à la traverse de la voie ferrée principale à Waltham, au sud par la clôture du chemin de fer Pacifique Canadien du droit de passage, sur les deux autres côtés par le résidu dudit lot numéro cinq et appartenant à un nommé James Spotswood—avec tous les dépendances, bâtisses et circonstances s'y rattachant.

Pour être vendu au bureau du régistrateur du comté de Pontiac, au village de Bryson, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE mil neuf cent dix-neuf, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.
Bryson, Qué., le 18 novembre 1919.
Le shérif,
4359—47-2 BERNARD J. SLOAN.
[Première publication, 22 novembre 1919].

PONTIAC

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Pontiac.

No. 1802. J.-E. GABOURY, plaintiff ; vs WILLIAM CHASSE, defendant.

All that parcel of tract of land being a part or portion of the lot of land known and designated according to the official plan and book of reference for the township of Waltham, in the county of Pontiac, under number five of range A (L. 5, R. A.) of the aforesaid townhsip of Waltham, containing sixty six feet in width by ninety nine feet in depth, and bounded as follows : in front or west side by the public road, at main railway crossing at Waltham, on the south by the Canadian Pacific Railway fence, of the right of way, on the other two sides by the remainder of said lot number five and belonging to one James Spotswood—with all and every the members buildings and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registrar's office for the county of Pontiac, at the village of Bryson, on the TWENTY-THIRD day of DECEMBER, one thousand nine hundred and nineteeen, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.
Bryson, Que., 18th November, 1919.
BERNARD J. SLOAN,
4360—47-2 Sheriff.
[First publication, 22nd November, 1919.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : No 812 PHILIPPE ET ROMEO LANOUETTE, tous deux commerçants, de la paroisse de Batiscan, district de Trois-Rivières ; contre LES HERITIERS de feu Dame Auria Tessier, épouse en son vivant de Rosaire Marcotte, hôtelier, de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, district de Québec, à savoir :

1. Partie du lot No 4 (quatre) du cadastre

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit ; No. 812. PHILIPPE AND ROMEO LANOUETTE, both traders, of the parish of Batiscan, district of Three Rivers ; against THE HEIRS of the late Dame Auria Tessier, wife in her lifetime of Rosaire Marcotte, hotelkeeper, of the parish of Notre-Dame-des-Anges, district of Quebec, to wit :

1. Part of the lot No. 4 (four) of the official ca-

officiel pour le cinquième rang ouest du canton Montauban, de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, étant un emplacement situé en ladite paroisse de Notre-Dame-des-Anges, contenant 45 pieds de largeur sur 180 pieds de profondeur ; borné en front, vers le sud au chemin Royal, du côté ouest partie à Ovila Couturier et partie à John Châteauvert, en profondeur, vers le nord, à John Châteauvert, et du côté est à Ephrem Petitclerc—avec les bâtisses dessus construites ; circonstances et dépendances, sans réserve ;

2. Partie du lot No 4 (quatre) du cadastre officiel pour le cinquième rang ouest du canton Montauban, de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, étant un emplacement situé en ladite paroisse de Notre-Dame-des-Anges, contenant 45 pieds de largeur sur 90 pieds de profondeur; borné en front, vers le sud, à Ovila Couturier, du côté est par l'emplacement premièrement décrit, en profondeur, vers le nord et du côté ouest, à Jean Châteauvert; circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,

Québec, 4 décembre 1919.

Le chérif,

4715—49-2 CLEOPHAS BLOUIN.

[La première publication du 6 décembre est nulle.]

[Première publication, 13 décembre 1919.]

[Deuxième publication, 20 décembre 1919.]

dastre for the fifth west range of the township Montauban, of the parish of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, being an emplacement situate in the said parish of Notre-Dame-des-Anges, containing 45 feet in width by 180 feet in depth; bounded in front, towards the south, by the King's highway, on the west side partly by Ovila Couturier and partly by John Chateauvert, on the depth, towards the north, by John Chateauvert, and on the east side by Ephrem Petitclerc—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies without reserve ;

2. Part of the lot No. 4 (four) of the official cadastre for the fifth west range of the township Montauban, of the parish of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, being an emplacement situate in the said parish of Notre-Dame-des-Anges, containing 45 feet in width by 90 feet in depth; bounded in front, towards the south, by Ovila Couturier, on the east side by the emplacement firstly described, on the depth, towards the north and the west side, by Jean Chateauvert—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, on the NINTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

Quebec, 4th December, 1919.

CLEOPHAS BLOUIN,

4716—49-4 Sheriff.

[The first publication of the 6th December is null.]

[First publication, 13th December, 1919.]

[Second publication, 20th December, 1919.]

FIERI FACIAS.

Cour de recorder.

Québec, à savoir : } LA CITÉ DE QUÉBEC ;
No 1675. } contre L.-ARTHUR ROBITAILLE, de la cité de Québec, maintenant de lieux inconnus, à savoir :

1. La subdivision No 138 (cent trente-huit) du lot No 2301 (deux mille trois cent un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec, étant un emplacement situé sur la rue Marie de l'Incarnation—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujette à une rente annuelle de $50.83 payable le premier mai, aux Dames Ursulines de Québec ;

2. La subdivision No 139 (cent trente-neuf) du lot No 2301 (deux mille trois cent un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec, étant un emplacement situé sur la rue Marie de l'Incarnation—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujette à une rente annuelle de $58.12 payable le premier mai aux Dames Ursulines de Québec.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Québec, 27 novembre 1919.

Le shérif,

4599—48-2 CLEOPHAS BLOUIN.

[Première publication, 29 novembre 1919].

[Deuxième publication, 13 décembre 1919].

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC;
No. 1675. } against L. ARTHUR ROBITAILLE, of the city of Quebec and now of parts unknown, to wit.

1. The subdivision No. 138 (one hundred and thirty eight) on lot No. 2301 (two thousand three hundred and one) of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur-de-Québec, being an emplacement situate on Marie de l'Incarnation street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of $50.83 payable the 1st May to the Dames Ursulines de Québec;

2. The subdivision No. 139 (one hundred and thirty nine) of the lot No. 2301 (two thousand three hundred and one) of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur-de-Quebec, being an emplacement situate on Marie de l'Incarnation street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of $58.12 payable the first May to the Dames Ursulines de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SECOND day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Quebec, 27th November, 1919.

CLEOPHAS BLOUIN,

4600—48-2 Sheriff.

[First publication, 29th November, 1919].

[Second publication, 13th December, 1919].

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.

District de Rimouski, No 6389. } LA CORPORATION DE LA VILLE DE SAINT - GERMAIN - DE - RIMOUSKI ; vs AMELA RINGUET ET AL, savoir :

Un terrain mesurant environ 60 pieds de front sur 100 de profondeur ; borné au nord à la rue Saint-Germain, à l'est à Jules Brillant, au sud à Dme Chs Lepage, à l'ouest à Geo. Morin, étant le lot No quatre-vingt-deux et partie du lot No quatre-vingt-un au cadastre officiel de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski—avec les bâtisses sus-construites, à charge de la rente foncière.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Rimouski, le QUATORZIFME jour de JANVIER 1920, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Rimouski, 10 décembre 1919.

Le shérif,
CHS D'ANJOU.

4777—50-2

[Première publication, 13 décembre 1919].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.

District de Roberval : No 1593. } JOSEPH GIRARD ; vs SIMON GAUDREAULT, Causapscal, savoir :

Tous droits d'occupation, de défrichement, de préemption et autres que le défendeur a et peut avoir sur le lot numéro dix-sept, rang deux sud-est du canton Leapge—avec les bâtisses sus-construites, sujet aux droits de Donat Martel à la coupe du bois pour 14 ans.

Pour être vendus à la porte de l'église de Causapscal, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE 1919, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CHS D'ANJOU.

Rimouski, 19 novembre 1919. 4455—47-2

[Première publication, 22 novembre 1919.]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, No. 6389 } THE CORPORATION OF THE TOWN OF SAINT-GERMAIN-DE-RIMOUSKI ; vs AMELA RINGUET ET AL, to wit :

A piece of land measuring about 60 feet in front by 100 feet in depth ; bounded on the north by Saint-Germain street, on the east by Jules Brillant, on the south by Dame Chs Lepage, and on the west by Geo. Morin, being the lot number eighty two and part of the lot number eighty one of the official cadastre of the town of Saint-Germain-de-Rimouski—with the buildings thereon erected, subject to an annual ground rent.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Rimouski, on the FOURTEENTH day of JANUARY, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Rimouski, 10th December, 1919.

CHS D'ANJOU,
Sheriff.

4778—50-2

[First publication, 13th December, 1919].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Roberval. No. 1593. } JOSEPH GIRARD; vs SIMON GAUDREAULT, Causapscal, to wit :

All the rights of occupation, clearing and pre-emption and other rights which the defendant has or may have in and upon the lot number seventeen, range two southeast of Lepage township—with the buildings thereon erected, subject to the rights of Donat Martel to the cutting of timber for 14 years.

To be sold at the church door of Causapscal, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER, 1919, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS D'ANJOU,
Sheriff.

Rimouski, 19th November, 1919. 4456—47-2

[First publication, 22nd November, 1919.

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: No 3567. } EDOUARD-JOSEPH DUGGAN, avocat, de la Malbaie, demandeur ; vs ALFRED GRENIER, de Chicoutimi, défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie, rang de la Pointe-au-Pic, mesurant trente-cinq pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur environ; tenant en front au chemin public, en arrière aux représentants de Tréflé Villeneuve, d'un côté au sud-ouest à Elzéar Grenier et d'autre côté au nord-est au terrain de Alex. Marier, étant une partie sud du lot numéro (729) sept cent vingt-neuf sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie—avec les bâtisses construites sur ledit emplacement, circonstances et dépendances.

Sujet aux droits de bailleur emphythéotique appartenant à dame veuve Joseph Tremblay ou ses représentants.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : No. 3567. } EDWARD-JOSEPH DUGGAN, advocate, of la Malbaie, plaintiff ; vs ALFRED GRENIER, of Chicoutimi, defendant.

That certain emplacement situate in the parish of Saint-Etienne-de-la-Malbaie, range of Pointe-au-Pic, measuring thirty five feet in front by ninety feet in depth or thereabouts ; bounded in front by the public road, in rear by the representatives of Tréflé Villeneuve, on one side to the southwest by Elzéar Grenier and on the other side to the northeast by the land of Alex. Marier, being a south part of the lot number seven hundred and twenty nine (729) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Etienne-de-la-Malbaie—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to the rights of emphyteutic lessor belonging to Dame widow Joseph Tremblay or her representatives.

To be sold at my office, in the Court House,

justice, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
ELIE MALTAIS.

Bureau du shérif.
Malbaie, 18 novembre 1919. 4451—47-2
[Première publication, 22 novembre 1919.]

on the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,
Sheriff.

Sheriff's office.
Malbaie, 18th November, 1919. 4452—47-2
[First publication, 22nd November, 1919.]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } THE SHERBROOKE REAL ESTATE COMPANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, demanderesse ; contre GEORGE KERR, autrefois de la cité de Sherbrooke, maintenant absent de la province de Québec, défendeur.
No 209.

Saisi comme appartenant audit défendeur :

La lisière ou le lopin de terre faisant partie des lots numéro neuf cent cinquante-cinq et neuf cent enqaunte-six du plan cadastral et du livre de renvoi du quartier sud de la cité de Sherbrooke, et décrite comme suit : étant les parties sud des lots neuf cent cinquante-cinq (955) et neuf cent cinquante-six (956), commençant du côté ouest de la rue Wellington à une distance de cent quatre-vingt-neuf pieds et trois dixièmes (189.3 pieds) au sud de la borne métallique marquant l'intersection nord-ouest des rues Wellington et Hospital, de là en tournant à droite sur un angle de cent sept dégés et trente-six minutes (107.36") et décrivant une ligne droite qui passe à une distance d'un pied au sud du coin sud-ouest de la maison de brique construite sur le loppin neuf cent cinquante-cinq (955), et ladite ligne s'étendant jusqu'à l'empire du chemin de fer Waterloo et Magog, de là en tournant à gauche en longeant le côté nord-est de l'ancienne emprise du chemin de fer Waterloo & Magog jusqu'à l'intersection de la ligne entre les lots 956 et 958, de là en tournant en gauche en suivant la ligne de séparation des lots 956 et 958 jusqu 'à la rue Wellington, de là en tournant à gauche du côté ouest de la rue Wellington jusqu'au point de départ, quelque soit le contenu desdites parties des lots neuf cent cinquante-cinq et neuf cent cinquante-six (955 et 956)—avec les bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 354-356 de la rue Wellington, dans la cité de Sherbrooke, à jamais sujet à un droit de passage en faveur d'une partie dudit lot neuf cent cinquante-cinq sur le côté nord de la propriété, ledit droit de passage pour être large de huit pieds et s'étendant de la rue Wellington jusqu'à un point à seize pieds à l'ouest du coin sud-ouest de la maison de brique, ledit droit de passage pour servir en commun ; ladite propriété bornée au nord par le résidu du lot No 955, au nord-est par la rue Wellington, au sud par le lot No 958, au sud-ouest par le chemin de fer Waterloo & Magog.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, MARDI, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE 1919, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.
Sherbrooke, 22 novembre 1919.

Le shérif,
4483—47-2 C.-E. THERRIEN.
[Première publication, 22 novembre 1919].

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } THE SHERBROOKE REAL ESTATE COMPANY, body politic and corporate, having its chief place of business in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, plaintiff ; against GEORGE KERR, formerly of the city of Sherbrooke, now an absentee from the Province of Quebec, defendant.
No. 209.

Seized as belonging to the said defendant :

That certain tract or parcel of land forming part of lots numbers nine hundred and fifty five, and nine hundred and fifty six on the cadastral plan and in the book of rerefence for the south ward of the city of Sherbrooke, and described as follows : being the southerly parts of lots nine hundred and fifty five, (55) and nine hundred and fifty six, (956) commencing at the west side of Wellington street at a distance of one hundred and eighty nine decimal three feet, (189.3 feet) south of the iron boundary post marking the north west intersection of Wellington and Hospital street, thence turning to the right at an angle of one hundred and seven degrees and thirty six minutes (107.36") and running in a straight line whicih passes at a distance of one foot south of the southwest corner of the brick house build on lot nine hundred and fifty five (955) and said line running to the old Waterloo & Magog Railway right of way, thence turning to the left and running along the north east side of the old Waterloo & Magog Railway right of way to the intersection of the line between lots Nos 956 and 958, thence turning to the left following the division line between lots 956 and 958, to Wellington street, thence turning to the left following the west side of Wellington street to the starting point, be the contents of said parts of lots nine hundred and fifty five and nine hundred and fifty six, (955 and 956) what it may, with the buildings thereon erected, bearing the civic numbers 354-356 of Wellington street, in the city of Sherbrooke subject forever to a right of way in favor of a portion of said lot nine hundred and fifty five along the north side of the property, said right of way to be eight feet in width and to run from Wellington street to a point sixteen feet west of the south west corner of the brick house, said right of way to be used in common ; the said property bounded northerly by the residue of lot No. 955, north easterly by Wellington street, southerly by lot No 958 south westerly by the Waterloo & Magog Railway.

To be sold at my office, at the Court, House at the city of Sherbrooke, on TUESDAY, DECEMBER the TWENTY THIRD, 1919, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.
Sherbrooke, 22nd November, 19'9.

C. E. THERRIEN.
4484—47-2 Sheriff.
[First publication 22nd November, 1919].

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, le 28 novembre 1919.

M. John Lee Alexander, cultivateur, de Compton, comté de Compton, juge de paix pour le district de Saint-François.

MM. Michel Lacroix, marchand, et J.-O. St. Pierre, médecin et régistrateur, de Saint-Raphael, comté de Bellechasse, juges de paix pour le district de Montmagny. 4787

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Quebec, 28th November, 1919.

John Lee Alexander, farmer, of Compton, county of Compton, to be a justice of the peace for the district of Saint Francis.

Michel Lacroix, merchant, and J. O. St. Pierre, physician and registrar, of Saint Raphael, county of Bellechasse, to be a justice of the peace for the district of Montmagny. 4788

Lettres patentes

" Montreal Townlots: Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, enfate du dix-septième jour, de novembre 1919 constituant en corporation : Francois-Philippe Brais, avocat, Laura May Smith, Ella Mary Jackson, sténographes, Lily Copping, commis, et Albert William Stuart, étudiant, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Acquérir par achat, bail, ou autrement, posséder, utiliser, détenir, améliorer, louer, vendre, aliéner, hypothéquer et disposer de maisons, terrains, tènements, immeubles et propriétés immobilières de toute nature et description, d'aucun intérêt qu'icelles, et généralement comme compagnie terriènne et foncière, avec pouvoir de transiger d'aucune façon, comme principaux ou en qualité d'agents, sur biens-fonds, leurs accessoires, sur aucun droit ou intérêt en iceux ;

Exercer aucun autre commerce se rapportant à l'immeuble ou autre que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Faire, au moyen de prêts, des avances aux acheteurs ou aux preneurs d'aucune partie de la propriété foncière corporative, ou à d'autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie, pour fins de construction ou d'améliorations, garantir aussi l'exécution des contrats par aucunes telles personnes ;

Payer aucune propriété mobilière ou immobilière, les bâtisses, maisons, ou autres choses acquises par la compagnie en actions libérées du capital corporatif ou en obligations de la compagnie, ou partie en numéraire et en obligations, partie en actions ou en parts, grever et hypothéquer la propriété foncière et personnelle de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre jugée judicieuse par les directeurs de la compagnie ;

Prendre et détenir, vendre et aliéner des mortgages, liens, hypothèques et autres charges pour garantir le prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie, ou d'aucune somme à elle due par les acheteurs ou autres personnes envers elle endettées à cause d'avances consenties par la compagnie pour fins de constructions ou d'améliorations, d'aucune autre manière quelconque ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif

Letters patent

" Montreal Townlots, Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1919, incorporating François-Philippe Brais, advocate ; Laura May Smith, Ella Mary Jackson, stenographers ; Lily Copping clerk ; and Albert William Stuart, student, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire, by purchase, lease, or otherwise, to own, and use, to hold, improve, lease, sell, alienate, hypothecate and dispose of houses, lands, tenements and immoveables and immoveable property of every kind and description and every interest therein and generally to carry on the business of a land and real estate company with power to deal in every way both as principal and agent in and with real estate, the accessories thereto and any right or interest therein ;

To carry on any other business whether in connection with real estate or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value, or render profitable, any of the company's property or rights ;

To make advances by way of loans to purchasers, or lessees of any part of the company's real estate or to others having dealings with the company, for building purposes or for the making of other improvements, and to guarantee the performance of contracts by any such person ;

To pay for any property, moveable or immoveable, buildings, house or other things acquire by the company in paid up shares of the capital stock of the company or by bonds of the company, or partly in cash and partly in bonds, or partly in shares or stock, and to mortgage and hypothecate the real and personal property of the company in such manner as may from time to time be deemed advisable by the directors of the company ;

To take and hold, sell and dispose of mortgages, liens, hypothecs and other charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers or others indebted to the company for advances by the company for building purposes or other improvements in any other way whatsoever ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any

d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la corporation est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de la compagnie ;

Faire société ou conclure aucun arrangement relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou à autre tractation, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, et les vendre, les détenir, réemettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Prendre, souscrire, acheter, prendre en échange ou en paiement, ou autrement acquérir, détenir et posséder, et durant détention, exercer tous droits, pouvoirs et privilèges de détenteurs et propriétaires, recevoir et distribuer, comme bénéfises, des dividendes et des intérêts sur icelles, garantir, vendre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer, nonosbstant aucunes dispositions légales, faire le commerce d'actions, obligations, débentures, actions-obligations ou autres valeurs d'une ou plusieurs autres compagnies dont les fins et objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation, ou ne le sont pas, ou qui exerce aucun commerce propre ou impropre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, aussi fonder, organiser ou aider une ou plusieurs autres telles compagnies ;

Emettre et répartir des actions libérées du capital corporatif en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, mobilière, immobilière ou mixte, des droits et concessions que la compagnie achetera ou acquerra ;

Faire, avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucunes conventions qui paraîtront appropriées aux objets de la compagnie, ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exercer, remplir, se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Organiser une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui paraîtra propre à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété personnelle, aucuns droits ou privilèges que la compagnie, croira nécessaires ou avantageux aux fins de son commerce ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats, et autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre ou aliéner la totalité ou aucune partie de l'entreprise corporative moyennant le prix que la compagnie jugera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation ;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat, ou autrement, aussi exercer, exécuter, et jouir d'aucune charte, licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, franchise, concession, des droits ou privilèges qu'aucun gouver-

person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitablefor the purposes of the company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transactions which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company ; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same ;

To take, subscribe for, purchase, take in exchange or in payment, or otherwise acquire, hold and own and while holding the same to exercise all the rights, powers and privileges of holders and owners thereof and to receive and distribute as profits dividends and interest thereon, and to guraantee, sell with or without guarantee, or otherwise dispose of, notwithstanding any provisions of the Act, deal in shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company, or companies, having purposes and objects whether altogether or in part similar to those of this company or not, or carrying on any business capable of being conducte[1] or not so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise assist any such other company or companies ;

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any property real or personal, moveable or immoveable or mixed and of any rights and concessions purchased or acquired by the company ;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company think it desirable to obtain and carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire, any person or property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments ;

To sell, or dispose of, the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and, in particular, for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy, any charter, license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority or any

nement ou pouvoir, aucune corporation, ou aucun autre corps public peut octroyer, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, et affecter aucunes actions de la compagnie, aucunes obligations et valeurs à défrayer les frais, charges, et dépenses nécessaires ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider par boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures, d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie, corporation ou personne, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ou personne, ou par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la corporation pourra se trouver en relations d'affaires ;

Vendre, améliorer, administrer, échanger, louer aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets ci-haut, sous le nom de "Montreal Townlots, Limited", avec un fonds social de cinq cent mille piastres ($500,000.00), divisé en cinq mille (5000) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
4785—50-2 C.-J. SIMARD.

corporation, or other public body, may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

To raise and assist in raising money for, and to aid in, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, an other company or corporation or person and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or person, or by any other person or persons with whom tue company may have business relations ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To do all or any part of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects under the name of "Montreal Townlots, Limited", with a capital stock of five hundred thousand dollars ($500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD.
4786—50-2 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville Montréal-Nord s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins de modifier quant à elle la loi générale des cités et villes ainsi que les lois spéciales qui la régissent relativement à :

1. La confection de travaux publics pour la réparation et l'amélioration des chemins existants la construction de trottoirs permanents, et le service de l'eau dans la municipalité, et pourvoir au coût de ces travaux par emprunts remboursables par les propriétaires riverains, ou autrement ;

2. Le mode d'imposer et prélever certaines taxes spéciales et le mode d'évaluer et de cotiser certans terrains après leur subdivision en lots à bâtir ;

3. L'imposition de certaines taxes spéciales sur les propriétés situées sur le boulevard Pie IX dans les limites de la ville, et pour autres fins.

Montréal, 11 décembre 1919.

Le secrétaire-trésorier,
4793—50-4 J.-A. CADIEUX.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Saint-Jean s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender les lois qui la régissent, touchant les matières suivantes :

Pouvoirs et moyens nécessaires pour forcer les compagnies d'utilité publique à enfouir leurs fils sous terre ou en changer le système actuel ; confirmation de certains droits de propriété et de possession ; cadastre des rues ; application de certaines clauses générales des cités et villes aux élec-

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the Town of Montreal-North shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the purposes of modifying the cities and towns act as well as the special acts relating to said town in connection with :

1. Public works for the repair and improvement of existing roads, for the construction of permanent sidewalks, for the distribution of water in the municipality, and the payment of said works by loans to be reimbursed by the bordering proprietors or otherwise ;

2. The mode of imposing and collecting certain special taxes and the mode of appraising and assessing certain pieces of land after their subdivision in building lots ;

3. The mode of imposing certain special taxes upon properties situated on the Boulevard Pie IX, and for other purposes.

Montreal, 11th December, 1919.

J. A. CADIEUX,
4794—50-4 Sec.-treas.

Public notice is hereby given that the City of Saint-Jean will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session, in order to amend the laws by which the said city is actually governed, concerning the following matters:

Necessary powers and means to force the companies of public utilities to put their wires underground or change their actual wiring system ; confirmation of certain rights of property and possession ; registration of the streets ; application of certain general clauses concerning the ci-

tions ; approvisionnement de l'eau ; pouvoirs de taxer ou d'augmenter la taxe sur certains négoces comme colporteurs, marchands ambulants, salles de pools ou de vues animées ; limiter le nombre de celles-ci ; corriger certaines erreurs dans la charte actuelle ; pouvoirs additionnels quant à l'évaluation et l'expropriation par la cité ; la police, le feu, l'hygiène, le marché public, la vente du pain et du lait.

Saint-Jean, 4 décembre 1919.

L'avocat de la requérante,

4797—50—4 JACQUES CARTIER.

ties and towns to the local elections ; water supply ; powers to tax or to augment or modify the tax on certain trades : foreign traders, peddlars, pool rooms, moving pictures ; limitation of their number ; rectification of certain errors in the actual charter ; granting additional powers concerning the municipal valuation, expropriation, police, fire, public, health, public market, the sale of bread and milk.

Saint Jean, 4th December, 1919.

JACQUES CARTIER,

4798—50—4 Attorney for the petitioner.

Faillite—avis de

Re : Théotime Larouche, marchand, de Saint-Joseph-d'Alma, insolvable.

Avis est par le présent donné que ledit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le 10 décembre 1919, et les soussignés ont été nommés gardiens provisoires.

Québec, 10 décembre 1919.

Les gardiens provisoires,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé), Québec. 4795

Notice of Bankruptcy

Re : Théotime Larouche, merchant, of Saint-Joseph-d'Alma, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors on the 10th December, 1919, and the undersigned have been appointed provisional guardians.

Quebec, 10th December, 1919.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisional guardians.

Offices : 147 Mountain Hill,
(Bossé building), Quebec. 4796

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 50.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Arnaud vs Faustin..... 3043
" Bélanger vs Caron..... 3042
" Bernard vs Robitaille..... 3043
" Bessette vs Lapalme..... 3042
" Gauthier vs Tremblay..... 3043
" Genicot vs Mauborgne..... 3043
" Lacourse vs Baril..... 3044
" Perrault vs Baillargeon..... 3043
" Thesserault vs Amiot..... 3043

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

McKeown vs Fitzgerald..... 3044

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 2987

ASSEMBLÉES :—

Canada & Gulf Terminal Railway..... 3044
L'Union Saint-Joseeph des Trois-Rivières..... 3044

AVIS DIVERS :—

Conseil du village de Bagotville..... 3045
Roxton Falls Mfg Coy, Ltd..... 3045
Session Cour du banc du Roi..... 3045

Vail Neighborhood Cemetery Coy..... 3046

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Charles Montminy..... 8017
Cité de Lévis..... 3036
Cité de Montréal..... 3017
Cité de Québec..... 3039
Cité des Trois-Rivières..... 3022

Index of the Quebec Official Gazette, No 50.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Arnaud vs Faustin..... 3043
" Bélanger vs Caron..... 3042
" Bernard vs Robitaille..... 3043
" Bessette vs Lapalme..... 3042
" Gauthier vs Tremblay..... 3043
" Genicot vs Mauborgne..... 3043
" Lacourse vs Baril..... 3044
" Perrault vs Baillargeon..... 3043
" Thesserault vs Amiot..... 3043

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :

McKeown vs Fitzgerald..... 3044

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 2987

MEETING :—

Canada & Gulf Terminal Railway..... 3044
L'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières..... 3044

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Council of the village of Bagotville..... 3045
Roxton Falls Mfg Coy, Ltd..... 3045
Session of the Court of King's Bench (Crown side)..... 3045
Vail Neighborhood Cemetery Coy..... 3046

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Charles Montminy..... 3017
City of Levis..... 3036
City of Montreal..... 3017
City of Quebec..... 3039
City of Three Rivers..... 3022

Cie de chemin de fer de Colonisation de Québec.... 3031
Cité de Saint-Jean.... 3062
Commission des écoles catholiques.... 3021
Compagnie des Tramways de Montréal.. 3030
Coopérative centrale des agriculteurs de Québec.... 3016
Corporation du village de Lennoxville... 3030
Curé et marguilliers Saint-Pierre-de-Shawinigan.... 3019
Dame Elodie Gauthier.... 3037
Dame Jennie C. Brown.... 3020
Dames religieuses hospitalières de la Miséricorde de Jésus.... 3016
Dominion Corset Company.... 3037
Dr D. P. Mowry.... 3035
Echenverg *et al*.... 3015
Hôpital Français.... 3031
Industrial Life Assurance Coy of Quebec. 3030
Jean-Baptiste Brouillette.... 3035
Jean Chauvin.... 3030
J.-H.-W. Renaud et autres.... 3039
Kipawa Housing Coy.... 3038
La Compagnie du chemin de fer des fermiers de Normandin.... 3034
La Prévoyance.... 3038
Le Crédit International du Canada.... 3035
Léon-Mercier Gouin.... 3019
Le Soleil, ltée.... 3033
Le village de Kénogami.... 3020
Lord Shaughnessy *et al*.... 3015
L'Orphelinat Apostolique de la Malbaie. 3034
Louis-Raymond Plessis-Belair.... 3026
L'Union Saint-Joseph à Saint-Roch.... 3019
L'Union Saint-Joseph de Drummondville 3035
Marie-Rose-Anna Quintal.... 3035
Merchants' Bank of Canada.... 3040
Norman-Scott Cameron.... 3018
Œuvre et Fabrique de Saint-Irénée, Montréal.... 3031
Quebec Eastern Railway Coy.... 3040
Robert L. Brodie, F.-X. Décarie et autres. 3029

Société de construction de Montréal.... 3020
Société Saint-Jean-Baptiste et autres... 3039
St. Andrews Protestant Cemetry.... 3021
Succession feu John Pratt.... 3033
Succession J. Barsalou et autres.... 3034
Successions Villeneuve *et al*.... 3017
Syndics de la paroisse de Saint-Augustin. 3033
Synode du diocèse de Montréal.... 3016
The Bagotville Railway Coy.... 3027
The Guarantee Title Bond & Trust Coy of Canada.... 3029
The Lievre Valley Power Traction and Mfg Coy.... 3030
Université de Montréal.... 3021
Ville de la Pointe-aux-Trembles.... 3039
Ville de Kipawa.... 3022
Ville de East-Angus.... 3018
Ville de Grand'Mère.... 3028
Ville de Lachute.... 3030
Ville de Lasalle.... 3019
Ville Laval de Montréal.... 3029
Ville de Longueuil.... 3026
Ville d'Iberville.... 3020
Ville Montréal-Nord.... 3062
Ville de Saguenay.... 3036
Ville Saint-Jérôme.... 3028
Wales Home.... 3032

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Saint-Joachim.... 3044

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Montreal Diet Dispensary.... 3041

Quebec Colonization Railway Coy.... 3031

City of Saint-Jean.... 3062
Catholic School Commission.... 3021
Montreal Tramways Coy.... 3030
Coopérative centrale des agriculteurs de Québec.... 3016
Corporation of the village of Lennoxville. 3030
Curé et marguilliers Saint-Pierre-de-Shawinigan.... 3019
Mrs. Elodie Gauthier.... 3037
Mrs. Jennie C. Brown.... 3020
Dames religieuses hospitalières de la Miséricorde de Jésus.... 3016
Dominion Corset Company.... 3037
Dr D. P. Mowry.... 3035
Echenverg *et al*.... 3015
Hôpital Français.... 3031
Industrial Life Assurance Coy of Quebec. 3030
Jean Baptiste Brouillette.... 3035
Jean Chauvin.... 3030
J. H. W. Renaud and others.... 3039
Kipawa Housing Coy.... 3038
La Compagnie du chemin de fer des fermiers de Normandin.... 3034
The Provident.... 3038
International Trust of Canada.... 3035
Léon-Mercier Gouin.... 3019
Le Soleil, ltée.... 3033
The village of Kenogami.... 3020
Lord Shaughnessy *et al*.... 3015
L'Orphelinat Apostolique de la Malbaie. 3034
Louis-Raymond Plessis-Belair.... 3026
L'Union Saint-Joseph à Saint-Roch.... 3019
L'Union Saint-Joseph of Drummondville. 0355
Marie-Rose-Anna Quintal.... 3035
Merchants' Bank of Canada.... 3040
Norman-Scott Cameron.... 3018
Roman Catholic Parish of Saint-Irénée, Montreal.... 3031
Quebec Eastern Railway Coy.... 3040
Robert L. Brodie, F. X. Décarie and others.... 3029
Société de construction de Montréal.... 3020
Société Saint-Jean-Baptiste and others.. 3039
St Andrews Protestant Cemetry.... 3021
Estate late John Pratt.... 3033
Estate J. Barsalou and others.... 3034
Estates Villeneuve *et al*.... 3017
Syndics de la paroisse de Saint-Augustin. 3033
Synod of the Diocese of Montreal.... 3016
The Bagotville Railway Coy.... 3027
The Guarantee Title Bond & Trust Coy of Canada.... 3029
The Lievre Valley Power Traction and Mfg Coy.... 3030
University of Montreal.... 3021
Town of La-Pointe-aux-Trembles.... 3039
Town of Kipawa.... 3022
Town of East-Angus.... 3018
Town of Grand'Mère.... 3028
Town of Lachute.... 3030
Town of Lasalle.... 3019
Town Laval of Montreal.... 3029
Town of Longueuil.... 3026
Town of Iberville.... 3020
Town Montreal-North.... 3062
Town of Saguenay.... 3036
Town of Saint-Jérôme.... 3028
Wales Home.... 3032

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Saint-Joachim.... 3044

TREASURY DEPARTMENT :—

Montreal Diet Dispensary.... 3041

FAILLITE—AVIS DE :—

Bolduc, dividende 3047
Diamond, dividende 3047
Lacroix & Bouvrette, nom. de curateur .. 3046
Larouche, cession 3063
McLeod Hawthorne Coy, Ltd., dividende 3047

BANKRUPT NOTICES :—

Bolduc, dividend 3047
Diamond, dividend 3047
Lacroix & Bouvrette, curator's appt 3046
Larouche, assignment 3063
McLeod Hawthorne Coy, Ltd., dividend 3047

LETTRES PATENTES :—

Chas J. Brown, Ltd 3001
Chocolats, ltée 2993
Cie d'imprimerie et d'édition de Montréal 3006
Club Garneau-Taschereau, incorp 2996
Compagnie de tabac Canadien, ltée 2998
Eastern Hat Manufacturing Coy, Ltd .. 2995
General Bakery Co, Ltd 3004
La Cie Canadienne Rugoleum 2991
La Cie électrique de Cabano, ltée 3002
La Cie industrielle de Rougemont, ltée .. 2993
Le Crédit Beauceron 2996
Merchants Association of Canada, Ltd .. 2995
Mentana Garage & Iron Works Co, Ltd .. 2992
Montreal Gayety Theatre Coy 3005
Montreal Townlots, Ltd 3060
Motors, Limited 2999
Rôtisseries, ltée 3008
Smart Tailoring Shop, Ltd 3009
The Esmond Coy, Ltd 3009
The Tourville Worsted Milling Coy, Ltd. 2997
U H Dandurant, ltée 3011

LETTERS PATENT :—

Chas J. Brown, Ltd 3001
Chocolats, ltée 2993
Montreal Printing & Publishing Coy.Ltd 3006
Club Garneau-Taschereau, incorp 2996
Canadian Tobacco Coy, Ltd 2998
Eastern Hat Manufacturing Coy, Ltd .. 2995
General Bakery Co, Ltd 3004
Canadian Rugoleum Co 2991
La Cie électrique de Cabano, ltée 3002
Rougemont Industrial Co, Ltd 2993
Le Crédit Beauceron 2996
Merchants Association of Canada, Ltd .. 2995
Mentana Garage & Iron Works Co, Ltd .. 2992
Montreal Gayety Theatre Coy 3005
Montreal Townlots, Ltd 3060
Motors, Limited 2999
Rôtisseries, ltée 3008
Smart Tailoring Shop, Ltd 3000
The Esmond Coy, Ltd 3009
The Tourville Worsted Milling Coy, Ltd. 2997
U. H. Dandurant, ltée 3011

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

Ateliers mécaniques de Sorel, ltée 3014
Bachand & Dionne, ltée 3014
Bengle, Blanchard, ltée 3015
Breakeyville Stores Co, Ltd 3014
Librairie Langlais, ltée 3015

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—

Sorel Mechanical Shops Co, Ltd 3014
Bachand & Dionne, ltée 3014
Bengle, Blanchard, ltée 3015
Breakeyville Stores Co, Ltd 3014
Librairie Langlais, ltée 3015

MINISTERE DE L'AGRICULTURE :—

Société coopérative agricole régionale des fermiers de Saint-André-Avelin 3041
Société coopérative agricole de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie 3042

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Société coopérative agricole régionale des fermiers de Saint-André-Avelin 3041
Société coopérative agricole de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie 3042

NOMINATIONS :—

Conseiller législatif :—M. Clément Robillard 2988
Conseiller législatif : M. Sévérin Létourneau 2988
Juges de paix :—Distr. :—Québec ; Chicoutimi ; Montréal ; Montcalm ; Nicolet ; Gaspé ; Trois-Rivières ; Rimouski. 2988
Saint-François ; Montmagny 3060
Régistrateur conjoint : — Comté de Beauce :—MM. Fauteux & Angers 2889
Surintendant des assurances et inspecteur de compagnies :—M. Fred Lesbie Monck 2989

APPOINTMENTS :—

Legislative Councillor :—Mr. Clément Robillard 2988
Legislative Councillor :—Mr. Sévérin Létourneau 2988
Justices of the peace :—Distr.: Quebec ; Chicoutimi ; Montreal ; Montcalm ; Nicolet ; Gaspé ; Three Rivers ; Rimouski 2988
Saint Francis ; Montmagny 3060
Joint registrar :—County of Beacue :—Messrs Fauteaux & Angers 2889
Superintendent of insurance and inspector of trust companies : Mr. Fred Lesbie Monck 2989

PROCLAMATION :—

Canton Bedard 2989

PROCLAMATION :—

Township Bedard 2989

SOUMISSIONS :—

Corporation de la ville de Sherbrooke ... 3047
Corporation de la ville de La Tuque 3048

TENDERS :—

Corporation of the town of Sherbrooke .. 3047
Corporation of the town of La Tuque 3048

VENTE DIMMEUBLES :—

Succ. feu l'hon. E.-F. de Varennes 3048

SALE OF IMMOVEABLES :—

Estate late Hon. E. F. de Varennes 3048

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Durocher (Dme) vs Piché..... 3050

BEAUCE :—

Veilleux vs Foster..... 3050

CHICOUTIMI :—

La Banque Nationale vs Arsenault *et al*. 3051

GASPÉ :—

Leblanc vs Leblanc *et al*..... 3052
Sirois vs Chicoygne..... 3051

MONTRÉAL :—

Baccrini (Dme) vs Pelletier *et al*..... 3054
Dorval (Dme) vs Conroy..... 3053
Guertin vs Legault..... 3052
Hills vs Orkin..... 3053
Irving *et al* vs Mallet..... 3054
Mercier vs Emond..... 3054
Roy (Dme) vs Lemieux *et al*..... 3053

OTTAWA :—

Fournier vs Hellard *et al*..... 3055
McCallum *et al ès ql* vs Bernardin..... 3055
Logue *et al* vs Lurette..... 3055

PONTIAC :—

Gaboury vs Chassé..... 3056

QUÉBEC :—

La cité de Québec vs Robitaille..... 3057
Lanouette *et al* vs héritiers Tessier..... 3056

RIMOUSKI :—

Girard vs Gaudreault..... 3058
La corporation de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski vs Ringuet *et al*.... 3058

SAGUENAY :—

Duggan vs Grenier..... 3058

SAINT-FRANCOIS :—

The Sherbrooke Real Estate Coy vs Kerr. 3059

SHERIFFS' SALES :—

ARTHABASKA :—

Durocher (Dme) vs Piché..... 3050

BEAUCE :—

Veilleux vs Foster..... 3050

CHICOUTIMI :—

La Canque Nationale vs Arsenault *et al* 3051

GASPE :—

Leblanc vs Leblanc *et al*..... 3052
Sirois vs Chicoygne..... 3051

MONTREAL :—

Baccrini (Dme) vs Pelletier *et al*..... 3054
Dorval (Dme) vs Conroy..... 3053
Guertin vs Legault..... 3052
Hills vs Orkin..... 3053
Irving *et al* vs Mallet..... 3054
Mercier vs Emond..... 3054
Roy (Dme) vs Lemieux *et al*..... 3053

OTTAWA :—

Fournier vs Hellard *et al*..... 3055
McCallum *et al ès ql* vs Bernardin..... 3055
Logue *et al* vs Lurette..... 3055

PONTIAC :—

Gaboury vs Chassé..... 3056

QUEBEC :—

The city of Quebec vs Robitaille..... 3057
Lanouette *et al* vs heirs Tessier..... 3056

RIMOUSKI :—

Girard vs Gaudreault..... 3058
The corporation of the town of Saint-Germain-de-Rimouski vs Ringuet *et al* 3058

SAGUENAY :—

Duggan vs Grenier..... 3058

SAINT FRANCIS :—

The Sherbrooke Real Estate Coy vs Kerr. 3059

QUÉBEC.—Imprimé par L.-A. PROULX, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC.—Printed by L.-A. PROULX, printer to His Most Excellent Majesty the King.